

Amadeo Bordiga

ESPACE CONTRE CIMENT

Sur les catastrophes "naturelles"

& la modernité capitaliste



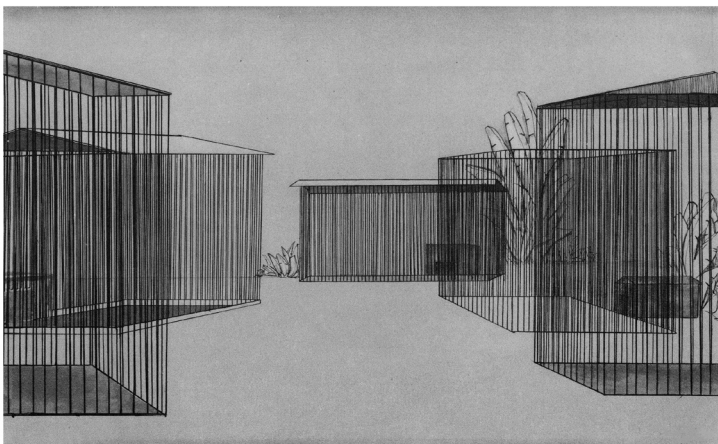
CONTRADICTION*
— EDITIONS —



TABLE DES MATIÈRES



• PRÉSENTATION	07
• HOMICIDE DES MORTS – 1951	17
• CRUE ET RUPTURE DE LA CIVILISATION BOURGEOISE – 1951	33
• UTILITÉ PUBLIQUE, COCAGNE PRIVÉE – 1952	51
• ESPÈCE HUMAINE ET CROÛTE TERRESTRE – 1952	69
• ESPACE CONTRE CIMENT – 1953	89
• LE SINISTRE ROMAN NOIR DE LA DÉCADENCE SOCIALE MODERNE – 1953	III



BRUNO CARUSO — Zoo

Chapitre 1.

PRÉSENTATION



PRÉSENTATION

SELON LE CÉLÈBRE ADAGE DE MARX ET ENGELS, « *L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de luttes de classes.* » Deux classes s'opposent dans leurs intérêts : les bourgeois et les prolétaires¹. Cependant, il existe au sein même d'une classe des dynamiques et des relations différentes². Il existe

1 — *Entrepreneurs capitalistes et propriétaires fonciers contre prolétaires salariés*

2 — Les classes sont définies dans leur dimension dynamique et non statique. « *Qu'est-ce en effet, selon notre méthode critique, qu'une classe sociale ? La constatation purement objective, extérieure, de l'analogie de situation économique et sociale d'un grand nombre d'individus, de l'analogie de leur position par rapport au procès de production, suffit-elle à la définir ? Ce serait trop peu. Notre méthode ne se borne pas à décrire l'ensemble social tel qu'il existe à un moment donné, à tracer de manière abstraite une ligne qui divise en deux parties les individus qui le composent, comme dans les classifications scolastiques des naturalistes. La critique marxiste voit la société humaine en mouvement, dans son développement dans le temps, selon un critère essentiellement historique et dialectique, c'est-à-dire en étudiant l'enchaînement des événements dans leurs interactions réciproques. Au lieu de prendre, comme dans la vieille méthode métaphysique, un cliché instantané de la société à un moment donné, puis de l'étudier pour y reconnaître les diverses catégories dans lesquelles les individus qui la composent doivent être classés, la méthode dialectique voit l'histoire comme un film qui déroule ses tableaux l'un après l'autre ; c'est dans les caractères saillants de leur mouvement qu'il faut chercher et reconnaître la classe. Dans le premier cas, nous tomberions sous le coup des mille objections des purs statisticiens, des démographes, gens à courte vue s'il en est, qui réexamineraient les divisions en faisant observer qu'il n'y a pas deux classes, ni trois, ni quatre, mais qu'il peut en exister dix, ou cent, ou mille, séparés par des gradations successives et des zones intermédiaires indéfinissables. Dans le second cas, nous avons bien d'autres éléments pour reconnaître ce protagoniste de la tragédie historique qu'est la classe, pour en fixer les caractères, l'action, les objectifs, qui se concrétisent dans des traits d'une évidente uniformité, au milieu du changement d'une multitude de faits que le pauvre photographe de la statistique enregistrait dans une froide série de données sans vie. Pour dire qu'une classe existe et agit à un certain moment de l'histoire, il ne nous suffira donc pas de savoir combien étaient, par exemple, les marchands de Paris sous Louis XVI, ou les landlords anglais au XVIII^e siècle, ou les travailleurs de l'industrie manufacturière belge au début du XIX^e. Nous devons soumettre à notre investigation logique une période entière, y découvrir un mouvement social, et donc politique, qui, au delà des hauts et des bas, des erreurs et des insuccès au travers desquels il cherche sa voie, adhère cependant de façon évidente au système d'intérêts d'un ensemble d'Hommes placés dans une situation donnée par le système de production et par son développement. C'est ainsi que Friedrich Engels, dans l'un de ses premiers essais classiques conduits avec cette méthode, tirait de l'histoire des classes laborieuses anglaises l'explication d'une série de mouvements politiques et démontrait l'existence d'une lutte des classes. Cette conception dialectique de la classe nous met hors d'atteinte des pâles objections du statisticien. Celui-ci perd le droit de voir les classes opposées nettement séparées sur la scène de l'histoire, comme les groupes d'une chorale sur les planches d'une scène de théâtre ; il ne peut pas nous opposer le fait que dans la zone de contact se trouvent des couches indéfinissables à travers lesquelles se produit une osmose d'individus ; car la physionomie historique des classes en présence n'en est pas altérée.* » — Amadeo Bordiga, Parti et classe,

par exemple, une bourgeoisie industrielle, rentière, commerçante³. Ainsi, la petite bourgeoisie, oscillent continuellement entre ces deux classes. Le prolétariat lui-même comporte de nombreuses nuances et mouvements, dans le mode de production capitaliste. Une caractéristique saillante des classes intermédiaires est de rêver d'une société capitaliste dépourvue des contradictions insupportables qui l'accompagnent nécessairement. Marx rappelait dans *Le Capital* qu'aucune civilisation n'avait jamais pollué les instruments de sa production et de sa reproduction au point d'en rendre l'usage impossible. Le Manifeste du Parti communiste se moque du "socialisme bourgeois" dont les représentants veulent "les conditions de vie de la société moderne sans les luttes et les dangers qui en résultent nécessairement. Ils veulent la société moderne sans les éléments qui la révolutionnent. Ils voudraient la bourgeoisie sans le prolétariat". Afin de démolir l'imbroglio de classe se cachant derrière le battage écologiste, il ne suffit pas d'adopter une nécessaire démarche scientifique, il est fondamental de considérer le danger réel lié au capitalisme pour la survie des espèces présentes et futures. Cela représente aussi une arme pour démontrer qu'on ne peut pas parler d'environnement si on ne considère pas les classes qui interagissent avec celui-ci et le déterminent. Le syndicaliste brésilien Chico Mendes⁴ rappelait que l'écologisme sans la lutte des classes, c'est du jardinage... L'écologiste d'aujourd'hui doit expliquer ce qui se passerait si le mode de production capitaliste était utilisé pour l'entretien constant, sans recherche de profit des cours d'eau et des pentes montagneuses, des côtes et des forêts. Il doit expliquer comment on pourrait abolir le trafic privé et forcer l'industrie à produire des véhicules capables de vivre et de rouler pendant au moins trente ans, ou alors comment se passer de tout le fatras électromécanique qui contribue à la reproduction asphyxique du

Rassegna Comunista, 1921, sinistra.net

3 — Il est clair qu'il existe depuis le début une interrelation entre ces factions

4 — Chico Mendes, (1944-1988), était un syndicaliste brésilien, actif dans les luttes rurales. Il a été tué par des propriétaires terriens (rancheros) au Brésil.

capital et à la négation de tout besoin humain dans l'espèce. Il doit expliquer, entre autres, comment obtenir l'énergie nécessaire au maintien du gaspillage indispensable à la survie du capitalisme dans sa phase de vie démente mais néanmoins féroce. L'écologiste envie le capitaliste, qui réussit encore à se trouver un environnement exclusif en se tenant à l'écart de la surpopulation relative ; il lève le nez sur les masses qui l'obsèdent, parce qu'après tout, il en a besoin , puisque c'est d'elles seules qu'il peut extraire l'argent nécessaire à sa maigre survie. Argent qu'il ne possède pas à la source, comme le capitaliste chanceux, mais qu'il doit chasser en tant que plus-value différée libre dans la société. Tous responsables, en parfaite démocratie, de la casse écologique, fabricants, consommateurs et trieurs de la plus-value d'autrui, et tous également affectés par les fumées comme par le bruit, l'invasion de la laideur et la dégénérescence de la vie biologique. L'écologisme serait une question dénuée d'intérêts de classe, la seule, avec la religion, qui rassemble par la valeur intrinsèque du problème qu'elle pose. Et c'est pourquoi il trouve tant de consensus et de soutien dans de nombreuses fractions de la bourgeoisie impérialiste elle-même⁵. Pris dans un sens ou dans un autre, c'est bien le capitalisme qui *"pollue"* l'univers vivant. La seule façon de retrouver un rapport décent avec la nature est de remettre en cause le mode de production actuel et la division entre les classes. L'ensemble des textes que nous présentons aborde le problème de la décadence sociale et le résout en s'interrogeant sur les mécanismes de l'accumulation capitaliste. Ces textes datés montrent que le mécanisme d'accumulation est invariant : quelques décennies ont suffi pour mettre en évidence les *"limites du développement capitaliste "* qui étaient autrefois l'apanage

s — Cela ne doit pas nous faire oublier qu'il existe une autre fraction de la bourgeoisie impérialiste, qui affirme plus "honnêtement" que l'écologie n'existe pas, seul le profit existe. On se souvient de la brillante phrase de Margaret Thatcher, Première ministre britannique dans les années 1980, qui affirmait que la société n'existe pas, seuls les intérêts existent. Cette vision, certes brutale et élitiste, est néanmoins plus honnête que la vision "démocratique" qui, dans le cadre du bien commun, ne met jamais au centre le problème des rapports de production, laissant ainsi intacts les rapports sociaux entre les classes. Voir à cet égard le soi-disant "communisme" des riches, à la mode chez quelques super-millionnaires américains, effrayés par les contradictions environnementales et sociales de la planète.

de l'analyse marxiste. Alors qu'à l'époque, le développement économique dû à la reconstruction d'après-guerre se traduisait par une idéologie de l'opulence, aujourd'hui, l'incertitude règne entre les classes dans un monde qui ne semble même plus avoir la cohésion de l'entreprise à tout prix et de la circulation des biens et des capitaux.

*L'IDÉOLOGIE SE PLIE AUX FAITS
‡ L'INCERTITUDE DEVIENT THÉORIE*

LE MONDE BOURGEOIS EST EN CRISE FACE AU MARXISME, TOUT comme il continue à se réjouir d'avoir échappé de peu à ce qu'on appelle *"l'effondrement du communisme"*. L'ivresse de la contre-révolution rend encore plus fragile la capacité de la bourgeoisie à trouver des solutions aux contradictions que l'anarchie systémique actuelle engloutit⁶. Poussée brutalement par des déterminations matérielles imparables, la superstructure idéologique bourgeoise est passée de l'Eldorado des théories de l'équilibre au drame annoncé des théories de la catastrophe, de l'apologie de la science et de la technique aux jérémiades sur le *"délire technologique"*, porteur de progrès, certes, mais de malheur et de barbarisation des consciences.

Le marxisme, loin d'être dépassé par on ne sait quoi, a anticipé la nécessité d'une relation organique (gouvernement) entre la nature et l'espèce humaine, et continue d'affirmer qu'un tel gouvernement n'est possible que si le mode de production actuel est rayé de la surface de la terre. Engels a déclaré dans *La dialectique de la nature* :

« *Ne nous flattons pas trop de notre victoire humaine sur la nature. La nature se venge de chacune de nos victoires. En effet, chaque victoire a, dans un premier temps, les conséquences sur*

⁶ — *La gestion schizophrénique des États respectifs en ce qui concerne la COVID en est un bon exemple.*

lesquelles nous comptions ; mais dans un deuxième et un troisième temps, elle a des effets tout à fait différents et imprévisibles, qui trop souvent annulent à leur tour les premières conséquences. Les peuples qui ont déraciné les forêts de Mésopotamie, de Grèce, d'Asie Mineure et d'autres régions pour obtenir des terres arables, ne se sont pas rendu compte qu'ils créaient ainsi les conditions de la désolation actuelle de ces régions, puisqu'en déracinant les forêts, ils leur enlevaient les centres de captage et les réserves d'humidité. Les Italiens des Alpes, en utilisant sur le versant méridional les sapins si jalousement protégés sur le versant septentrional, ne se rendaient nullement compte qu'ils creusaient ainsi la tombe de l'industrie pastorale sur leur territoire ; et ils imaginaient encore moins qu'ils enlevaient ainsi à leurs sources alpines, pendant la plus grande partie de l'année, l'eau qui se précipiterait ensuite d'autant plus impitoyablement dans les plaines par torrents, pendant la saison des pluies. Ceux qui ont répandu la culture de la pomme de terre en Europe ne savaient pas qu'ils propageaient la scrofule en même temps que le bulbe farineux. À chaque pas, il nous est rappelé que nous ne dominons pas la nature comme un conquérant domine un peuple étranger soumis, que nous ne la dominons pas comme un étranger, mais que nous lui appartenons avec notre chair, notre sang et notre cerveau et que nous vivons dans son sein : toute notre domination sur la nature consiste en la capacité, qui nous élève au-dessus des autres êtres vivants, de connaître ses lois et de les utiliser de la manière la plus appropriée. »

L'Homme bourgeois a une énorme circonstance aggravante par rapport à l'Homme de l'Antiquité classique qui déboisait et désertifiait les territoires qu'il habitait : à l'époque, les phénomènes duraient des siècles et les connaissances humaines étaient totalement insuffisantes par rapport aux perspectives d'avenir, alors qu'aujourd'hui les phénomènes de destruction de l'environnement sont connus et se manifestent rapidement. Nous absolvons l'Homme

antique et condamnons sans réserve l'Homme bourgeois car, bien qu'il comprenne les mécanismes écologiques, il prêche pour s'apaiser individuellement, mais poursuit son objectif sans se soucier le moins du monde des conséquences. Restant bourgeois, il ne pouvait pas faire autrement. L'importance des textes que nous publions réside dans la description d'une société désormais cadavérique, incapable de gouverner sa propre existence, soumise aux lois qui l'ont rendue révolutionnaire, empiétrée dans des bureaucraties et des mafias de toutes sortes, ne visant qu'une seule fin : la conservation. La science, la technique, puis la machine et son application à la production, dit Engels dans le texte cité plus haut,

« étaient destinées à révolutionner la situation sociale du monde entier, à procurer en particulier à la bourgeoisie, dans un premier temps, la prédominance sociale et politique, par la concentration des richesses entre les mains d'une minorité et l'expropriation totale de l'écrasante majorité, puis à engendrer entre la bourgeoisie et le prolétariat une lutte de classes qui ne peut se terminer que par le renversement de la bourgeoisie et l'abolition de toutes les différences de classes. Mais même dans ce domaine, nous ne pouvons acquérir que progressivement une vision claire des effets sociaux médiats et lointains de notre activité productive, à travers une expérience longue et souvent difficile, à travers la collecte et le tamisage du matériel historique ; et c'est ainsi qu'il nous est donné la possibilité de maîtriser et de réguler ces effets également. »

Les connaissances actuelles sont limitées par les intérêts réels de la bourgeoisie, par la logique du profit. La possibilité de dominer les effets sociaux de la production est liée aux rapports de classe. La réalisation de cette régulation nécessite un bouleversement complet du mode de production, et avec lui l'ensemble de notre ordre social actuel. Dans la phase impérialiste, rappelle Lénine, ce mécanisme est appliqué, précisément parce que nous sommes confrontés à la

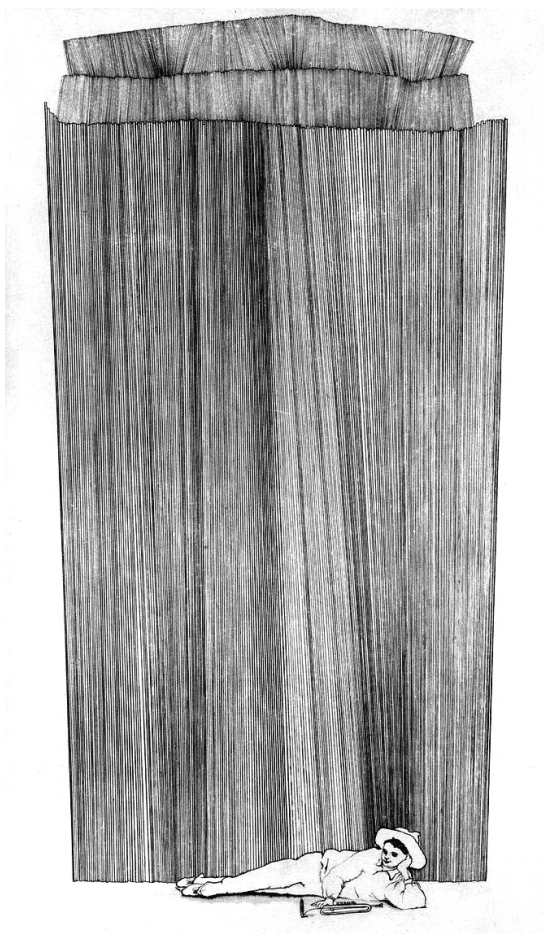
phase finale du capitalisme⁷. La catastrophe est donc le but normal du cours capitaliste, comme elle est aussi un élément de ses buts intermédiaires, des désastres et des guerres. Mais cette finalité est aussi le signe des contradictions irrémédiables qui traversent le capitalisme et rendent sa remise en cause nécessaire et possible. Les textes sont écrits par Amadeo Bordiga (1889-1970), le principal dirigeant du Parti Communiste en Italie en 1921. Sa trajectoire politique, complexe et contradictoire, n'est pas l'objet de ce livre⁸. Si nous avons voulu publier ces textes, c'est pour réaffirmer la place centrale qu'occupe dans le marxisme l'analyse scientifique, qui va jusqu'à enquêter sur les catastrophes naturelles apparentes et à les replacer à leur juste place. C'est aussi la preuve qu'il y a toujours eu dans le marxisme révolutionnaire cette capacité à rompre avec les "mythes" du progrès, sans pour autant recourir aux "fables" du passé. La critique de la dimension urbaine, de son immense gigantisme, n'est pas un retour au village, à ses barrières de communication, mais la mise en réseau de formes supérieures de vie sociale. Ce recueil de textes, sans doute datés et à contextualiser (les références sont surtout celles de la société italienne), n'en reste pas moins incisif car il touche à une certaine névralgie du capitalisme d'aujourd'hui.

— *Contradiction Éditions* —

7 — i. e. *L'impérialisme, comme théorisé par Lénine.*

8 — *Les positions originelles du Parti communiste italien de 1921 ont donné naissance à un courant international appelé la Gauche communiste italienne. Il existe de nombreux groupes et expériences qui se réfèrent directement ou indirectement à ce courant. Pour une connaissance plus approfondie des matériaux de la gauche communiste italienne, voir sinistra.net.*

—*Présentation*—



BRUNO CARUSO — *Uomo Sdraiato*

Chapitre 2.

HOMICIDE DES MORTS



HOMICIDE DES MORTS

EN ITALIE, NOUS AVONS UNE VIEILLE EXPÉRIENCE DES *"catastrophes qui s'abattent sur le pays"* et nous sommes passés maîtres dans l'art de les *"monter"*. Tremblements de terre, éruptions volcaniques, inondations, tornades, épidémies... Indiscutablement, les effets sont surtout sensibles sur les peuples pauvres et à haute densité démographique : des cataclysmes souvent bien plus terrifiants que les nôtres peuvent s'abattre sur tous les coins de la terre, les conditions géographiques ou géologiques qui les provoquent ne coïncident pas toujours avec des conditions sociales aussi défavorables. Mais chaque peuple, chaque pays a ses délices : typhons, sécheresses, raz de marée, famines, vagues de chaleur et de gel, inconnus de nous autres, habitants du *"jardin de l'Europe"*. Il suffit d'ouvrir le journal pour trouver immanquablement des nouvelles de ce genre de catastrophes, des Philippines aux Andes, et de la calotte glaciaire aux déserts africains. Notre capitalisme est peu important d'un point de vue quantitatif, mais au sens "qualitatif" il est depuis longtemps à l'avant-garde de la civilisation bourgeoise, dont il a produit les plus grands précurseurs lors de l'épanouissement de la Renaissance. Or, comme nous l'avons dit cent fois, il a développé de façon magistrale l'économie de la catastrophe. Il ne nous passe même pas par la tête de verser une petite larme lorsque la mousson emporte des villes entières sur les côtes de l'Océan Indien, ou que la mer, déchaînée par des tremblements de terre sous-marins, les submerge sous un raz de marée ; mais pour la Polésine, nous avons su faire venir des aumônes du monde entier. Notre monarchie était fière de savoir accourir non pas là où l'on dansait (à Pordenone), mais là où l'on mourait de choléra (à Naples), ou jusqu'aux ruines de Reggio et de Messine rasées par les secousses sismiques de 1908. Aujourd'hui, on a conduit notre petit bout de président en Sardaigne et si les

staliniens n'ont pas raconté de blagues, on lui a montré en action des brigades de *"travailleurs de Potemkine"* qui couraient ensuite de l'autre côté de la scène, comme le font les guerriers d'Aïda. On n'a pas eu le temps de retirer les rescapés des eaux du Pô sorti de son lit, mais par contre députés, députées et ministres sont venus y tremper leurs pieds bien protégés dans des bottes de caoutchouc, après qu'on eut disposé caméras et micros pour la quête mondiale de grand style.

C'est là que nous avons la formule géniale : Intervention de l'État ! Et cela fait bien quatre-vingt-dix ans que nous l'appliquons. Le sinistré italien de profession a remplacé la grâce de Dieu et la main de la Providence par la contribution de l'État, et il est convaincu que le budget national a des ressources plus vastes que la miséricorde divine. Un bon Italien dépense avec joie dix mille liras tirées de sa poche pour arriver, au bout de plusieurs mois, à « *toucher mille liras du gouvernement* ». Que survienne une de ces catastrophes périodiques que l'on baptise aujourd'hui du terme à la mode d'état d'urgence, bien qu'elles se reproduisent à chaque saison dès que sont venues s'y greffer les inévitables mesures providentielles du pouvoir central, une bande spécialisée de trafiquants en *"sinistres"* se plonge aussitôt, manches retroussées, dans le truandage des dossiers administratifs et l'orgie des adjudications. Le ministre des Finances de service, aujourd'hui Vanoni, suspend d'autorité toute autre fonction de l'État et déclare qu'il ne lâchera plus le moindre sou des finances publiques pour aucune autre *"loi spéciale"*, car tous les moyens doivent être consacrés à des mesures pour la catastrophe d'actualité. On ne saurait mieux démontrer que l'État ne sert à rien et que si Dieu existait, il ferait un véritable cadeau aux sinistrés de tout genre en renversant sous les coups du tremblement de terre ou de la banqueroute cet État charlatan et dilettante. Mais si la bête du petit et moyen bourgeois atteint son éclat maximum lorsqu'il cherche un remède à la terreur qui le glace dans le tiède espoir de subsides et d'indemnités octroyées par le gouvernement, tout aussi

insensée est la réaction des chéfaillons des masses travailleuses qui s'écrient qu'ils ont tout perdu dans le désastre – sauf leurs chaînes, malheureusement. Dans ces circonstances suprêmes, qui anéantissent le peu de bien-être dérivant, pour le prolétariat, de l'exploitation capitaliste normale, ces chefs qui se prétendent "*marxistes*" ont une formule économique plus niaise encore que celle de l'intervention de l'État. Cette formule est bien connue : c'est aux riches de payer ! Et d'injurier Vanoni pour n'avoir pas su dépister et taxer les gros revenus. Mais il suffit d'un brin de marxisme pour établir que les gros revenus prospèrent là où se produisent les grandes destructions et se greffent les grandes affaires. C'est à la bourgeoisie de payer la guerre ! dirent en 1919 ces mauvais bergers, au lieu d'inviter le prolétariat à l'abattre. La bourgeoisie italienne est toujours là, et elle investit avec enthousiasme ses revenus en se payant des guerres et autres fléaux qui les lui rendent quadruplés.

HIER

LORSQUE LA CATASTROPHE DÉTRUIT HABITATIONS, CULTURES ET USINES et plonge dans l'inactivité des populations laborieuses, elle détruit sans aucun doute une richesse. Mais il n'est pas possible d'y remédier en opérant un prélèvement sur la richesse existant ailleurs – comme avec la misérable opération de récolter les vieilles hardes, alors que la propagande, la collecte et le transport coûtent bien plus cher que la valeur des vêtements eux-mêmes. Cette richesse disparue était une accumulation de travail passé, séculaire. Pour éliminer l'effet de la catastrophe, il faut une masse énorme de travail actuel, vivant. Or, si nous donnons de la richesse une définition non abstraite, mais concrète et sociale, elle nous apparaît comme le droit, pour certains individus formant la classe dominante,

de prélever sur le travail vivant et contemporain. Avec la nouvelle mobilisation de travail, on aura la formation de nouveaux revenus et d'une richesse privilégiée et l'économie capitaliste n'offre aucun moyen de *"déplacer"* une richesse qui a été accumulée ailleurs, pour combler le vide apparu dans la richesse sarde ou vénitienne, de même qu'on ne pourrait enlever telles quelles les digues du Tibre pour remplacer celles que le Pô a englouties. Voilà pourquoi il est stupide de préconiser un prélèvement sur le patrimoine des propriétaires de champs, d'habitations et d'industries intactes pour réparer les biens détruits. L'essence du capitalisme ne réside pas dans la propriété de ces biens immeubles : c'est un type d'économie qui permet de prélever un profit sur ce que le travail de l'Homme crée en des cycles incessants, et qui subordonne l'emploi de ce travail à la possibilité de ce prélèvement. Ainsi l'idée de remédier à la crise du logement occasionnée par la guerre en bloquant les revenus des propriétaires d'habitations non détruites a réduit le patrimoine immobilier à des conditions pires que celles causées par les bombardements. Mais les démagogues poussent des hurlements, en recourant à des arguments faciles et en disant des choses *"accessibles aux masses travailleuses"*, pour que l'on ne touche pas au blocage des loyers. À la base de l'analyse économique marxiste, il y a la distinction entre travail mort et travail vivant. Nous ne définissons pas le capitalisme comme une propriété sur des amas de travail passé cristallisé, mais comme le droit à soustraire du travail vivant et actif. Voilà pourquoi l'économie actuelle ne peut aboutir à une bonne solution qui réalise, avec le minimum d'efforts de travail actuel, la conservation rationnelle de ce que nous a transmis le travail passé, et assure les bases les meilleures pour l'efficacité du travail futur. Ce qui intéresse l'économie bourgeoise, c'est le rythme frénétique du travail contemporain, et elle favorise la destruction de masses encore utiles de travail passé, en se foutant complètement de la postérité. Marx explique que les économies antiques, fondées plus sur les valeurs d'usage que sur la valeur d'échange, n'étaient pas possédées autant que l'économie

actuelle par la nécessité d'extorquer du surtravail, et il rappelle que le fait de soumettre le travailleur à l'effort jusqu'à ce que mort s'ensuive – comme le raconte Diodore de Sicile – n'était qu'une exception, dans le cas de l'extraction de l'or et de l'argent (ce n'est pas pour rien que le capitalisme est né de la monnaie). La faim de surtravail (in *Le Capital*, Chapitre x, 02 : le capital affamé de surtravail) aboutit non seulement à extorquer aux vivants la plus grande quantité possible de force de travail, au point d'abrégier leur existence, mais fait de la destruction du travail mort une bonne affaire, dans la mesure où elle permet de remplacer les produits encore utiles par un nouveau travail vivant. Comme l'aventurier Maramaldo, le capitalisme, oppresseurs des vivants, assassine aussi les morts :

« Dès que les peuples dont la production se meut encore dans les formes inférieures de l'esclavage et du servage sont entraînés sur un marché international dominé par le mode de production capitaliste, et qu'à cause de ce fait la vente de leurs produits à l'étranger devient leur principal intérêt, dès ce moment les horreurs du surtravail, ce produit de la civilisation, viennent se greffer sur la barbarie de l'esclavage et du servage ».

Le titre original du paragraphe cité est : *Der Heisshunger nach Mehrarbeit*, littéralement "la faim ardente de surtravail". La faim de surtravail du capitalisme encore enfant, telle qu'elle est définie par notre puissante doctrine, contient déjà toute l'analyse de la phase moderne du capitalisme qui a cru de façon démesurée : la faim féroce de surtravail est une faim de catastrophes et de ruines. Loin d'être une trouvaille de notre part (au diable les découvreurs de nouveautés, surtout lorsqu'ils chantent faux même en faisant "dorémifà" et se prennent pour des créateurs), la distinction entre travail mort et travail vivant est contenue dans la distinction fondamentale entre capital constant et capital variable. Tous les objets produits par le travail qui ne vont pas à la consommation directe mais sont utilisés dans une autre transformation (aujourd'hui on les appelle biens

instrumentaux) forment le capital constant. « *Toute valeur d'usage entrant dans des opérations nouvelles comme moyen de productions perd donc son caractère de produit, et ne fonctionne plus que comme facteur du travail vivant* ». Ceci vaut pour les matières premières principales et auxiliaires, les machines et tout autre équipement qui s'use progressivement : la perte due à l'usure doit être compensée et exige du capitaliste l'investissement d'une nouvelle part, toujours de capital constant, que l'économie courante appelle amortissement. Amortir rapidement, tel est l'idéal suprême de cette économie de fossoyeurs. À propos du "*diable au corps*", nous avons rappelé que chez Marx le capital a la fonction démoniaque d'incorporer du travail vivant au travail mort devenu chose. Quelle joie que les digues du Pô ne soient pas immortelles et qu'on puisse aujourd'hui y "*incorporer*" allègrement du "*travail vivant*" ! Projets et contrats d'adjudication ont été- mis au point en quelques jours ! Bravo : vous avez le diable au corps.

« *Cher Monsieur, le bureau des projets de notre entreprise s'est fait un devoir d'effectuer les études techniques et économiques préalables : je vous sou mets la bouillie déjà toute prête* ». Et dans l'analyse des prix, les pierres communes de Monselice sont estimées plus cher que le marbre de Carrare. »

« *La force de travail en activité, le travail vivant, a donc la propriété de conserver de la valeur en ajoutant de la valeur c'est là un don naturel qui ne coûte rien au travailleur mais qui rapporte beaucoup au capitaliste ; il lui doit la conservation de la valeur actuelle de son capital* ».

Ce capital qui est simplement "*conservé*", toujours grâce à l'œuvre du travail vivant, est appelé par Marx partie constante du capital, ou capital constant. Mais « *La partie du capital transformée (vulgo : investie) en force de travail (salaire) change au contraire de valeur durant le cours de la production (et produit) un excédent, une plus-value* ». C'est pourquoi nous l'appelons partie variable, ou simplement capital

variable. Voilà la clé de tout. L'économie bourgeoise met le gain en rapport avec le capital constant, qui est là et qui ne bouge pas : ou plutôt qui serait perdu si le travail de l'ouvrier ne le "*conservait*" pas. L'économie marxiste, au contraire, met le profit en rapport avec le seul capital variable et démontre que le travail actif du prolétaire : *a)* conserve le capital constant (travail mort), *b)* augmente le capital variable (travail vivant). Cette augmentation qui en résulte, la plus-value, est empochée par l'employeur. Comme l'explique Marx, cette manière d'établir le taux sans tenir compte du capital constant, équivaut à poser celui-ci comme égale à zéro : opération courante dans l'analyse mathématique de toutes les questions où interviennent des grandeurs variables. Le capital constant étant posé égal à zéro, il reste la croissance gigantesque du profit capitaliste. Dire ceci revient à dire que le profit d'entreprise subsiste si l'on épargne au capitaliste le souci de garder le capital constant. Cette hypothèse n'est autre que la réalité actuelle du capitalisme d'État. Transférer le capital à l'État signifie poser le capital constant comme égal à zéro. Rien n'est changé dans le rapport entre patron et ouvrier, car ce rapport dépend uniquement de deux grandeurs : capital variable et plus-value. L'analyse du capitalisme d'État, une nouveauté ? Sans nous vanter, nous sommes en mesure de vous la servir, telle que nous la connaissons depuis 1867 et même avant. Elle est des plus simples : $c = 0$. Nous ne quitterons pas Marx avant de citer, après cette froide petite formule, un passage ardent : « *Le capital est du travail mort, qui, semblable au vampire, ne s'anime qu'en suçant le travail vivant, et sa vie est d'autant plus allègre qu'il en pompe davantage* ». Le capital moderne, ayant besoin de consommateurs parce qu'il a besoin de produire toujours davantage, a tout intérêt à rendre le plus vite possible inutilisables les produits du travail mort, pour en imposer le renouvellement au moyen du travail vivant, le seul duquel il "*suce*" des profits. Voilà pourquoi il jubile lorsque arrive une guerre, voilà pourquoi il s'est si bien entraîné à la pratique de la catastrophe. En Amérique, on a une formidable production d'automobiles, mais

toutes les familles ou presque ayant leur voiture, on arriverait bientôt au tarissement de la demande. Il faut donc que les automobiles durent peu. Pour obtenir ce résultat, avant tout on les construit mal avec des séries de pièces bâclées. Que les usagers se cassent plus souvent la pipe, peu importe : cela fait un client de moins, mais une auto de plus à remplacer. D'autre part, on a recours à la mode, en subventionnant largement l'industrie crétinisante de la propagande publicitaire, c'est pourquoi tout le monde voudrait avoir le dernier modèle, comme les femmes qui auraient honte de porter une robe *"de l'année dernière"*, même si elle est comme neuve. Les crétins mordent à l'hameçon, et peu importe si une Ford construite en 1920 dure plus longtemps qu'une voiture flambant neuf de 1951. Enfin, les voitures qui ne servent plus ne sont même pas utilisées comme ferraille et on les jette dans des cimetières d'autos. Celui qui oserait en prendre une en disant : vous l'avez jetée comme une chose sans valeur, quel mal y a-t-il si je me la répare et si je roule avec ? écope une volée de plombs et une condamnation pénale. Pour exploiter du travail vivant, le capital doit anéantir du travail mort encore utile. Aimant sucer du sang chaud et jeune, il tue les cadavres. Ainsi, alors que l'entretien de la digue du Pô sur dix kilomètres exige un travail humain égal, mettons, à un million par an, il est plus avantageux pour le capitalisme de la reconstruire en entier en dépensant un milliard. Autrement, il faudrait qu'il attende mille ans. Cela veut-il dire que le gouvernement noir a saboté les digues du Pô ? Bien sûr que non ! Cela veut dire que personne n'a exercé de pression pour qu'il fournisse le misérable petit million annuel et celui-ci n'a pas été dépensé, parce qu'englouti dans le financement d'autres *"ouvrages grandioses"* et *"constructions nouvelles"* dont le devis s'élevait à des milliards. Maintenant que le diable a emporté la digue, on trouve quelqu'un pour mettre en marche le bureau des projets au nom du sacro-saint intérêt national et autres excellentes motivations, et pour la reconstruire. À qui la faute si l'on préfère les investissements grandioses ? Aux noirs, et aux rosâtres. Les uns et les autres jacassent à

la ronde qu'ils veulent une politique productiviste et de plein emploi. Or le productivisme, créature favorite de Don Benito, consiste à mettre sur pieds. Des cycles "*actuels*" de travail vivant, sur lesquels la grande entreprise et la haute spéculation se font des milliards. Et alors, on modernise, aux frais de Pantalon, les machines vieilles des grandes industries, on modernise aussi les digues des fleuves après les avoir laissé s'écrouler. L'histoire de ces dernières années de gestion administrative des travaux publics et d'aide à l'industrie est pleine de ces chefs-d'œuvre, qui vont des fournitures de matières premières revendues au-dessous de leurs coûts aux travaux de pure mise en scène, comme la "*lutte contre le chômage*" à base de « *capital constant égal zéro* ». En substance, on dépense tout en salaires, et l'entreprise n'ayant pour tout équipement qu'une pelle par Homme, elle persuade le fonctionnaire en chef (*Il commendatore*, en italien, *ndt.*) de l'utilité qu'aurait un déplacement de terre : on commence par transporter toute la terre là-bas, et aussitôt après on la ramène ici. Si ce dernier hésitait, l'entreprise a encore en réserve le secrétaire syndical : une manifestation d'ouvriers agricoles, la pelle sur l'épaule, sous les fenêtres du ministère, et le tour est joué. Pour le "*découvreur*" de nouveautés, Marx est "*dépassé*" : les pelles, qui ne sont que du capital constant, ont engendré de la plus-value.

AUJOURD'HUI

INDUBITABLEMENT, LES PROPORTIONS DU DÉASTRE DE LA VALLÉE DU PÔ ONT ÉTÉ IMPOSANTES, et l'estimation des dégâts ne fait que croître. Admettons que la superficie des terres cultivées en Italie ait perdu cent mille hectares, soit mille kilomètres carrés, environ un trois centième du total, un pour mille. Cent mille habitants ont dû abandonner cet emplacement, qui n'est pas le plus peuplé d'Italie, soit en chiffres ronds un cinq-centième de la

population, deux pour mille. Si l'économie bourgeoise n'était pas folle, on pourrait faire un petit calcul banal. Le patrimoine national a subi un grave coup cependant, dans la zone touchée, il n'est détruit qu'en partie lorsque les eaux se retirent : en fin de compte, la terre arable est restée, et la décomposition des substances végétales, avec l'apport de vase, compense en partie la fertilité perdue. Si les dommages s'élèvent au tiers du capital total, ils représentent un pour mille du capital national. Or celui-ci a un "*rendement*" moyen de cinq pour cent, soit cinquante pour mille. Il suffit que chaque Italien épargne à peine un cinquantième sur sa consommation annuelle, et le vide est comblé. Mais la société bourgeoise est tout sauf une coopérative, même si les grands flibustiers du capital indigène échappent à Vanoni en démontrant qu'ils ont distribué entre tous leurs employés jusqu'au dernier "*liard*" de leurs bénéfices. Toutes les opérations productivistes de l'économie italienne et internationale, de la plus grande jusqu'à la plus petite, sont tout autant destructives que la catastrophe de la vallée du Pô : l'eau rentre d'un côté et s'en échappe de l'autre. Ce problème ne peut être dépassé dans le cadre du capitalisme. S'il s'agissait de fabriquer en un an les armes destinées aux cent divisions d'Eisenhower, on trouverait la solution. Il s'agit uniquement d'opérations à cycle rapide, et le capitalisme jubile si la commande de dix mille canons doit être exécutée en cent jours et non en mille. Ce n'est pas pour rien qu'il y a le pool de l'acier Mais le pool de l'organisation hydrogéologique et sismologique ne peut être mis sur pied, à moins que la science super-évoluée de l'époque bourgeoise ne réussisse pour de bon à provoquer des inondations et des tremblements de terre en série, tout comme les bombardements. Il s'agit d'un processus extrêmement lent, qu'on ne peut accélérer : la transmission de siècle en siècle, de génération en génération, des produits d'un travail "*mort*" qui cependant protège les vivants et leur vie, et leur épargne les plus grands sacrifices. Si l'on admet par exemple qu'il suffit de quelques mois pour assécher le Polésine, et que l'on puisse combler la brèche d'Occhiobello avant le printemps,

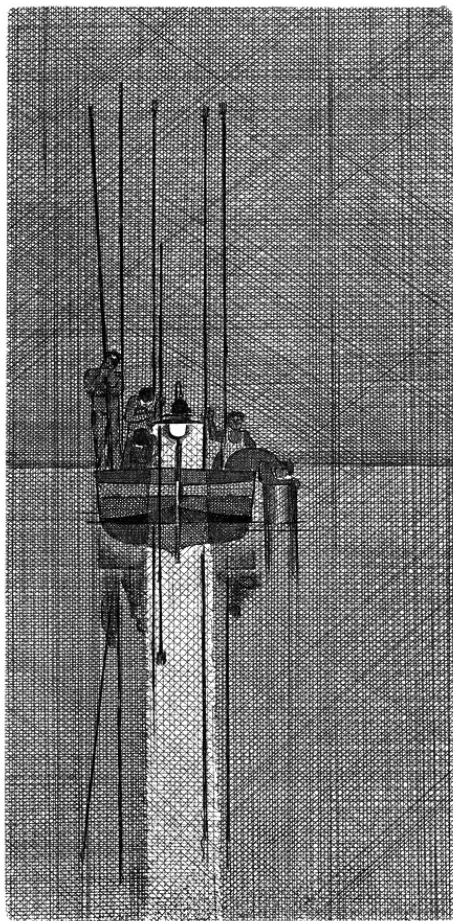
la perte ne sera que d'une récolte annuelle : aucun "*investissement*" productif ne pourra la remplacer, mais la perte sera réduite. Si l'on pense au contraire que toutes les digues du Pô et des autres fleuves pourraient faire défection fréquemment, par suite tant de la négligence des travaux d'entretien, due à trente ans de crise, que du désastreux déboisement des montagnes, alors le remède sera encore plus lent. Aucun capital ne viendra s'investir pour les beaux yeux de nos arrière-petits-enfants. Nos pères écrivirent en vain : il ne reste que quelques arpents de forêt vierge, qui végète sans intervention du travail de l'Homme. Le système forestier devient donc presque aphrodisiaque, malgré le tout petit capital d'exploitation. Toutefois le bois de haute futaie, le plus important du point de vue de l'économie publique, exige toujours une période d'attente extrêmement longue avant de donner des produits appréciables. La science forestière a démontré que l'année de la coupe la plus favorable n'est pas celle où les essences arrivent à la plus grande longévité, mais celle où la croissance courante équivaut à la croissance moyenne ; il faut toujours compter, pour une forêt de chênes par exemple, 80, 100 et même 150 ans d'attente. Capital extrêmement réduit, mais 150 ans d'attente pour le voir rendre ! Di Vittorio et Pastore balanceraient le livre par la fenêtre, si seulement ils l'avaient lu. Comme dans l'opérette : voler, voler, le Capital (l'amour) ne sait attendre ! Il y a bien pire. On a parlé relativement peu du désastre qui s'est produit en Sardaigne, en Calabre et en Sicile. Là, les données géographiques sont radicalement différentes. Dans la vallée du Pô, la pente extrêmement faible a provoqué la stagnation des eaux et la formation de marécages sur des terres argileuses et imperméables. Dans le Sud et dans les îles, les causes dues aux fortes précipitations et au déboisement étant les mêmes, c'est l'énorme pente avec laquelle la côte descend sur la mer qui a causé la catastrophe ; quelques heures ont suffi pour que les torrents arrachent de l'ossature rocheuse sables et graviers, détruisant champs et habitations, tout en faisant pourtant peu de victimes. Tout cela est venu s'ajouter au saccage irréparable

des magnifiques forêts de l'Aspromonte et de la Sila, œuvre des libérateurs alliés et cette fois la remise en valeur des terrains traversés par les alluvions n'est pas seulement anti-économique du point de vue des objectifs des *"investisseurs"* et des *"sauveteurs"* (encore plus intéressés que les premiers, s'il est pensable) : elle est pratiquement impossible. L'inondation a emporté le peu de terre végétale qu'il y avait, et surtout les rares couches non rocheuses qui lui servaient de faible support ; une terre qui durant des décennies et des décennies avait souvent été montée à dos d'Homme, chose incroyable, par le misérable cultivateur. Toutes les plantations, y compris les arbres, sont tombées avec la terre et l'on a vu flotter sur la mer les orangers et les citronniers déracinés, base d'une culture et d'une industrie particulièrement florissantes dans certains villages. Deux ans peuvent suffire pour replanter un vignoble détruit, mais une plantation d'agrumes n'atteint son plein rendement qu'au bout de 7 à 10 ans ; les capitaux d'exploitation sont extrêmement élevés. Naturellement, on ne trouvera pas dans les bons traités ce que coûte le travail inimaginable consistant à remonter la terre disparue à des centaines de mètres d'altitude et les eaux l'emporteraient bientôt de nouveau avant que les racines des plantes l'aient fixée au sous-sol. Il n'est pas possible non plus de reconstruire les habitations à leurs anciens emplacements : pour des raisons techniques, cette fois, et non économiques. Cinq ou six malheureux villages de la côte ionienne de la province de Reggio de Calabre ne seront plus reconstruits à leur ancien emplacement, sur la colline, mais au bord de la mer. Au moyen-âge, après que les dévastations eurent fait disparaître jusqu'aux traces des magnifiques cités côtières de la Grande Grèce, sommets de la culture et de l'art du monde antique, les misérables populations agricoles se sauvèrent des incursions des pirates sarrasins en habitant des villages construits sur des pics montagneux, peu accessibles et plus faciles à défendre. Une fois installé, le gouvernement *"piémontais"* perça le long du littoral des routes et des voies ferrées ; étant donné la proximité entre la montagne et la mer, chaque village

eut bientôt auprès de la gare, et lorsque la malaria ne l'empêchait pas, sa *"marina"*. L'exploitation et le transport du bois devinrent de la sorte avantageux. Il ne restera plus demain que les *"bords de mer"*, et on y reconstruira avec peine quelques habitations. D'ailleurs, pourquoi le paysan devrait-il remonter les pentes, où plus rien ne peut pousser, et où les couches rocheuses, dénudées et glissantes, ne permettent plus de rebâtir les maisons ? Et ces travailleurs, au bord de la mer, que feront-ils ? Aujourd'hui, ils ne peuvent plus émigrer : comme les Calabrais des basses plaines insalubres et les Lucaniens des *"terres maudites"*, rendues stériles par la coupe avide des bois qui recouvraient les montagnes et des arbres disséminés dans les pâturages des collines. Dans ces conditions, il est certain qu'aucun capital et aucun gouvernement n'interviendra, malgré la honte de l'indécente hypocrisie avec laquelle on a exalté la solidarité nationale et internationale. Ce n'est pas un fait moral ou sentimental qui se trouve à la base de tout cela, mais la contradiction entre la dynamique convulsive du supercapitalisme auquel nous sommes arrivés, et les saines exigences de l'organisation du séjour des groupes humains sur la terre, de façon à transmettre des conditions de vie utiles dans le cours du temps. Le *"prix Nobel"* Bertrand Russel, qui pontifie paisiblement dans les colonnes de la presse internationale, déclare que l'Homme se livre à un trop grand pillage des ressources naturelles et qu'on peut déjà escompter leur épuisement. Il reconnaît que les grands pouvoirs font une politique absurde et démentielle, dénonce les aberrations de l'économie individualiste, et se gausse de l'Irlandais qui dit : pourquoi devrais-je penser à la postérité, a-t-elle jamais fait quelque chose pour moi ? Parmi les aberrations, et aux côtés du fatalisme mystique, Russel place le communisme, qui affirme : supprimons le capitalisme et la question sera résolue. Après un tel étalage de science physique, biologique et sociale, Russel ne réussit pas à voir comme un fait tout aussi physique le degré énorme de dispersion des ressources tant naturelles que sociales, essentiellement lié à un type donné de production, et il pense que tout pourrait se

résoudre par un prêche moral ou un appel Fabien à la sagesse des Hommes, ceux d'en haut comme ceux d'en bas. Le repli est pitoyable : la science devient impuissante devant les problèmes de l'âme ! Ceux qui empêchent vraiment l'humanité de faire des pas en avant décisifs dans l'organisation de sa vie, ce ne sont pas en vérité les oppresseurs et les dominateurs qui oseraient encore se vanter de volonté de puissance, c'est le pullulement des fades bienfaiteurs et des lanceurs de plans E.R.P. (plan Marshall, ndt.), de chaînes de la fraternité et de colombes de la paix. Passant de la cosmologie à l'économie, Russel fait la critique des illusions libérales sur la panacée de la concurrence, et doit admettre : « *Marx avait prédit que la libre concurrence aboutirait au monopole : cette prévision démontra sa justesse lorsque Rockefeller établit virtuellement un régime monopoliste pour le pétrole* ». Est-ce un hasard, Monsieur le prix Nobel, vous qui avez écrit des traités de logique et de méthodologie scientifique, est-ce un hasard si Marx a prévu l'avènement du monopole avec au moins 50 ans d'avance ? Si cette dialectique était correcte, l'opposé de la concurrence est le monopole, et non la collaboration. Prenez bonne note de ce que Marx a aussi prévu, comme dénouement de l'économie capitaliste, monopole de classe, non pas la collaboration que vous passez votre temps à encenser, avec tous les Truman et tous les Staline de bonne volonté, mais la guerre de classe. De même que Rockefeller est venu, « *a da veni Baffone* » (en napolitain dans le texte, ndt.), le Moustachu va venir ! Mais pas celui du Kremlin. Celui-ci a la barbe de Marx, il est en passe de se raser à l'américaine.





92.150 047/101

BRUNO CARUSO — *Pescatori di Polipi*

Chapitre 3.

CRUE ET RUPTURE
DE LA CIVILISATION
BOURGEOISE

◆

CRUE & RUPTURE
DE LA CIVILISATION BOURGEOISE

Les inondations de la vallée du Pô et le débat confus sur leurs causes et sur la responsabilité des collectivités et organisations qui n'ont pas su organiser la défense, avec toutes les écoeurantes polémiques où l'on s'accuse réciproquement de "*spéculation*" sur le malheur, appellent notre attention sur l'une des opinions fausses les plus répandues : la thèse commune à tous les adversaires, selon laquelle la société capitaliste contemporaine, avec son développement scientifique, technique et productif, place l'espèce humaine dans les meilleures conditions pour lutter contre les difficultés du milieu naturel. En conséquence de quoi on fait retomber la faute sur le gouvernement X et sur le parti Y, accusés de n'avoir pas su exploiter le magnifique potentiel qui était à leur disposition, et d'avoir pris des mesures administratives et politiques erronées et coupables. D'où le non moins classique : ôte-toi de là que je m'y mette. S'il est vrai que le potentiel industriel et économique du monde capitaliste est en augmentation et non en baisse, il est tout aussi vrai que plus grande est sa virulence et plus les conditions de la masse humaine face aux cataclysmes naturels et historiques empirent. À la différence de la crue périodique des fleuves, la crue de l'accumulation frénétique du capitalisme n'a pas pour perspective une "*décrue*" semblable à la courbe descendante que l'on peut lire sur l'hydromètre, mais la catastrophe de la rupture.

HIER

IL Y A UNE RELATION ÉTROITE ENTRE LE DÉVELOPPEMENT
millénaire de la technique du travail de l'Homme et ses rapports

avec le milieu naturel. L'Homme primitif, tout comme l'animal, cueille et consomme, par la simple opération de la cueillette, les fruits que la nature produit d'elle-même, et tout comme l'animal, il fuit, sans aucun pouvoir de contrôle, le déchaînement des phénomènes naturels qui menacent sa vie. La production artificielle des biens de consommation, ainsi que la formation de réserves de ces mêmes produits et des instruments de travail, le contraignent à se fixer comme ils le contraignent à se défendre contre la menace des phénomènes météorologiques et des bouleversements naturels. Une telle défense, tout comme la défense contre d'autres groupes rivaux ou contre des prédateurs qui tentent de s'emparer de l'emplacement où a été fixée. Sa demeure, ou des réserves qu'il a accumulées, ne peut être que collective. C'est de ces exigences collectives que naissent, comme nous avons eu souvent l'occasion de le voir, la division en classes et l'exploitation des dominants. Pour Marx (*in le Capital*, V^e section), « *le développement de la production capitaliste suppose la domination de l'Homme sur la nature* ». Elle présuppose aussi la guerre de la nature contre l'Homme. Une nature trop généreuse, trop prodigue, ne serait pas un milieu favorable à l'éclosion du capitalisme.

« *Ce n'est pas la fertilité absolue du sol, mais plutôt (...) la variété de ses produits naturels qui (forme) la base naturelle de la division sociale du travail (...) C'est la nécessité de diriger socialement une force naturelle, de s'en servir, de l'économiser, de se l'approprier en grand par des œuvres d'art, en un mot de la dompter, qui joue le rôle décisif dans l'histoire de l'industrie. Telle a été la nécessité de régler et de distribuer le cours des eaux en Egypte, en Lombardie, en Hollande, etc. Ainsi en est-il dans l'Inde, dans la Perse, etc., où l'irrigation au moyen de canaux artificiels fournit au sol non seulement l'eau qui lui est indispensable, mais encore les engrais naturels qu'elle détache des montagnes et dépose dans son limon. La canalisation, tel a été le secret de l'épanouissement de l'industrie en Espagne et en Sicile sous la domination arabe. La*

distribution des eaux était aux Indes une des bases matérielles du pouvoir central sur les petits organismes de production communale sans connexion entre eux. Les conquérants mahométans de l'Inde ont mieux compris cela que les Anglais, leurs successeurs. Il suffit de rappeler la famine de 1866, qui a coûté la vie à plus d'un million d'Indiens dans le district d'Orissa, au Bengale ».

C'est un fait bien connu que le déclenchement de semblables famines est extrêmement récent, malgré le formidable potentiel mondial... La lutte contre la nature engendre l'industrie et l'Homme vit sur deux des éléments sacrés de Dante : la nature et l'art (le troisième élément est Dieu). De l'industrie, le capitalisme fait naître l'exploitation de l'Homme. Le bourgeois ne répugnera pas à user de la violence contre Dieu, la nature et l'art. Le capitalisme développé ultra-moderne a fait plusieurs pas en arrière dans la lutte de défense face aux agressions des forces naturelles contre l'espèce humaine, au point de renverser l'avantage qui lui venait du progrès de la science théorique et appliquée, et les raisons en sont strictement sociales et de classe. Attendons cependant avant de l'inculper d'avoir, avec les explosions atomiques, accru l'intensité des précipitations atmosphériques ou, demain, de s'être "*foutu*" de la nature jusqu'à rendre la terre et son atmosphère inhabitables ou même, jusqu'à faire éclater la carcasse de la planète pour avoir déclenché des "*réactions en chaîne*" dans les complexes nucléaires de tous les éléments. Pour le moment, nous établissons une loi économique et sociale de parallélisme entre l'efficacité croissante du capitalisme en matière d'exploitation du travail et de la vie des Hommes, et son impuissance croissante en ce qui concerne la défense rationnelle contre le milieu naturel, au sens le plus large. La croûte terrestre se modifie selon des processus géologiques que l'Homme apprend à connaître de mieux en mieux et à attribuer de moins en moins aux volontés mystérieuses de puissances courroucées et dans certaines limites, il apprend à les corriger et à les contrôler. Lorsque, dans la

préhistoire, la vallée du Pô était une immense lagune par laquelle l'Adriatique léchait les pieds des Alpes, les premiers habitants, qui évidemment n'avaient pas la chance de pouvoir quémander des *"moyens amphibies"* à la charité intéressée de l'Amérique, occupaient des habitations construites sur des pilotis plantés dans l'eau. C'était la civilisation des terramares, dont Venise est un lointain développement. C'était un procédé trop simple pour qu'on puisse fonder dessus des *"affaires de reconstruction"* et des adjudications de fourniture des bois ! La crue, qui laissait debout les pilotis, provoque l'écroulement des ouvrages modernes de maçonnerie et pourtant, quels moyens n'aurait-on pas aujourd'hui pour construire des habitations, des routes et des voies ferrées suspendues ! Cela suffirait à garantir la sécurité des populations. Utopie ! Le compte économique ne tombe pas juste. Le compte qui tombe juste, c'est celui qui consiste à faire deux cents milliards d'ouvrages de réparation et de reconstruction. À l'époque historique, les premiers travaux d'endiguement du Pô remontent rien moins qu'aux Étrusques. Depuis des siècles et des siècles, le processus naturel de dégradation des flancs montagneux et de transport sous formes d'alluvions des matériaux en suspension dans les eaux d'écoulement avait formé une basse plaine immense et fertile, et il était avantageux d'y assurer le séjour de peuples agriculteurs. La population et les régimes ultérieurs continuèrent d'élever de hautes digues tout au long du grand fleuve, mais cela ne suffit pas à empêcher de formidables cataclysmes, qui firent changer jusqu'à son cours. C'est du V^e siècle que date le saut du lit du Pô près de Guastalla sur un nouveau parcours, qui était alors celui du dernier tronçon de l'Oglio, un de ses affluents de gauche. Au XIII^e siècle le grand fleuve, non loin de l'embouchure, abandonne la branche sud de son vaste delta, l'actuel *"Pô de Vólano"*, aujourd'hui secondaire, et se porte dans le lit actuel, qui va de Pontelagoscuro à la mer. Ces terribles *"sauts"* se font toujours du sud vers le nord. Une loi générale prétend attribuer à tous les fleuves de la planète cette tendance à se déplacer vers le pôle, pour des raisons

géophysiques. Mais pour le Pô la loi est évidente, étant donné la nature extrêmement différente de ses affluents de gauche et de droite. Les premiers viennent des Alpes et sont des cours d'eau limpides, car ils s'arrêtent dans les grands lacs ; ils ont leur crue maximale, non pas au moment des pluies torrentielles, mais au printemps avec la fonte des neiges. C'est pourquoi ces affluents n'apportent en règle générale ni alluvions ni dépôts de sable sur le lit du grand fleuve. Du côté du sud, au contraire, les affluents de droite courts et torrentiels qui descendent de l'Apennin, avec des écarts énormes entre les flux d'étiage et de crue, déversent les détritits de l'érosion des montagnes, accumulant la terre sur le côté droit du lit du Pô, qui de temps en temps fuit l'obstacle et se déplace plus au nord. Point n'est besoin d'être chauvin pour savoir que ce problème est à l'origine de la science de l'hydraulique fluviale, qui depuis des siècles se pose le problème de l'utilité et de la fonction des ouvrages d'endiguement, en le rattachant à celui de la distribution des eaux d'irrigation par le moyen des canaux, ainsi qu'au problème de la navigation fluviale. Après les ouvrages des Romains, les premiers canaux connus dans la vallée de Pô remontent à 1037. Après la victoire de Legnano, les Milanais portent jusqu'à Abbiategrasso le canal du Naviglio Grande, qui est rendu navigable en 1271. Cet ouvrage permet la naissance de l'agriculture capitaliste, la première en Europe. Les grands ouvrages hydrauliques sont exécutés par les pouvoirs d'État : des canaux à écluses étudiés par le génie de Léonard, qui établit aussi des normes concernant le régime des fleuves, au canal Cavour, commencé en 1860. La construction de digues pour contenir les fleuves soulève un grand problème : celui des fleuves suspendus. Tandis que les rivières alpines comme le Tessin et l'Adda sont encaissées entre des rives naturelles sur une grande partie de leurs cours, les affluents de droite et le Pô lui-même à partir de Crémone sont des fleuves suspendus. Cela signifie que non seulement le niveau de l'eau, mais le lit même du fleuve se trouvent plus haut que les campagnes avoisinantes. Les digues empêchent celles-ci d'être submergées, et un canal

d'écoulement, suivant un cours parallèle à celui du fleuve, recueille localement ses eaux, les reportant dans le cours du fleuve en aval ; tels sont les grands ouvrages d'aménagement ; au fur et à mesure que l'on se rapproche de la mer, le déversement se fait par des moyens mécaniques, au point de maintenir au sec des terrains situés à un niveau inférieur non seulement au fleuve, mais à la mer. Tout le Polésine est un immense pays-bas : Adria est à quatre mètres au-dessus de la mer, Rovigo à cinq mais au niveau de ces villes le lit du Pô est plus haut, et encore plus haut celui de l'Adige. Il est clair qu'une rupture des digues transforme toute la province de Rovigo en un immense lac. Savoir si le relèvement du lit de tel fleuve est progressif est un grand débat entre les hydrauliciens fluviaux ; des ingénieurs français l'affirmèrent il y a un siècle, les maîtres de l'hydraulique italienne le contestèrent, et on en discute aujourd'hui encore dans les congrès. On ne peut nier toutefois qu'avec le dépôt des alluvions l'embouchure du fleuve se trouve repoussée de plus en plus loin jusque dans la mer, même si ces alluvions ne s'arrêtent pas sur le dernier tronçon du lit du fleuve. Ce processus incessant ne peut que contribuer à diminuer la pente du lit et du fil de l'eau et, conformément aux lois de l'hydraulique, à réduire la vitesse du courant à débit égal : la nécessité de relever historiquement les digues apparaît donc indéfinie et inexorable, et les ruptures éventuelles toujours plus catastrophiques. Dans ce domaine, l'existence de moyens mécaniques modernes a contribué à répandre la méthode consistant à exploiter de grandes étendues de terrain extrêmement fertile, en les maintenant au sec par un drainage continu. Le risque que cela représente pour les occupants et les travailleurs n'est qu'un souci relatif pour une économie de profit ; quant aux dommages que peut occasionner la destruction des ouvrages d'endiguement, on leur oppose d'un côté la fertilisation consécutive aux invasions de boue, et de l'autre le facteur économique : faire des travaux est toujours une affaire capitaliste. Depuis le début des temps modernes, toutes les basses plaines du littoral italien connaissaient les classiques

travaux de colmatage : on faisait déverser l'eau des fleuves alternativement dans de grands bassins de dépôts dont le niveau s'élevait lentement, ce qui présentait le double avantage de ne pas laisser glisser vers la mer une terre utile et fertile, et de protéger des étendues de plus en plus grandes de terrain contre les inondations et l'insalubrité. Ce système rationnel fut trouvé trop lent pour les exigences de l'investissement des capitaux. Un autre argument tendancieux fut fourni, et il l'est toujours, par la densité de la population, en continuelle augmentation, qui interdit de perdre du terrain utile. On a ainsi détruit presque tous les anciens travaux d'aménagement établis sur la base de relevés patients et exacts effectués par les hydrauliciens des anciens régimes autrichien, toscan, bourbon, etc. Il est clair que lorsque l'on doit aujourd'hui décider entre diverses solutions radicales des problèmes, on se heurte non seulement à l'incapacité du capitalisme à voir loin en ce qui concerne la transmission des équipements de génération en génération, mais aussi à de forts intérêts locaux, ceux des producteurs agricoles et industriels, qui ont intérêt à ce que certaines régions ne soient pas touchées, et qui s'appuient sur l'attachement des populations misérables à ces lieux de résidence pourtant inhospitaliers. Cela fait longtemps que l'on propose des solutions visant à créer des "canaux de dérivation" du Pô. Une telle étude est toujours très difficile, étant donné l'incertitude des résultats par rapport aux prévisions, ce qui est particulièrement gênant dans un climat affairiste. Une solution, vers la droite, consiste à percer de Pontelagoscuro aux vallées – ou lagunes – de Comacchio, un canal artificiel qui réduirait à peu près des deux tiers le parcours du lit actuel jusqu'à la mer. Cette solution se heurte aux gros capitaux investis dans les travaux d'assèchement de la région de Ferrare, ainsi qu'à l'industrie piscicultrice, et elle susciterait des résistances. Mais de non moindres résistances s'opposeraient à des solutions qui, visant plus loin, et de manière plus conforme peut-être au processus naturel, s'orienteraient vers une unification des cours du Pô et de l'Adige entre lesquels s'étend la

basse plaine du Polésine, en créant dans le thalweg de cette région, parcourue aujourd'hui par un réseau de petits cours d'eau, un énorme canal collecteur et plus tard éventuellement un canal de dérivation pour l'un des deux fleuves sinon pour les deux. En période de domination bourgeoise, ce genre d'étude conduirait, non pas à une recherche positive, mais à deux "politiques" sur le problème du Pô, l'une de droite, et l'autre de gauche, avec le conflit habituel entre groupes de spéculateurs.

AUJOURD'HUI

ON DISCUTE POUR SAVOIR SI LA CATASTROPHE ACTUELLE (où certains voient déjà la formation naturelle d'une grande lagune stable), avec le déplacement du lit du Pô consécutif au démembrement complet de la digue nord, provient d'une concentration exceptionnelle de précipitations pluviales et autres causes naturelles, ou s'il faut l'attribuer à l'impéritie et à la faute des Hommes et des gouvernements. Il est indéniable que les guerres et les crises successives ont conduit à négliger pendant des dizaines d'années ces services difficiles que sont la surveillance technique et l'entretien des digues, le drainage des lits lorsque cela s'impose, ainsi que l'aménagement des hauts bassins montagneux, dont le déboisement provoque lors des périodes de crue, un rassemblement plus important et plus rapide des eaux pluviales et un afflux supérieur de matériaux en suspension dans les cours d'eau des plaines. Par ailleurs, avec la pratique qui sévit actuellement dans le domaine de la science et de l'organisation technique officielles, il est difficile de recueillir les données et de les comparer à celles du passé, tant en ce qui concerne les données pluviométriques (quantité de pluie tombée tel ou tel jour dans le bassin qui alimente le fleuve) que les données hydrométriques (niveaux d'eau enregistrés par les

hydromètres, débit maximum des cours d'eau). Les bureaux et les savants qui se respectent fournissent aujourd'hui des réponses selon les exigences politiques et la raison d'État, autrement dit selon l'effet que ces réponses auront, et les chiffres subissent toutes sortes de manipulation. D'autre part, on peut faire confiance ici à ce que dit l'opposition, à savoir que l'on n'a même pas reconstruit les stations d'observation détruites par la guerre ; il est permis de croire, également, que notre actuelle bureaucratie de techniciens travaille sur de vieilles cartes qu'elle transmet de copies en copies et qui traînent sur les bureaux d'un personnel subalterne et nonchalant ; on ne met à jour ni les relevés ni les difficiles nivellements et autres opérations géodésiques de précision qui permettent de relier les diverses données du phénomène dans tous les domaines : la bureaucratie vit de papiers, qui correspondent aux règles prescrites par les circulaires pour ce qui est du format et des couleurs, mais qui se foutent pas mal de la réalité physique. Il est impossible de suivre les chiffres donnés par-ci par-là à la presse de grande information ; trop facile de rejeter la faute sur les journalistes qui parlent de tout et ne savent rien. Il reste donc à voir – et c'est ce que pourraient tenter de faire les mouvements qui disposent de grands moyens et d'une large base – si l'intensité des pluies a vraiment dépassé tout ce qui a été observé pendant un siècle : il est permis d'en douter. De même pour les lectures aux hydromètres du niveau maximum atteint par les eaux et pour les débits maxima : il est facile de dire que les onze mille mètres cubes par seconde du maximum historiquement connu à Pontelagoscuro sont montés à treize mille ces derniers jours. En 1917 et 1926 il y eut des crues extrêmement fortes, toujours au printemps, et à Piacenza on compta jusqu'à treize mille huit cent mètres cubes par seconde ; or les conséquences en furent incomparablement moins graves. Sans nous étendre davantage, nous considérons comme un fait acquis que les précipitations n'ont pas été d'une intensité *"jamais vue"*, et que le désastre a été déterminé avant tout par le défaut prolongé des services nécessaires et le manque de travaux

d'entretien et d'aménagement – ce qui est dû à la quantité inférieure, par rapport au passé, des sommes affectées par l'administration à ce genre d'objectifs et à la manière dont ces sommes ont été employées. Il s'agit de donner à ce genre de faits une cause qui doit être, qui est, sociale et historique, et qu'il est puéril d'attribuer à des *"fausses manœuvres"* de ceux qui étaient ou qui sont aujourd'hui aux leviers de commande de l'appareil d'État italien. En outre, il ne s'agit pas d'un phénomène particulier à l'Italie, mais qui concerne tous les pays : désordre administratif, détournements de fonds, influence prédominante de l'affairisme dans les décisions de la machine publique sont dénoncés désormais par les conservateurs eux-mêmes et, en Amérique, on les a même mis en rapport avec les grandes catastrophes publiques car là-bas aussi, des villes ultra-modernes du Kansas et du Missouri ont été incroyablement dévastées par des fleuves mal régulés. Une critique du type de celle que nous avons mentionnée se fonde sur deux idées erronées. La première, c'est que la lutte pour revenir de la dictature fasciste au sein de la bourgeoisie (la bourgeoisie a toujours existé depuis que celle-ci a conquis la liberté) à l'apparente démocratie a eu pour objectif d'instaurer une meilleure administration ; en réalité il est clair que cette lutte devait aboutir et qu'elle a abouti à une administration encore pire, et la faute en incombe à toutes les nuances dont se composait le front des comités de libération nationale. L'autre idée fausse consiste à croire que la forme totalitaire du régime capitaliste (dont le fascisme italien fut le premier grand essai) a pour contenu un pouvoir absolu de la bureaucratie d'État vis-à-vis des initiatives autonomes de l'entreprise et de la spéculation privées. Bien au contraire, cette forme est, à un certain stade, une condition de la survie du capitalisme et du pouvoir de la classe bourgeoise, qui concentre dans la machine d'État des forces contre-révolutionnaires, mais qui rend aussi l'appareil administratif plus faible et plus facilement manipulable par les intérêts spéculatifs. Il faut ici rappeler brièvement l'histoire de l'appareil administratif italien depuis la conquête de l'unité nationale. Au début, celui-ci

fonctionnait bien et avait de forts pouvoirs. Toutes les circonstances favorables étaient réunies. Pour arriver au pouvoir et consolider ses intérêts, la jeune bourgeoisie avait dû passer par une phase héroïque et supporter des sacrifices, si bien que ces membres étaient encore individuellement prêts à se prodiguer et peu attirés par un gain immédiat n'apparaissant pas au grand jour. Elle avait encore besoin de cohésion et d'enthousiasme pour liquider les résistances des anciens pouvoirs et des appareils d'État rouillés des différents territoires entre lesquels le pays était auparavant divisé. Il n'y avait pas de division sensible entre partis, car le parti unique de la révolution libérale (vierge en 1860, putain en 1943) gouvernait avec l'accord ouvert des rares républicains, et le mouvement ouvrier n'était pas encore né. Les combines devaient commencer avec le transformisme bipartite de 1876. La charpente de la bureaucratie venue du Piémont, pour l'essentiel à la suite des forces d'occupation militaire, exerçait une véritable dictature sur les éléments locaux, et les opposants autocratiques ou cléricaux se trouvaient pratiquement sous le poids de lois d'exception... en tant que coupables d'antilibéralisme. Dans ces conditions, on construisit un appareil administratif jeune, conscient et honnête. Au fur et à mesure que le système capitaliste se développe en profondeur et en étendue, un double assaut est porté à l'hégémonie intègre de la bureaucratie. Dans le domaine économique, les grands entrepreneurs d'ouvrages publics et autres secteurs productifs assistés par l'État relèvent la tête. Parallèlement, dans le domaine politique, la diffusion de la corruption dans les mœurs parlementaires aboutit à un état de fait où les représentants du peuple interviennent chaque jour pour faire pression sur les décisions de l'engrenage exécutif et administratif général, qui fonctionnait autrefois de manière rigoureusement impersonnelle et impartiale. Les travaux publics qui étaient auparavant élaborés par les hommes les plus compétents, naïvement heureux d'avoir leur pain assuré en tant que fonctionnaires du gouvernement, et totalement indépendants dans leurs jugements et

leurs opinions, commencent à être imposés par les exécutants : le temps des trains de dépenses budgétaires commence. La machine des dépenses d'État n'en devient que plus onéreuse, et d'autant moins utile pour la collectivité. Ce processus s'amplifie à l'époque de Giolitti mais la situation, caractérisée par une prospérité économique croissante, rend moins évidents les préjudices qui en résultent. Ce système – et c'est en cela que consiste le chef-d'œuvre politique – englobe petit à petit le parti naissant des travailleurs. Justement parce que l'Italie est riche en bras et pauvre en capital, l'on invoque de toutes parts l'État donneur de travail et le député qui aspire aux voix du collège des industriels ou des agrariens gravite les marches des ministères en quête de la panacée : les travaux publics ! Après la première guerre mondiale, et malgré la *"victoire"*, la bourgeoisie italienne voit l'effondrement des conditions idéales des temps héroïques, et on a le fascisme. La concentration de la force policière de l'État, ainsi que du contrôle de presque tous les secteurs de l'économie, permet tout à la fois d'éviter l'explosion de mouvements radicaux des masses et d'assurer à la classe possédante la liberté de manœuvre en matière de spéculation, à condition de se donner un centre de classe unique, qui encadre sa politique gouvernementale. Tous les moyens et petits patrons se voient contraints à des concessions réformistes que les organisations des travailleurs avaient réclamées au cours d'une longue lutte, lesquelles organisations sont détruites en même temps qu'elles se voient dérober leur programme. Tout ceci, d'un côté, favorise une grande concentration capitaliste alors que, de l'autre côté, elle pacifie la situation intérieure. La forme totalitaire permet au capital de réaliser la duperie réformiste des décennies précédentes, en allant au-devant de la collaboration des classes visée par les socialistes traîtres au parti révolutionnaire. La direction de la machine d'État et l'abondante législation spéciale sont mises ouvertement au service des initiatives affairistes. Pour en revenir à notre sujet de départ, les fleuves, ce qui était une loi technique et avait produit vers 1865 quelques authentiques chefs-

d'œuvre, devient un véritable brouet d'inepties disponible pour toutes les manœuvres, et le fonctionnaire est réduit à l'état de marionnette des grandes entreprises. Les services hydrologiques sont de ceux qui sont précisément incompatibles avec l'idéal de la fameuse initiative privée. Ils exigent unité des équipements et plénitude des pouvoirs et ils ont eu des traditions tout à fait remarquables. Jacini put écrire en 1857 : la raison civile des eaux trouva en Giandomenico Romagnosi un essayiste immortel. En somme, l'administration et la technique bourgeoises avaient alors aussi des buts de classe, mais c'étaient des choses sérieuses ; aujourd'hui c'est de la bagatelle. D'où la pratique qui a déterminé la dégénérescence, et non le progrès, du système des défenses hydrauliques de la vallée du Pô : processus qui ne concerne pas un seul parti ni une seule nation, mais recouvre les vicissitudes séculaires d'un régime de classe. Pour résumer : autrefois la bureaucratie – indépendante sinon omnipotente – étudiait scrupuleusement ses projets avant d'appeler les *"entreprises"* à l'adjudication publique et elle les astreignait, refusant jusqu'à une simple tasse de café, à une exécution rigoureuse ; en conséquence, le choix des ouvrages auxquels il fallait affecter les crédits était dicté le plus souvent par des critères d'ordre général. Aujourd'hui, le rapport est inversé. La bureaucratie, technique, faible et servile, fait dresser les projets par les entreprises elles-mêmes et les transmet sans pratiquement les regarder ; quant aux entreprises, elles choisissent évidemment les affaires qui permettent de faire du profit, et laissent tomber les travaux délicats qui impliquent beaucoup de soin et des dépenses qu'il est moins aisé de multiplier à l'infini. Il ne s'agit pas de morale : on ne peut même pas dire que le fonctionnaire cède en général à la corruption de pots-de-vin élevés. Le fait est que si un fonctionnaire résiste, non seulement son travail en est décuplé, mais les intérêts qu'il heurte mobilisent à ses dépens des influences de partis décisives dans les hautes sphères des ministères dont il dépend. Autrefois c'était le technicien le plus capable qui progressait, aujourd'hui c'est celui qui est le plus habile à se mouvoir dans un tel

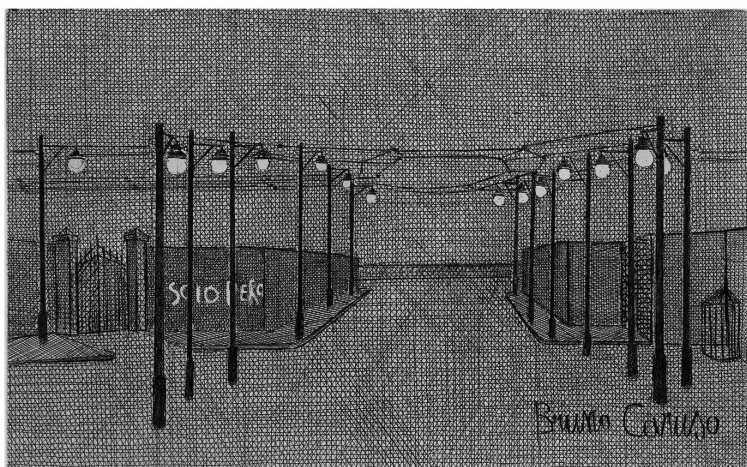
réseau. Aujourd'hui que le monopartisme fasciste a cédé la place à un multipartisme inconnu de l'Italie giolittienne elle-même et de la parfaite Angleterre, modèle de constitutionnalisme, etc. (dans la mesure où l'on n'a jamais vu dix partis se déclarant tous prêts à gouverner dans le cadre de la constitution, mais tout au plus deux ou trois), le mal n'a fait qu'empirer. Et on disait que les hommes capables et honnêtes devaient rentrer au pays à la suite des armées alliées ! Stupide espoir de bien des gens : la relève de la garde a occasionné la pire de toutes les catastrophes, comme sur les digues du Pô. Pour le diagnostic de la phase actuelle du régime capitaliste, il est extrêmement symptomatique qu'un haut fonctionnaire du Conseil Supérieur des Travaux Publics se soit laissé aller jusqu'à dire que les services de prévention des crues ont fait défection juste au bon moment : le seul moment qui justifie le salaire que l'on paye en permanence. Tel est le style de la bureaucratie moderne, dont certains prétendent qu'elle serait une nouvelle classe dominante. Les classes dominantes, elles, arrivent la gueule grande ouverte, mais pas le cœur tremblant. Non moins intéressant, ce qu'a écrit Alberto De Stefani sous le titre : *Il governo del Po*. Après avoir rapidement retracé l'histoire des mesures autrefois prises dans ce domaine, il cite l'opinion de plusieurs collaborateurs de revues techniques : « *On n'insistera jamais assez sur la nécessité de réagir contre le système qui consiste à concentrer l'activité des bureaux exclusivement, ou presque, à la programmation et à l'exécution de grands travaux* ». De Stefani ne voit pas la portée radicale d'une telle critique ; il déplore que l'on néglige l'entretien et la conservation des ouvrages existants et que l'on se préoccupe uniquement d'en projeter de nouveaux. Il cite d'autres passages : « *Par suite des inondations on dépense des dizaines (et demain des centaines) de milliards, après avoir systématiquement négligé et même refusé les quelques fonds nécessaires pour les travaux d'entretien et même pour le colmatage des brèches* ». C'est, paraît-il, ce qui s'est passé pour le Rhin. Un économiste de la taille de De Stefani s'en tire en disant : « *Nous manquons tous d'esprit conservateur par*

surabondance d'imagination incontrôlée ». Ce serait donc un problème de psychologie nationale ? Jamais de la vie ! C'est le résultat du type moderne de production capitaliste. Le capital n'est plus adapté désormais à la fonction sociale qui consiste à transmettre le travail de la génération actuelle aux générations futures et à utiliser pour cela le travail des générations passées. Il ne veut pas d'adjudications de travaux d'entretien, mais de gigantesques affaires de construction : pour cela, les cataclysmes naturels ne suffisant pas, le capital crée, avec une nécessité inéluctable, les cataclysmes humains, et il fait de la reconstruction de l'après-guerre *"l'affaire du siècle"*. Ces concepts doivent être appliqués à la critique de la position vulgaire et démagogique des soi-disant partis ouvriers italiens. Changez le sens de la spéculation et obligez l'entreprise capitaliste à investir dans les constructions hydrauliques les capitaux jusqu'ici consacrés aux commandes d'armements : à part le fait que cela mettrait en crise les prétendus *"rouges"* dans les centres métallurgiques si la chose se faisait pour de bon, elle utilisera les capitaux dans le même style, en filoutant et en spéculant à 1000 %, et en levant son verre, sinon à la prochaine guerre, du moins à la prochaine inondation. Le fleuve immense de l'histoire humaine a lui aussi ses crues irrésistibles et menaçantes. Lorsque le flot s'élève, il mugit entre les deux digues qui l'enserrent. À droite, c'est la digue conformiste, pour la conservation des formes existantes et traditionnelles – un passage continu de prêtres psalmodiant en procession, de flics et de gendarmes en patrouille, de maîtres d'école et de charlatans débitant les mensonges officiels et la scolastique de classe. À gauche, la digue réformatrice : s'y entassent les hommes dévoués au peuple, les professionnels de l'opportunisme, les parlementaires et les chefs des organisations progressistes. Échangeant des injures de part et d'autre du courant, les deux cortèges prétendent posséder la recette pour faire en sorte que le fleuve puissant continue son cours réprimé et forcé. Mais au grand tournant de l'histoire, le courant brise toutes les entraves, sort de son lit et *"saute"*, comme le Pô à Guastalla et au Volano, dans une direction

—*Crue & rupture de la civilisation Bourgeoise*—

inattendue, emportant les deux bandes sordides dans la vague irrésistible de la révolution, renversant les digues anciennes de toute sorte, et donnant à la société comme à la terre une face nouvelle.





BRUNO CARUSO — *Periferia*

Chapitre 4.

UTILITÉ PUBLIQUE,
COCAGNE PRIVÉE

◆

UTILITÉ PUBLIQUE, COCAIGNE PRIVÉE

CE QUI REVIENT SANS CESSÉ SUR LE DEVANT DE LA SCÈNE DE LA VIE ÉCONOMIQUE ACTUELLE - convenablement cadrée dans le faisceau de lumière des projecteurs de la politique et de la presse - c'est l'ouvrage d'utilité publique. Et l'on présente comme un chef d'œuvre de la civilisation contemporaine, et du progrès social qui la presse de tous côtés, l'expropriation de biens et de droits privés, nécessaire pour que le projet du nouvel ouvrage, plus ou moins vaste et grandiose, puisse être mis en œuvre et apporter les bienfaits que l'on magnifie, les innovations et les améliorations que l'on exalte. Que la classe bourgeoise dominante, avec ses partis et avec sa presse, batte la grosse caisse au sujet de ces "*réalisations*", et qu'elle rivalise, d'un pays à l'autre, dans la présentation des plus sensationnelles et des plus colossales d'entre elles, c'est parfaitement compréhensible. Certes, les régimes pré-capitalistes, même très anciens, ont laissé des ouvrages gigantesques que seuls de grands pouvoirs pouvaient mener à bien, et qui constituaient, beaucoup plus que des monuments de propagande et de prestige, ou d'exaltation commémorative, des apports décisifs au développement de la production : routes, canaux, ports, ouvrages hydrauliques destinés à retenir et à utiliser l'eau des fleuves, à assainir des régions insalubres, et ainsi de suite. Mais c'est à l'époque capitaliste que cette activité envahit tout et prédomine, avec les applications des nouvelles formes d'énergie thermique et électrique qui sont toujours plus complexes et répandues, et qui exigent de plus en plus une direction unitaire centrale qui s'étende à des territoires immenses, de sorte que la décision de les soustraire à l'initiative privée s'impose de plus en plus chaque jour. Ce qui, en revanche, est illogique, c'est l'enthousiasme dans lequel baignent l'apologie et la publicité de ces ouvrages, même de ceux qui sont désormais devenus du domaine de la mécanique courante et banale, comme s'ils étaient des anticipations, dans la société actuelle, d'une

société future telle que la revendiquent les classes non profiteuses ou qui ne sont pas propriétaires d'entreprises ; c'est d'estimer, comme cela se fait couramment, que tout acte qui tend à subordonner les droits privés à des fins générales, représenterait une petite *"avant-première"* du communisme. Dans l'opinion et le discours courants, on pense que le bourgeois et le prolétaire, le conservateur et le révolutionnaire, doivent s'accorder dans l'éloge de ce raisonnement solennel qui préside à la *"conception moderne"* du droit de propriété. Autrefois, celui-ci, comme dans le droit romain (Rome, cependant, laisse non seulement des exemples mais aussi un réseau mondial d'ouvrages d'État imposants), signifiait le droit illimité d'user et d'abuser de son bien, sans que non seulement une autre personne privée mais même la puissance publique puissent intervenir. Aujourd'hui, au contraire, on admet, en effectuant un grand pas en avant, que ce droit doit être soumis à toute une série de limitations et même, dans les cas les plus évidents de nécessité générale, à l'annulation, ce qui a pour conséquence la perte de la propriété sur l'ordre des pouvoirs publics. Il existe donc, dans tous les États, une loi d'expropriation pour raison d'utilité publique ; parmi celles-ci, la loi italienne de 1865 a été considérée comme un monument de sagesse juridique, et, même si elle n'a jamais été suivie par les règlements d'application annoncés, elle contient en effet un dispositif bien conçu. Il est non moins évident que, avec le passage du temps, les cas d'application de ces lois sont de plus en plus fréquents, non seulement de la part de l'État et d'autres organismes publics, mais aussi de la part d'organismes en tout genre et même, ainsi que toute une série de lois spéciales le prévoit aujourd'hui, de la part d'une autre personne privée, à condition que celle-ci prouve que son projet (et aujourd'hui aussi son entreprise de production, usine ou établissement) réponde au concept, plutôt difficile à circonscrire, d'*"intérêt public"*. On observera qu'il est évident qu'avec ces transferts de propriété, aucune richesse privée n'est convertie en richesse publique, puisqu'il s'agit d'expropriations contre indemnités, et que, sauf cas exceptionnels,

l'expropriateur doit, comme cela est stipulé dans la loi italienne, payer *"le juste prix d'un libre contrat d'achat-vente"*. Toute une procédure permet à l'exproprié, tout d'abord, de contester qu'il s'agisse d'une affaire d'intérêt public, et ensuite, de discuter du juste montant de l'indemnité par rapport à celui qui lui est offert, s'il le juge trop faible. Il n'y a donc aucune infraction au principe selon lequel l'État ne peut pas confisquer des richesses privées (droit que les pouvoirs publics, au cours de l'histoire, se sont arrogé un nombre incalculable de fois, sans pour cela s'imaginer qu'ils étaient socialistes !), mais il s'agit uniquement d'une limitation au principe selon lequel, dans tout contrat d'achat-vente, les deux parties se déterminent comme elles le désirent, en fonction du point de vue de leur intérêt économique respectif. Il ne s'agit pas d'une expropriation au sens social, mais d'une obligation de vendre dans des cas déterminés, même si le propriétaire n'en a nullement l'intention ou le désir. Tout le monde voit ainsi que ce type de relation ne se limite pas à la propriété immobilière, du sol ou des bâtiments, mais qu'elle s'applique très souvent, et de plus en plus, à tous les rapports d'échange marchands, lorsque certaines raisons de guerre ou d'autre nature font en sorte que l'État ou d'autres pouvoirs fixent de manière autoritaire certains prix (qui peuvent aller jusqu'à des prix qui ne correspondent pas à ceux du marché libre), réquisitionnent des marchandises chez les producteurs ou les vendeurs, les rationnent pour les consommateurs, et ainsi de suite dans des centaines de cas désormais tout à fait familiers à tous. Du point de vue marxiste, l'erreur consiste à admettre, du côté prolétarien, qu'en effectuant ces opérations, ne serait-ce que dans certaines limites de temps et de lieu, l'État agit vraiment comme s'il représentait la société tout entière, et dans l'intérêt de toutes les couches de la population, en améliorant ainsi les conditions dont profitent toutes les classes, possédantes ou laborieuses. Non seulement il y a dans ce raisonnement une grave erreur de principe, mais le développement le plus récent du capitalisme permet d'établir que l'initiative de la part de l'organisme public n'est que pur

camouflage, simple apparence : en effet, il y a toujours une initiative provenant de personnes ou de groupes profiteurs, et par conséquent un mobile capitaliste. Mais ce n'est certainement pas d'aujourd'hui que l'on assiste à cette confusion banale entre le socialisme, comme produit de la révolution qui renversera le système capitaliste et mettra fin non seulement à la propriété mais aussi au profit capitaliste sous toutes ses formes, et les simples agissements, dans l'économie, de l'État contemporain, avec la socialisation ou la nationalisation non seulement de droits privés sur le sol ou les édifices, mais aussi d'entreprises productives privées. L'exemple anglais actuel démontre d'ailleurs qu'il est tout aussi simple de dénationaliser les industries nationalisées. À ceci près que, si l'État peut nationaliser d'autorité, il pourrait bien se faire que l'exproprié qui a été indemnisé autrefois refuse de restituer l'indemnité reçue. La loi garantit au particulier le *"juste prix"* mais elle ne garantit pas du tout l'État gestionnaire contre l'éventualité qu'il doive y aller de nouveau de sa poche au cas où il se serait fatigué de gérer. Ces deux transferts de propriété en sens inverse ne se produisent que dans la mesure où chacune des deux phases a rendu possibles des gains colossaux pour les grandes bandes de l'affairisme capitaliste, et, dans ces deux opérations, il n'y a, comme d'habitude, qu'un véritable exproprié, celui qui n'a rien à calculer sur la base du *"libre contrat de marché"* : nous avons nommé le prolétariat. Cette confusion banale fut cent fois définie et fustigée par Marx, dès l'époque du Manifeste. Nous en trouvons une autre formulation de première grandeur dans le texte sur Les Luites de classes en France. Ainsi que nous l'avons rappelé à de nombreuses reprises, le milieu social et l'histoire sociale de la France représentent une véritable *"collection d'échantillons"* des stades complexes du développement capitaliste, lesquels parfois, en un lieu donné, se concentrent sur deux années, alors que d'autres fois, ailleurs, ils s'étalent sur un siècle : cette connaissance devrait avoir cuirassé notre mouvement contre toute duperie.

« *La suppression des droits protecteurs - c'est du socialisme !* -

car elle s'attaque au monopole de la fraction industrielle du parti de l'ordre. La régularisation du budget de l'État - c'est du socialisme !, car elle s'attaque au monopole de la fraction financière du parti de l'ordre. L'entrée libre de la viande et des céréales étrangères - c'est du socialisme !, car elle s'attaque au monopole de la troisième fraction du parti de l'ordre, de la grande propriété foncière. [...] Le voltairianisme - c'est du socialisme !, car il s'attaque à une quatrième fraction du parti de l'ordre, la fraction catholique. La liberté de la presse, le droit d'association, l'instruction générale du peuple, c'est du socialisme, encore du socialisme ! Ils s'attaquent au monopole du parti de l'ordre dans son ensemble. »

Vous aurez compris que ce à quoi Marx donne des coups de pied au derrière en 1848, c'est justement le programme électoral que nous verrons être agité en Italie en 1953 (prote, attention aux huit et aux neuf : ce qui est en jeu, c'est un bon petit siècle !). Contre les monopoles de l'industrie, de la finance et de la terre ! Contre le gouvernement clérical et pour la liberté de la presse, de l'école et d'association ! De qui, ce programme ? Des super-partis du Kominform, libre association de millions de militants pour leur propre crétinisation et celle des autres. Tout cela, Marx le nomme carrément socialisme bourgeois car le socialisme petit-bourgeois est pour lui à cette époque le mouvement démocratico-utopiste et social-pacifiste qui réclame des réformes bien connues et non encore liquidées après un siècle :

« [...] Institutions de crédit [...], impôts progressifs, restrictions à l'héritage, entreprise par l'État de grands travaux et autres mesures qui (nous ajoutons entre parenthèses si jamais elles étaient possibles dans le sens de ceux qui proposent ces emblématiques réformistes) entravent de vive force la croissance du capital ».

Nous verrons que cela est vrai dans le domaine des travaux publics comme pour tout le reste si bien que les progressistes pleurnicheurs

ne sont que des réactionnaires. C'est ici que Marx conclut (janvier 1850) avec ce passage qui n'est pas cité chez Lénine (mais qui ne lui a certainement pas échappé), qui, pour le concept de la dictature du prolétariat, part de la lettre de 1852 :

« Le prolétariat se groupe de plus en plus autour du socialisme révolutionnaire, autour du communisme auquel la bourgeoisie elle-même a donné le nom de Blanqui. Ce socialisme est la déclaration de la révolution en permanence, la dictature de classe du prolétariat, transition nécessaire pour arriver à la suppression des différentes classes en général, à la suppression de tous les rapports de production sur lesquels elles reposent, à la suppression de toutes les relations sociales qui correspondent à ces rapports de production, au bouleversement de toutes les idées qui émanent de ces relations sociales. »

Comme toujours, Marx "décrit" les vicissitudes de l'histoire de France et, en même temps, il proclame en lettres de feu le programme de la révolution.

HIER

POUR BIEN COMPRENDRE CE QU'A ÉTÉ LE JUGEMENT CLASSIQUE du marxisme sur l'activité économique de l'État dans le domaine des travaux publics (progressivement, toutes les branches de la production industrielle prennent le caractère de travaux "publics"), et comment l'État, ce faisant, n'a pas mis le Capital à la retraite ou en sommeil, mais lui a fourni, au contraire, les meilleures conditions pour qu'il soit encore plus virulent, nous nous arrêterons surtout sur la construction des grandes villes et sur leur expansion impressionnante - l'on peut, en effet, étendre les mêmes considérations à tous les autres secteurs de travaux d'intérêt général : voies ferrées, routes, ouvrages hydrauliques et maritimes, etc. Ici, la pratique

de l'expropriation pour raison d'utilité publique, cette victoire tant vantée, au dire des ingénus, du principe social sur le principe privé, s'applique pleinement. En effet, il ne s'agit pas seulement de découper une bande sur la carte des propriétés privées pour y faire passer une voie de terre ou d'eau, de fer ou d'asphalte, en la faisant serpenter afin d'éviter de trop graves blessures. Il s'agit d'occuper et de réglementer des étendues entières de territoire encore dominées par l'économie et l'organisation agraires, afin de les équiper comme lieux de séjour pour des populations urbaines à haute densité. Ici, l'organisme public a dû assumer les fonctions d'une direction centrale qui, du reste, s'élargit au territoire tout entier, ainsi que l'exigent les innombrables équipements qui tendent leurs réseaux d'un centre à l'autre et qui, dans les pays développés, desservent même les plus petits noyaux ruraux. C'est sur ces bases que se fonde une science, qui est considérée de manière trop enthousiaste par les partis ouvriers alors qu'elle est semée d'embûches de classe : l'Urbanisme. Non seulement la puissance publique affiche de respecter les canons de cette science plutôt tapageuse, et par là d'être parfaitement en règle avec l'intérêt général lorsqu'elle élabore et réalise des projets d'éventration et de reconstruction de quartiers entiers, en expulsant les propriétaires des maisons anciennes, mais, grâce aux Plans d'Urbanisme, elle se met à contrôler, au moyen de très fortes limitations (voilà le mérite que s'attribuent les fanfarons : d'avoir rabaissé l'initiative privée pour des objectifs collectifs), les possibilités qu'ont les propriétaires de modifier leurs immeubles ou de construire sur leurs sols. Il n'y a rien de nouveau dans cela, et encore moins une avancée du socialisme ! Ce qui est historiquement nouveau et exclusif au capitalisme, c'est l'immensité des métropoles, qui jamais n'entassèrent, avant l'ère bourgeoise, les hommes par millions dans leur enceinte, pas même dans les récits légendaires sur Thèbes ou Babylone. Les villes ont toujours été organisées par les pouvoirs publics, elles ne sont jamais nées de la rencontre fortuite de promoteurs immobiliers individuels. Dans les périodes où les rapports sociaux ont connu leur maximum

de dispersion et de molécularisation, comme celle du Moyen Âge, ce Moyen Âge qui a toujours été tant calomnié, chaque seigneur avait à cœur d'éloigner son château, son palais, et le ou les villages de ses serfs, de ceux des feudataires les plus proches, et le passage de l'organisation agraire à l'organisation urbaine du sol suivait une loi centrifuge et non centripète. Le village des peuples sauvages ou même nomades (regroupement de tentes ou encore de chariots, sans siège fixe, qui précédait les lubies des urbanistes modernes avec leurs habitations préfabriquées et leurs maisons sur roues) avait pour principe d'unification, dans le cadre d'un communisme primitif, les exigences de la défense contre tous les dangers extérieurs (bêtes féroces, peuples ennemis, pillards, phénomènes naturels, etc.) qui n'autorisaient pas une forme d'habitat plus dispersée. Mais (et ce n'est pas pour rien que polis signifie à la fois cité et État), lorsqu'apparaît la division de la société en classes liées à l'activité productive et sociale, et qu'avec elle (selon un cycle tant de fois rappelé dans ces exposés) naît une organisation de pouvoir, c'est alors que les villes sont "*fondées*". Un des premiers plans d'urbanisme (qui remontent à la mythologie elle-même) fut donc réalisé par Romulus qui, n'ayant ni équerres ni compas, utilisa une peau de bœuf. C'est bien parce que l'urbanisme porte en lui, dès sa naissance, des germes de litiges, que Rémus fit les frais de cette opération. Les villes antiques et médiévales connurent une réglementation stricte : elles ne pouvaient aller au-delà des enceintes de ses remparts, dont chacune se rattachait au nom d'un chef de guerre ou d'un Homme d'État. La bourgeoisie a abattu toutes les enceintes, et elle court maintenant derrière la pression débordante de l'industrie du bâtiment, afin de mettre de l'ordre dans l'orgie de profits correspondante qui s'est déchaînée. Nous, nous considérons la question d'une manière tout à fait différente : nous ne nous laissons pas charmer par les descriptions, fondées sur de risibles trucs techniques, des millions de mètres carrés et des milliards de mètres cubes relatifs aux constructions, et de tous ces nombres avec beaucoup de zéros concernant les maisons, les

pièces, les journées de travail, les tonnes de ciment, etc. ; et nous nous défendons contre la supposition d'avoir découvert quelque chose de nouveau, en recourant encore une fois à nos citations habituelles, et ce jusqu'à l'ennui. De même qu'elle concentra les hommes dans les usines, la bourgeoisie dut travailler à concentrer les mille pouvoirs féodaux périphériques dans un pouvoir d'État unique, et les myriades de villages dans les grandes capitales et dans les chefs-lieux pour ses préfectures de police. L'État naquit donc à l'époque du régime féodal, et la bourgeoisie le reçut en héritage de cette époque, mais il apparut en tant que création bourgeoise qui, au terme d'une très longue lutte, concentra en lui les fonctions et les pouvoirs des ordres comme la noblesse et le clergé, qui reposaient sur les châteaux, les fiefs, les paroisses et les couvents. D'où la naissance des villes. La brève réponse de Staline sur la question de la contrainte extra-économique en régime féodal n'a pas été très correcte :

« *Naturellement, la contrainte extra-économique a joué son rôle dans la consolidation du pouvoir économique des grands propriétaires féodaux, sans constituer toutefois la base du féodalisme ; c'est la propriété féodale de la terre qui en fut le fondement.* »

Dans une réponse correcte, il fallait dire avant tout que l'expression "*contrainte extra-économique*" n'est pas marxiste, mais qu'elle n'a de sens que pour l'économie libérale bourgeoise pour laquelle la loi de la valeur et de l'acte économique spontané est une "*loi naturelle éternelle*", si bien que les bourgeois renversèrent le régime féodal parce qu'il était contre nature. Pour le marxisme, la contrainte et la violence sont des faits économiques au même titre que le libre échange ; mieux encore, il n'existe pas de rapport économique qui soit "*libre*" de la force de classe. La propriété féodale n'était pas une propriété au sens bourgeois, mais un pouvoir personnel sur la masse des serfs. Ceux-ci étaient liés à la terre, et la terre au seigneur, mais par un lien de nature administrative et politique. Malgré tout, la partie

du produit et du travail que le serf de la glèbe doit au seigneur et au prêtre est le fondement d'un rapport économique comme un autre, et, au début, c'est même une redevance qui avait pour contrepartie la défense contre les pillards extérieurs que le seigneur, avec ses soldats, assurait aux pauvres provisions des serfs et à leur misérable "*investissement*" de travail dans la terre. Dans les États modernes également, les impôts que les citoyens payent à l'État, en tant que redevances correspondant à de très nombreux services (y compris les flics), n'ont pas de contrepartie évidente selon la loi de la valeur qui selon ce manchestérien de Staline est partout dominante... Seraient-ils donc une contrainte extra-économique ? Malheureusement, ils sont le point culminant de la "*contrainte économique*" incarnée par l'agent du fisc et par l'huissier. C'est la bourgeoisie qui, en dépouillant le seigneur de ses prérogatives au moyen de la force centrale de l'État, et en libérant le serf (voir dans Prometeo la série sur « *Propriété et Capital* »), fit de la terre un "*article de commerce*" et un objet de propriété privée au sens plein. Mais cette propriété peut être supprimée, et avec elle la classe des propriétaires fonciers, sans que le Capital en soit pour autant vaincu (voir Marx, Engels, et nos citations innombrables et non controversées). Même s'il était donc démontré que, après la destruction du féodalisme, la terre n'est devenue, nulle part en Russie, une propriété privée aliénable contre de l'argent, mais qu'elle a toujours été donnée en gestion conformément aux dispositions de l'État central, cela ne prouverait pas qu'on soit sorti des rapports capitalistes. Le point qui est traité ici, c'est que l'État, une fois la terre rendue commercialisable à loisir contre de l'argent, ne pouvait pas laisser jouer ce processus, instauré en théorie et en droit, pour la transformation de vastes zones cultivées en zones équipées pour la vie urbaine. Mais il n'a pas fait en cela des pas en avant vers le socialisme, mais plutôt des pas en arrière vers les types d'attribution impériale ou royale de zones de territoire national pour tel ou tel usage militaire ou civil, citadin ou rural. Marx dit dans « *l'Adresse sur la Commune* » (1871) :

« *Le pouvoir centralisé de l'État, avec ses organes partout présents A: armée permanente, police, bureaucratie, clergé et magistrature, organes façonnés selon un plan de division systématique et hiérarchique du travail, date de l'époque de la monarchie absolue, où il servait à la société bourgeoise naissante d'arme puissante dans ses luttes contre le féodalisme.* »

Et c'est de là que partent Marx et Lénine pour démontrer que cet appareil, cet *"édifice de l'État"*, se révèle être très tôt la machine d'oppression des travailleurs par le Capital. En même temps que cette machine d'État des monarchies absolues, la bourgeoisie trouva par conséquent une nombreuse population non rurale déjà concentrée dans les capitales historiques. Mais ce n'était qu'un début au regard de la concentration qui suivit la transformation industrielle, en particulier lorsque les grandes usines envahirent la périphérie des villes pour des raisons évidentes de *"faible coût des produits"*, pour économiser sur les transports entre les marchés. C'est alors que commença l'ère des grandes urbanisations. Ne pouvant utiliser immédiatement de grands espaces libres pour ce faire, le nouveau régime recourut à la méthode qui consiste à éventrer les vieux quartiers des villes traditionnelles pour y faire surgir de nouvelles usines et de grandes rues. On ne peut pas, par manque de place, faire ici l'histoire de cette énorme transformation ; il s'agit seulement de montrer qu'elle ne soulève pas l'enthousiasme des marxistes. Lorsque Marx défend, dans les pages vibrantes de l'œuvre déjà citée, les Communards contre l'accusation d'avoir cherché à brûler Paris plutôt que de le remettre aux sbires de Thiers et de Bismarck, il fait un parallèle entre cette destruction, qu'il revendique comme un moyen de lutte légitime dans les guerres civiles, tout comme le font les orthodoxes pour les guerres militaires, et les destructions réalisées sous Napoléon le petit par le capitaliste Haussmann : « *Le vandalisme d'Haussmann, rasant le Paris historique pour faire place au Paris du touriste, l'était encore bien moins* » (justifié, par

rapport à celui que les chrétiens ont perpétré contre les monuments antiques). Marx montre à plusieurs reprises, dans la société française, déjà avant le Second Empire, la spéculation éhontée qui se niche derrière les grands travaux d'État et l'ambiguïté de la politique qui dit : « *Il faut donner du travail au peuple, on ordonne donc des travaux publics.* » (in « *Le 18 Brumaire* »). Engels s'étend aussi sur ce problème de l'urbanisme éventreur moderne dans sa classique *Question du logement*, ainsi que dans son ouvrage de jeunesse (qu'il rappelle dans cette étude) sur *La situation des classes laborieuses en Angleterre* :

« L'extension des grandes villes modernes confère au terrain, dans certains quartiers, surtout dans ceux situés au centre, une valeur artificielle, croissant parfois dans d'énormes proportions ; les constructions qui y sont édifiées, au lieu de rehausser cette valeur, l'abaissent plutôt, parce qu'elles ne répondent plus aux conditions nouvelles ; on les démolit donc et on les remplace par d'autres. Ceci a lieu surtout pour les logements ouvriers qui sont situés au centre et dont le loyer, même dans les maisons surpeuplées, ne peut jamais, ou du moins qu'avec une extrême lenteur, dépasser un certain maximum. [...] À Paris, le bonapartisme avec son baron Haussmann a exploité au suprême degré cette tendance pour le plus grand profit de la spéculation et de l'enrichissement privé ; mais l'esprit d'Haussmann a soufflé aussi à Londres, Manchester, Liverpool, et il semble (1872) se sentir chez lui également à Berlin et Vienne. Il en résulte que les ouvriers sont refoulés du centre des villes vers la périphérie, que les logements ouvriers, et d'une façon générale les petits appartements, deviennent rares et chers, et que souvent même ils sont introuvables ; car dans ces conditions, l'industrie du bâtiment, pour qui les appartements à loyer élevé offrent à la spéculation un champ beaucoup plus vaste, ne construira jamais qu'exceptionnellement des logements ouvriers. »

Engels illustre ce tableau, très actuel dans l'Italie d'aujourd'hui, et

pas seulement en Italie, en prenant l'exemple de Manchester, qu'il a longuement étudié. Il y avait dans cette ville un quartier horrible, appelé la Petite Irlande, qui fut démoli vers 1840 en raison d'une réorganisation de l'urbanisme et de la construction d'une voie ferrée. Mais les misérables travailleurs délogés ne furent pas hébergés dans de meilleurs quartiers ; ils se déversèrent dans un autre vieux quartier au sud de la route d'Oxford, et en 1872, une inondation du fleuve Medlock, contraignit la presse à s'occuper de ce quartier, dont on fit des descriptions terrifiantes.

AUJOURD'HUI

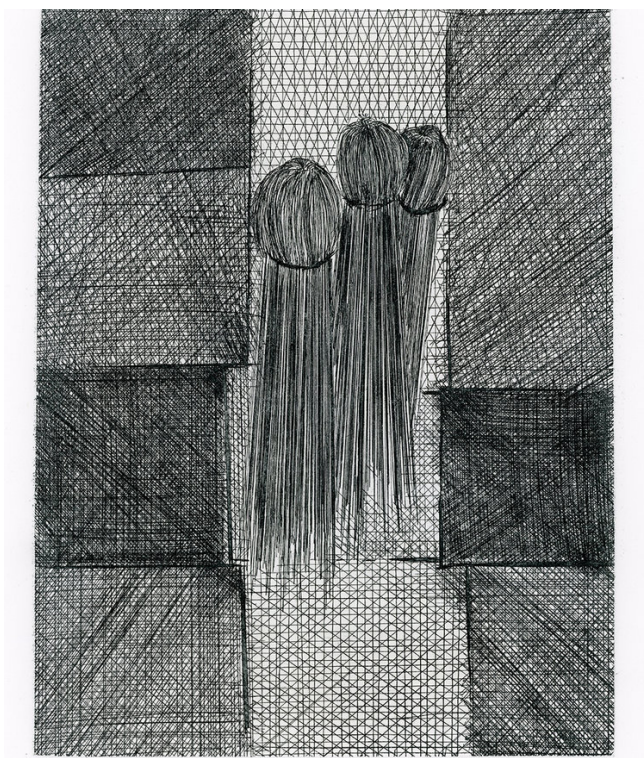
IL SERAIT ERRONÉ DE CROIRE QU'AUJOURD'HUI, APRÈS TOUTES LES BALIVERNES débitées sur la construction de logements populaires et ouvriers, et sur l'assainissement et l'amélioration des bâtiments, les choses en iraient autrement. Dans les pays où, comme en Italie, à la croissance de la population n'a pas correspondu une augmentation du nombre d'habitations, et même où la vétusté et les guerres en ont provoqué une diminution, malgré toutes les tentatives de discipline avec les plans d'urbanisme et de zone, avec les plans Ina-Case et autres, c'est en fait la spéculation qui contrôle le terrain, et les mauvaises conditions de logement des classes ouvrières ne sont qu'un prétexte pour démolir les *"vieux taudis"* dans les centres urbains, avec un grand luxe de rhétorique démagogique. De cette manière, on aboutit à ce que les sols devenus libres représentent une énorme valeur, à condition qu'on n'y construise pas des habitations pour la même couche sociale, mais pour des couches plus riches. La loi d'expropriation pour raison d'utilité publique ne sert pas, comme on voudrait le faire croire, à éviter la spéculation des anciens propriétaires ruraux sur les sols de la périphérie qui sont nécessaires à l'expansion des villes. On exproprie ces sols en les évaluant en fonction de leur

économie et rendement agricoles, et donc à prix réduit par rapport à celui qu'il faudrait payer pour les acheter consensuellement, comme on dit. Mais si la valeur supérieure d'un terrain "à bâtir" par rapport à celle d'un sol agricole primitif dépend de l'"attraction" créée par le système capitaliste vers les grandes agglomérations, elle naît en fait des équipements de ces zones nues : routes, égouts, électricité, eau, gaz, transports, etc. Comme l'industrie du bâtiment devra y construire des maisons ouvrières, c'est-à-dire à faible rentabilité, ou bien elle se désiste, ou bien elle exige que les municipalités ou l'État prennent à leur charge ces ouvrages et ces équipements d'intérêt général aujourd'hui, c'est l'État lui-même qui assume carrément tout cela (souvent, par la suite, sa bureaucratie l'oublie complètement), jusque et y compris les bâtiments d'habitation. Cette production de logements ne répond même pas aux besoins qui sont nécessaires pour faire face au simple accroissement de la population et pour accueillir les personnes expulsées des vieilles habitations éparpillées dans les villes, qui tombent en désuétude et en ruine. Pendant ce temps, le spéculateur immobilier garde les yeux fixés sur le centre, et il empoigne l'arme commode de la loi d'expropriation. Dans certaines zones des vieux quartiers historiques, il s'agit de bicoques, et alors, l'édifice, même évalué comme dans une libre transaction d'achat-vente, en fonction de son rendement, est payé quatre sous. C'est ce qu'on appelle sacrifier l'intérêt privé du propriétaire immobilier à l'intérêt général de la transformation radieuse des villes modernes. C'est ainsi que le sol en vient à coûter peu, non pas à l'organisme public, mais au spéculateur privé qui a su, grâce à ses démarches insistantes et assidues, faire tourner la machine bureaucratique rouillée (il ne faut pas croire que ce soit uniquement affaire de corruption : il s'agit en grande partie de réveiller une couche qui autrement dort, et surtout du jeu, favorisé par le régime parlementaire, des pressions de parti). Une marge énorme est ainsi créée entre ce que la nouvelle construction a coûté et ce qu'elle peut rapporter si elle est vendue ou louée. Si tout cela avait pour cause une

simple entourloupe faite à l'encontre des propriétaires de maisons, grands ou petits, et avait pour résultat le transfert de richesses de ceux-ci aux industriels du bâtiment, quel serait, demandera-t-on sournoisement, le préjudice pour la société ? Le préjudice réside tout entier dans le fait d'avoir diminué le nombre de maisons et de pièces disponibles pour les classes inférieures. Les chiffres officiels l'admettent : ce qui se construit en Italie ne suffit pas encore à diminuer la densité moyenne des personnes par habitation. Mais la moyenne se situe entre les extrêmes de la maison de trente pièces pour un grand seigneur, et de la pièce où végètent dix membres (il y a dans le Sud des cas bien pires) des classes laborieuses. Si la statistique permettait de suivre les extrêmes, on verrait que les logements de luxe se sont accrus puisqu'ils font l'affaire de la spéculation, et que les logements *"populaires"* ont diminué d'autant, compte tenu des démolitions auxquelles on donne libre cours afin d'*"embellir"* les villes. Le résultat est donc que l'entassement de la classe ouvrière (pour une part minime, dans les habitations nouvelles, qui finissent toujours par échoir à la moyenne bourgeoisie, pour la majeure part, dans les neuf dixièmes des taudis qui resteront debout - nous en avons pour des siècles) empire progressivement. Le mécanisme de l'utilité publique et de la réglementation de l'urbanisme, qui devait, dans le secteur du bâtiment, mais également dans tous les autres, rogner les excès des avantages privés en faveur du fantomatique *"intérêt général"*, opère, en régime capitaliste, dans le sens opposé, et n'est que l'un des piliers de ce régime. Ni l'État dans sa monstrueuse complexité, ni aucun de ses si nombreux organes et offices, ne se *"met en mouvement"* de sa propre volonté pour supprimer une horreur, et il ne pourrait pas le faire. C'est toujours un entrepreneur privé ou un groupe d'affaires privé (qui, en vertu de la dynamique moderne d'autres secteurs, extorque presque toujours à l'État lui-même le capital liquide qu'il faut avancer) qui choisit l'endroit où il faut donner le coup de pioche. Plus que jamais, ces prétendus mécanismes *"publics"* et *"sociaux"* laissent le champ libre à l'initiative

toute-puissante du Capital. Le prolétariat révolutionnaire ne doit donc pas s'associer à l'admiration rhétorique pour le légendaire "*coup de pioche guérisseur*", ni se laisser émouvoir par les vantardises de tous les États au sujet des transformations en matière d'urbanisme qu'ils magnifient. Il n'y aura qu'un seul coup de pioche utile, c'est celui qui s'attaquera aux pierres ensanglantées de ce que le marxisme a défini comme l'édifice de l'État capitaliste.





BRUNO CARUSO — *Spigonardi*

Chapitre 5.

ESPÈCE HUMAINE &
CROÛTE TERRESTRE

◆

ESPÈCE HUMAINE &
CROÛTE TERRESTRE

LE THÈME DU PRÉCÉDENT « *SUL FILO DEL TEMPO : Utilité publique, cocagne privée* », était destiné à montrer que, dans l'économie sociale actuelle, l'initiative et le choix demeurent toujours entre les mains des chasseurs de profit spéculatif, non seulement lorsqu'ils réalisent un projet privé avec des moyens et sur un sol qui leur sont propres, mais également dans les cas des soi-disant ouvrages publics où le terrain est occupé d'autorité « *pour des motifs d'intérêt général* », grâce à l'expropriation de l'ancien propriétaire particulier. L'initiative, le choix, la décision, concernant l'opportunité de telle ou telle réalisation (route, voie ferrée, ouvrage hydraulique, construction publique, assainissement de zones urbaines ou rurales, travaux maritimes, etc.), ainsi que la priorité de l'une de ces réalisations par rapport aux autres, semblent, car ils ne le sont pas en réalité, dictés par un centre qui aurait une vision supérieure de l'intérêt public. Ces réalisations sont, au contraire, toujours conçues, imaginées, projetées, poussées, promues et menées à bien, ou, comme on a l'habitude de le dire aujourd'hui sans euphémisme, "*lancées*" - on lance, au sens propre, des bateaux, et, au sens économique, les classiques "*trains de dépenses budgétaires*" - par un groupe privé qui a fait ses calculs et a prévu un gain très important. Bien plus, alors que l'entreprise privée au sens absolu se finance de manière onéreuse et que le risque qu'elle prend de subir un résultat négatif, à savoir la probabilité qu'elle fasse une perte au lieu d'un bénéfice, est élevé, dans le cas des ouvrages et des entreprises qui portent les stigmates sacrés du bien public, il est beaucoup plus aisé d'obtenir à de bonnes conditions le financement des fonds qu'il faut avancer, et il est presque mathématiquement exclu qu'il y ait risque, nous ne disons pas de perte, mais de bénéfice limité. En effet, il y a moyen, dans ces cas, de faire prendre en charge les intérêts de

la dette et les dépassements de la dépense prévue par le budget du non moins classique Pantalon [le Trésor public], si bien que l'on pourrait parfaitement dire : œuvre d'utilité privée et de vol public. Cette question ne permet pas seulement de comprendre certains développements récents de l'économie capitaliste que l'on désigne vulgairement par le terme d'économie contrôlée ou dirigée : elle ne présente, qualitativement, rien de nouveau et, quantitativement (dans la mesure où elle ne cesse de se répandre), rien d'imprévu ; mais elle débouche sur les lignes directrices générales que le marxisme a élaborées à propos du processus social, et sur la démonstration, de portée universelle, que, de toutes les grandes choses dont s'enorgueillit la période capitaliste actuelle, aucune n'a eu comme cause première et comme poussée motrice d'autre finalité que celle de l'intérêt de la classe dominante, de ses membres ou de ses groupes, mais jamais celle du bien-être général de la société. La question dont nous parlions, même si nous l'avons restreinte aux travaux de transformation des grandes villes, toujours plus vastes et tapageurs à l'époque contemporaine, toujours plus célébrés et portés aux nues comme des chefs d'œuvre de civilisation et de sage administration, est en rapport avec la question de l'établissement des animaux-hommes sur la terre, et à la solution, non pas civilisée et parfaite, mais insensée et monstrueuse, qu'en donne le mode de production capitaliste. Nous nous trouvons là en plein dans le cadre des atroces contradictions que le marxisme révolutionnaire dénonce comme propres à la société bourgeoise d'aujourd'hui, et qui ne se limitent pas à la répartition des produits du travail, et aux rapports entre producteurs qui en découlent, mais qui s'étendent - de manière indissociable - à la disposition géographique et territoriale des instruments et des équipements de production et de transport, et, par conséquent, à celle des hommes eux-mêmes, qui n'a peut-être jamais présenté à une autre époque historique des caractères aussi désastreux et horribles.

HIER

CE N'EST PAS SANS UNE SUPRÊME DÉLECTATION QUE NOUS CITONS DES PASSAGES OÙ MARX raille et condamne les conceptions de Georg Hegel, alors que, au dire de nos habituels dilettantes et gens superficiels, il aurait toujours manifesté pour son "*maître*" la plus grande crainte révérencielle. Le savon que Marx lui passe et dont nous allons nous occuper d'ici peu n'est que l'un des si nombreux qui servent à insister sur la chose suivante : si les interprétations subversives et radicales que le marxisme a donné du monde humain ont mis à profit, de par leur structure même, tous les résultats très importants fournis par les époques précédentes (en ne négligeant d'expliquer aucune énonciation et construction transmises par l'histoire, y compris celles dont la "*culture*" bourgeoise se moquait stupidement avec un air suffisant et présomptueux), elles ont surtout mis en déroute et dispersé une clique de prédicateurs : les philosophes du droit et les idéologues de la personne humaine. Dans le déroulement grandiose de sa démonstration, à savoir que toute valeur - dans l'économie de forme privée et mercantile - est mesurée par le travail humain social investi dans les "*biens*" de tout type, et, par conséquent, que toute accumulation, toute réserve de nouvelle valeur et de nouvelle richesse doit correspondre à du travail fourni mais "*non consommé*", c'est-à-dire à une différence de nature marchande entre le travail obtenu et la quantité de subsistances affectée à la consommation du travailleur, Marx doit prouver, parvenu à ce point, que la richesse consommée non seulement par le prolétaire et par le capitaliste, mais aussi par le propriétaire foncier, ne provient que de cette origine. Dit en termes économiques : la rente foncière n'est qu'une partie de la plus-value, retenue sur la valeur engendrée par la somme des efforts sociaux des travailleurs. Cette thèse devait éliminer une des thèses opposées (provenant de l'école physiocratique) qui affirmait que richesse et valeur pouvaient naître

de la terre, avant même qu'elle ne reçoive un apport de travail humain. Au stade historique actuel, compte tenu de l'ordre de grandeur de la terre, des populations et des quantités d'aliments, il faut faire justice de toute vision "*idyllique*" qui présenterait une petite humanité sereine et naïve, vivant des fruits qui lui tomberaient dans la bouche à partir des branches d'arbres à végétation spontanée, sous lesquels elle serait couchée, ne s'occupant qu'à chanter et à s'embrasser. C'est, dit-on, ce qui se passait à Tahiti et dans les autres chapelets d'îles du Pacifique, où règne un climat de printemps permanent : mais les colonies du capitalisme moderne y sont arrivées à temps, et, à la place de l'amour à l'air libre et gratuit, elles y ont importé l'amour tarifé et les maisons closes. Comme le disent justement les Français (le jeu de mot est dans la prononciation) : civilisation et syphilisation - papier-monnaie et spirochète pâle. C'est ainsi que Marx esquisse le rapport entre l'Homme et la terre. Pour nous, l'Homme c'est l'Espèce, pour ces messieurs, c'est la Personne. Marx déclare tout d'abord - et c'est une chose que nous devons garder fermement à l'esprit - qu'il traite de la propriété de la terre telle qu'elle se présente lorsque le mode de production capitaliste est pleinement développé. Il sait bien que, dans presque tous les pays, il survit encore d'autres formes historiques de la propriété de la terre : la forme féodale qui « *suppose que les producteurs directs* » ne constituent qu'un « *simple accessoire de la terre (sous forme de serfs, d'esclaves, etc.)* », et qui a donc le caractère d'une domination personnelle sur des masses d'hommes ; la forme de la propriété parcellaire, qui suppose que les travailleurs agricoles n'ont pas été « *dépossédés de leurs moyens de travail* », terre, outils et réserves. Ce qui intéresse donc Marx, c'est de faire abstraction de ces formes pré-capitalistes et de considérer l'agriculture organisée en la seule présence des éléments suivants : le propriétaire foncier, qui reçoit une redevance périodique de la part du fermier capitaliste ; ce fermier qui apporte le capital d'exploitation et paye les salaires ; la masse des ouvriers agricoles. Marx déclare qu'à cette fin il lui suffit de considérer, dans sa recherche, comme absolument analogues

l'entreprise capitaliste manufacturière et l'entreprise agricole, le capitaliste qui produit des articles manufacturés et celui qui produit des denrées alimentaires et même, par souci de clarté, il réduit ces dernières au blé, nourriture essentielle des peuples modernes. Il reste uniquement à expliquer la fonction de ce troisième personnage qui est absent (en général) dans la manufacture, mais qui est toujours présent dans l'agriculture capitaliste : le propriétaire foncier ; et à chercher à connaître la source de son revenu, la rente foncière. Si le développement du capitalisme impose que soit faite place nette des formes agraires féodales et de la petite propriété, que les serfs soient libérés de la terre et que les cultivateurs directs soient ruinés au maximum, en les rejetant tous dans le prolétariat des sans-terre et des sans-réserves (les réserves représentent une provision d'objets de consommation, ou de monnaie suffisante pour les acheter, quand les recettes viennent à manquer), Marx démontre ici aussi que, malgré tout, cette seule forme de propriété qui soit compatible avec le plein capitalisme n'en est pas cependant une condition nécessaire. En d'autres termes : la propriété foncière disparaîtra avant le capitalisme industriel, ou encore, comme cela est magnifiquement illustré dans des passages qui vont de l'« *Anti-Proudhon* » de 1847 à une des dernières lettres de Marx (lue à la réunion de notre mouvement à Milan, en septembre) : la suppression de la propriété privée du sol ne signifie pas le passage au socialisme.

« Toutefois, comme nous le verrons plus loin, la propriété foncière se distingue des autres formes de propriété : elle apparaît comme superflue et néfaste à un certain niveau de développement économique, même du point de vue de la production capitaliste ».

Comme cela a été dit à Milan, le "plus loin" venait en réalité après la dramatique parenthèse qu'Engels a placée à la fin du Livre III (au Chapitre LII, alors qu'ici nous en sommes au Chapitre XXXVII) : ici s'interrompt le manuscrit... Et nous soutenons que le couronnement de l'œuvre devait être le chapitre-programme sur

le passage social de la production capitaliste au communisme. Après ces éclaircissements, toujours nécessaires même s'ils sont quelque peu répétitifs, revenons, en suivant la méthode que nous appliquons délibérément, à la définition marxiste de la propriété de la terre, par opposition à la pseudo-définition de la philosophie idéaliste que Marx renvoie en note, et il ne reste plus qu'à les transcrire :

« La propriété foncière suppose que certaines personnes ont le monopole de portions déterminées du globe dont elles peuvent disposer selon leur volonté particulière exclusive, en dehors de toute autre personne ».

Et maintenant la note :

« Rien de plus comique que le développement de Hegel sur la propriété privée du sol. L'homme, en tant que personne, doit réaliser sa volonté pour en faire l'âme de la nature extérieure ; il doit donc prendre possession de cette nature comme de sa propriété privée. Si c'est là la destination de "la personne", de l'Homme en tant que personne, il doit s'ensuivre que chaque Homme doit nécessairement être propriétaire foncier, pour pouvoir se réaliser en tant que personne. La libre propriété de la terre et du fonds - phénomène très moderne - n'est pas, d'après Hegel, un rapport social déterminé, mais un rapport de l'Homme en tant que personne et de la "nature", un « droit absolu d'appropriation de l'Homme sur toutes choses » — (Georg Hegel, Philosophie du droit, Berlin, 1840, p. 79). Il est clair, pour le moins, que l'individu ne peut pas par sa "volonté" s'affirmer comme propriétaire, face à la volonté d'autrui qui décide, elle aussi, de se concrétiser dans la même parcelle du globe. Pour cela, il faut bien autre chose que la bonne volonté [Marx, en employant avec une fine ironie le jargon hégélien, dont il est parfaitement maître depuis 1840, veut dire : il y faudrait une bonne volée de coups de bâton]. De plus, on ne voit absolument pas à quel endroit la "personne" fixera une limite à la

concrétisation de sa volonté, s'il faudra à l'existence de sa volonté tout un pays pour se réaliser ou si elle aura besoin d'une quantité de pays pour manifester, en se les appropriant, « la souveraineté de ma volonté en face de la chose » (p.80). À cet endroit, d'ailleurs, Hegel est près de se rompre le cou pour tout de bon. « La prise de possession est tout à fait individuelle ; je ne m'approprie pas plus que ce que je touche avec mon corps, mais le fait qui suit immédiatement est que les choses extérieures ont davantage d'extension que ce que je suis capable de saisir. À cette possession est lié un autre fait ; l'appropriation s'opère par la main, mais le domaine de celle-ci peut être élargi » (p. 90). Cet autre objet est lié à d'autres encore ; ainsi disparaît la limite fixée à ma volonté en tant qu'âme pour se répandre dans le sol. « Si je possède quelque chose, ma raison a tendance à considérer que m'appartient non seulement ce que je possède directement, mais encore ce qui est en connexion avec lui. La parole est ici au droit positif, car le concept ne permet point d'autres déductions » (p. 91). Voilà un aveu extraordinairement naïf "de ce concept" [continue Marx] ; il prouve que le concept qui dès l'abord joue le tour de tenir pour absolue une représentation juridique fort précise de la propriété foncière, qui appartient à la société bourgeoise, ne conçoit en fait "rien du tout" des véritables structures de cette propriété foncière. En même temps, ce texte contient l'aveu que le "droit positif" peut et doit changer ses constatactions avec la modification des besoins de l'évolution sociale, c'est-à-dire économique ».

Ici se termine la très importante note de Marx. La spéculation idéaliste cherche vainement à établir le rapport entre la Personne et la chose-terre, et elle le décrit comme une projection de mystérieux fluides évolutivo-magnétiques de la première sur la seconde. Le marxisme élimine tout d'abord le fétiche de la personne, puis il cherche à étudier le processus historique, extrêmement variable, des rapports entre l'homme, en tant qu'espèce et en tant que société, et

la production agricole, et finalement, il l'établit positivement dans sa réalité de rapport entre des classes d'hommes qui, dans la production rurale, ont des tâches différentes et se répartissent de manière différente le produit et les bénéfices. Ô, super-impuissance de la philosophie et de tous les philosophes bourgeois ! Ces passages de Hegel, et la rude mise au point de l'élève Karl, viennent à point pour montrer combien les criailleries importunes des marxistes stalino-turinois émettent une odeur nauséabonde d'hégélianisme. Quand un soi-disant marxiste a sacrifié à ces deux thèses pestilentielles : la dignité de la Personne humaine d'une part, et la distribution de la terre aux paysans de l'autre, inutile d'attendre de lui une troisième connerie : il les a déjà toutes faites. Dans le chapitre étudié, Marx ne fait donc que des allusions à l'histoire antérieure de l'occupation, de l'organisation de la terre par l'homme, avant la phase capitaliste actuelle. Il explique toutefois au début qu'il ne s'agit pas seulement d'un simple "*droit de surface*" dans ce que le droit positif actuel établit comme propriété du sol, transmissible par échange contre de l'argent. Il s'agit d'un stade de la disposition des installations humaines dans la "*croûte*" terrestre, c'est-à-dire dans une couche qui s'étend au-dessous et au-dessus de la surface du sol. Marx signale en effet que dans le terme terre il inclut aussi les eaux, dans la mesure où elles font l'objet d'une utilisation économique, mais qu'également, dans le développement de la théorie de la rente foncière, il traite de la rente perçue non seulement sur les champs cultivés, mais aussi sur les mines, sur les terrains à bâtir, et sur tout autre installation fixe au sol, qu'elle se trouve au-dessus ou au-dessous de sa surface. L'utilisation de toutes ces formes exige l'apport d'un capital financier pour semer, labourer, récolter, construire, creuser, édifier, etc. Le droit "*cadastral*" qui attribue chaque pièce de terre à un propriétaire, établit que l'entrepreneur qui a réuni ce capital ne peut démarrer son entreprise que s'il obtient la permission de franchir le périmètre de ce terrain et de se mettre au travail en fournissant ses salariés et ses employés. Il ouvre ainsi une brèche temporelle dans le monopole du propriétaire,

car le "*droit positif*" - exception faite de cette suprême finesse de l'expropriation forcée - ne pourrait pas lui interdire de s'installer au beau milieu de son terrain sur une chaise longue, le ventre au soleil (ou à la lune), protégé par une enceinte ou une série de panneaux : entrée interdite. Un monopole donc, et non une propriété comme celle des objets de consommation. Or la permission de rompre ou d'interrompre le monopole doit être rémunérée : et le capitaliste verse un loyer annuel. Son gain sera diminué d'autant, car il déduira la somme en question du profit total qu'il aura obtenu, après avoir payé mille pour le piochage et vendu deux mille de blé. Par conséquent, la terre, en elle-même, et y compris les calories dont le soleil l'irradie, ne rapporteront rien à l'Homme à la chaise longue ; et pourtant il raffe une rente qui a été soustraite de la valeur-travail, produite par ceux qui présentent le dos, et non le ventre, aux rayons ardents du soleil et qui, ruisselants de sueur, déchirent le ventre fécondable de la terre vierge qui n'est pas encore mère. Marx montre que la loi de la baisse tendancielle du taux de profit du capital, en plus de tous les autres facteurs, augmente fortement la valeur du monopole foncier, et que cette augmentation a été la plus forte pour les formes autres qu'agricoles, telles que la mine et le terrain à bâtir, surtout aux abords des grandes villes. Avant de poursuivre, et d'arriver avec Marx à la démonstration que le rapport moderne entre les hommes et la terre est le pire de tous, pour ce qui concerne les types d'utilisation, c'est-à-dire d' "*équipement*", de l'écorce terrestre au moyen d'installations les plus diverses, nous allons parcourir, avec nos pauvres souvenirs, l'histoire humaine de sa conquête, en cherchant en elle non pas l'empreinte médiumnique des actes de volonté, mais les effets physiques du travail et des efforts des générations successives, qui furent accomplis non parce qu'au commencement était la raison ou la conscience, mais parce qu'au commencement était le besoin, et qu'aux différents stades de son évolution, la collectivité humaine pourvut de manière différente à sa sécurité, à sa vie et à sa multiplication, et cela avec une alternance

variée de succès et de catastrophes. L'Homme n'est pas le seul animal qui laisse sa trace sur la croûte de la terre, et il ne se borne pas à la parcourir d'un pied léger qui n'effleurerait qu'à peine sa surface, en n'y laissant guère plus de traces que la nage du poisson dans l'eau ou que le vol de l'oiseau dans l'air. Dans un certain sens, l'Homme est inférieur à eux, et le rêve de Léonard de Vinci n'a pas encore réussi à le faire décoller du sol par sa seule force musculaire, et non au moyen de véhicules que, du reste, il fit inaugurer par un mouton. Dans l'eau, les meilleurs aciers n'ont permis au bathyscaphe de Piccard que de descendre de quelques centaines de mètres, alors que la vie palpite dans la bathysphère et y est peut-être née. Sur la croûte solide, si le primat revient peut-être à l'Homme sur les autres espèces zoologiques, il ne fut cependant pas le premier à laisser des empreintes, que ce soit sous forme de creusements ou d'édifices, puisque beaucoup d'animaux parcourent le sous-sol en perçant des galeries, et que la mystérieuse plante-colonie animale, le corail, construit, grâce à ses cadavres calcaires, plus que nos édifices, de véritables îles que nous considérons comme partie intégrante du squelette géophysique. Si donc l'Homme primitif fut nomade tout comme les bêtes, et n'eut par conséquent aucun intérêt à organiser des *"installations fixes"*, de sorte que ses premiers actes de volonté, comme l'aurait dit Hegel, ne donnèrent pas d'âme au sol, au lopin de terre ou à la roche, mais seulement à une branche arrachée pour servir de massue ou à une pierre taillée pour servir de hache, il avait déjà été précédé par d'autres êtres « *colonisateurs de la croûte terrestre et auteurs d'ouvrages stables* », et non seulement par des êtres fixes, mais, dans certains cas, par des êtres doués d'un mouvement propre, s'il est vrai que le castor a une habitation et l'éléphant un cimetière. Abandonnons le nomade qui ne laisse sur la croûte terrestre que des traces fugaces tout de suite effacées, et venons-en aux premières sociétés fixes. Loin de nous l'idée d'en retracer l'histoire ; il fallut des millénaires pour que, sous la pression de l'accroissement démographique et par suite des premières ressources techniques du travail, apparaissent de véritables

constructions qui aillent au-delà de la tente du bédouin ou de la cabane de glace du Lapon. L'Homme se met à creuser la terre pour en extraire avant tout les pierres et les ciments qui lui servirent à construire sous terre les premières maisons et les premiers édifices, et il grava dans la croûte sauvage les premières routes, les canaux, les nombreux emplacements et pistes qui survécurent aux siècles ou qui furent effacés ou dispersés par le temps. Tant que la production prédominante fut la production agricole, que la densité de la population fut faible, les besoins limités, bien que se fut déjà affirmée l'exigence d'emplacements territoriaux fixes et de leur stabilité afin de se défendre non seulement contre les calamités naturelles, mais aussi contre l'attaque, l'invasion ou la destruction par d'autres groupes humains, et tant que l'échange de produits entre les différentes terres demeurait embryonnaire, le type d'*"équipement de la croûte terrestre"* par les sociétés humaines présentait la marque d'une intervention superficielle. La plus grande partie, et de loin, de l'espace nécessaire aux peuples ne connut pas d'autre intervention que la culture, qui n'implique que de défoncer le sol sur quelques dizaines de centimètres, en négligeant certainement les terrains peu fertiles ou trop exposés aux dangers d'inondation, à l'insalubrité des marécages, à la violence des vents et des marées, à l'insuffisance des pluies, ou situés à des hauteurs inaccessibles, etc. Entre les champs cultivés, quelques habitations rudimentaires pour les agriculteurs, un modeste réseau de chemins pédestres, qu'on pouvait parcourir sur une monture, de rares ouvrages hydrauliques destinés à améliorer la technique agricole... De temps en temps, un château, où résidait un seigneur ou un chef militaire, et, s'installant peu à peu autour de lui, les maisons villageoises des premiers artisans. Au Moyen Age, plus encore qu'à l'époque antique, les villes sont rares, peu peuplées, distantes les unes des autres, et reliées par de grandes routes peu sûres, parcourues par de lents véhicules à traction animale - aussi anciennes que soient les entreprises, parfois stupéfiantes, de certains peuples habitant les côtes, les cités maritimes et portuaires n'ont que

peu d'importance, du moins jusqu'au XII^e siècle, du fait de la faible incidence du trafic maritime sur l'économie générale. La population dispersée l'emportait nettement sur la population agglomérée. Nous connaissons bien ce morceau - l'un des plus niais - de la symphonie des Lumières : c'est l'agglomération urbaine qui a développé l'école, la culture, la civilisation, la participation du peuple tout entier à la vie politique, à la liberté, à la dignité de la personne humaine ! Et nous en sommes toujours là. Plus on voit d'individus entassés par milliers et par millions dans des cages à lapin puantes, dans des abattoirs militaires, dans des casernes et des prisons, plus on en voit, du fait de leur rassemblement même, réduits en bouillie par les bombes atomiques ou non, et plus l'adoration pharisaïque de l'Individu nous envahit de ses pestilences. Mais l'agglomération urbaine a développé, avant tout, les maladies et les épidémies, la superstition et le fanatisme, la dégénérescence physique et criminelle, la formation du lumpenprolétariat et d'une pègre pire que celle du banditisme de grand chemin d'il y a un siècle, la montée effrayante de toutes les statistiques de la délinquance, et cela davantage dans les pays avancés et riches que dans les pays arriérés, et encore plus dans ceux qui possèdent les unités urbaines les plus grandes. Il ne s'agit pas de faire l'apologie de la situation actuelle des masses rurales, parce que les exemples sont rares d'un véritable prolétariat agricole qui soit bien logé dans des habitations modernes dispersées sur le territoire, et non aggloméré à son tour dans de grands centres de plus de 50 000 habitants. Parce qu'ensuite la situation du petit cultivateur direct, qui habite dans une maison-cabane sur son lopin de terre, nous offre moins que tout autre ce qui serait souhaitable. Voici ce que dit Marx de cette couche de population à laquelle les fascistes, le centre catholique et la fausse gauche, qu'elle soit démocratique ou stalinienne, adressent tous en même temps leurs louanges : « *La petite propriété [foncière] crée donc une classe de barbares presque en marge de la société, unissant la grossièreté des formes sociales primitives à tous les tourments et toutes les misères des pays civilisés* ». Mais (et

l'on pourra en temps utile compléter la description de ce tableau), les résultats de la grande propriété rurale et de l'industrie moderne ne sont guère plus brillants. La première conduit à la réduction progressive de la population agricole et de la fertilité des sols, la seconde détruit « *la force de travail et donc la force naturelle de l'homme* ». Marx ajoute qu'en cela, elles se donnent la main. Et pour lui, comme pour nous, la grossièreté saine et vigoureuse des peuples barbares représentait un état supérieur à celui de la dégénérescence des masses à l'époque capitaliste, état que nos ennemis désignent sous le terme de civilisation ; terme bien employé, et au sens propre, puisqu'il veut dire mode de vie urbain, mode de vie propre à ces grands monstres de populations agglomérées que sont les métropoles bourgeoises.

AUJOURD'HUI

NOUS N'ALLONS PAS TRAITER ICI DE L'URBANISME ET DE SES EFFETS du point de vue de l'ensemble du développement social, mais uniquement en nous intéressant à la base "*technique*" du mode d'organisation du sol, lequel, en cessant d'être un espace à peine égratigné pour les besoins de l'agriculture, est destiné à devenir un espace équipé jusqu'à son tréfonds de toutes les installations générales et complètes qui servent à créer la plate-forme des complexes urbains ; un espace donc, possédant des rues, des égouts, des réseaux de distribution d'eau, d'électricité et de gaz, pour l'éclairage, le chauffage et les communications en tout genre, et pour les transports publics de toute nature. Aux temps anciens, les espaces-enclaves laissés par les villes tombées en décadence, ou rasées par les dévastations, restent, malgré la faible densité de leurs équipements et leur moindre profondeur dans le sous-sol, arides et inaptes à toute culture, telles des oasis du désert au milieu des champs cultivés. Par conséquent,

l'extension de la ville au détriment de la campagne, qui accompagne, dans un mouvement inverse, l'afflux des hommes dans la première, comporte une façon très différente et plus profonde de transformer « *la croûte terrestre de la part de l'homme* », et ce fait technique nouveau engendre les nouveaux rapports économiques de valeur et de rente que définissent Marx et Engels, et les rapports sociaux afférents - ainsi que les programmes de révolution sociale. Si l'on écoute la technique moderne, le système des grandes concentrations est "*économique*" du point de vue des dépenses nécessaires, dans tous les sens, pour « *installer la population sur le territoire qui est le sien* ». Mais pour elle, quelque chose d'économique, c'est quelque chose qui est approprié au profit et au monopole de la classe dominante. Elle rirait bien de se voir proposer comme meilleure une installation des hommes dispersée et plus uniforme, car elle prétend que la ramification, tout à fait différente dans ce cas-là, de tous les systèmes d'adduction et d'évacuation destinés aux maisons et aux personnes, occasionnerait des « *faux frais* ». Mais le nec plus ultra de la prosopopée est réservé à la science appliquée, qui s'enorgueillit d'un progrès incessant, alors qu'elle tend de plus en plus à être, sous la pression de l'affairisme, un ramassis de mensonges, de calculs et de déductions consciemment erronés, et un effroyable enchevêtrement de superstitions et de lieux communs. L'Italie, pays très densément peuplé, a plus de 150 habitants en moyenne au kilomètre carré. Mais dans les villes, ou du moins dans leur centre, et sans prendre en considération les cas les plus désastreux, il y a 400 habitants par hectare, soit 40 000 au kilomètre carré : la densité moyenne y est donc plus de 250 fois supérieure à la moyenne, et le rapport est encore plus élevé si l'on compare la densité urbaine moyenne et la densité moyenne rurale. Alors que la "*politique économique*" du capital tend à exaspérer encore ce contraste effarant, la politique révolutionnaire l'attaquera de front en prenant des mesures radicales. La technique moderne prétend avoir réalisé des chefs d'œuvre avec les équipements unitaires massifs qui permettent d'approvisionner une ville en eau,

de l'éclairer, de faire fonctionner ses transports congestionnants, d'entretenir les rues, et le reste, d'enlever les ordures en les détruisant pour les rendre inoffensives, c'est-à-dire en minéralisant leur partie organique ou en les transportant au loin, dans les grands fleuves ou en mer, et naturellement, elle méprise le type d'organisation rurale dans lequel chaque ferme, ou chaque groupe limité de fermes, résout avec des moyens presque "*naturels*" les problèmes, par exemple, d'approvisionnement en eau ou d'évacuation des ordures. Le jeune licencié frais émoulu de l'université et le lecteur de revues au goût du jour feraient donc la grimace s'ils lisaient le passage suivant d'Engels (in *La question du logement*, 1872), et ils le condamneraient comme arriéré et "*dépassé*" par l'histoire et par les géniales applications modernes. Engels répond à ceux qui avaient traité d'utopie l'abolition de l'opposition entre ville et campagne, sous prétexte que cette opposition est naturelle, ou plus exactement, qu'elle est une conséquence de l'histoire :

« La suppression de l'opposition entre ville et campagne n'est pas plus une utopie que la suppression de l'antagonisme entre capitalistes et salariés. Elle devient chaque jour une exigence pratique de la production industrielle comme de la production agricole. Personne ne l'a réclamée avec plus de force que Liebig dans ses ouvrages sur la chimie agricole dans lesquels il demande en premier et constamment que l'Homme rende à la terre ce qu'il reçoit d'elle et où il démontre que seule l'existence des villes, notamment des grandes villes, y met obstacle ».

Liebig ! dira notre jeune homme, quelle vieilleries ! Il lui manquait les si nombreuses données que nous avons aujourd'hui, après un siècle ou presque de recherches dans tous les domaines : chimiques, biologiques et agronomiques ! Liebig est également cité par Marx, et si, aujourd'hui encore, on peut lui faire plus confiance qu'aux universitaires modernes, c'est que, en plus de toutes les expériences modernes, il lui en manquait une qui est particulièrement

remarquable : celle des primes ou des appointements alloués... Par Montecatini ou par Agfa.

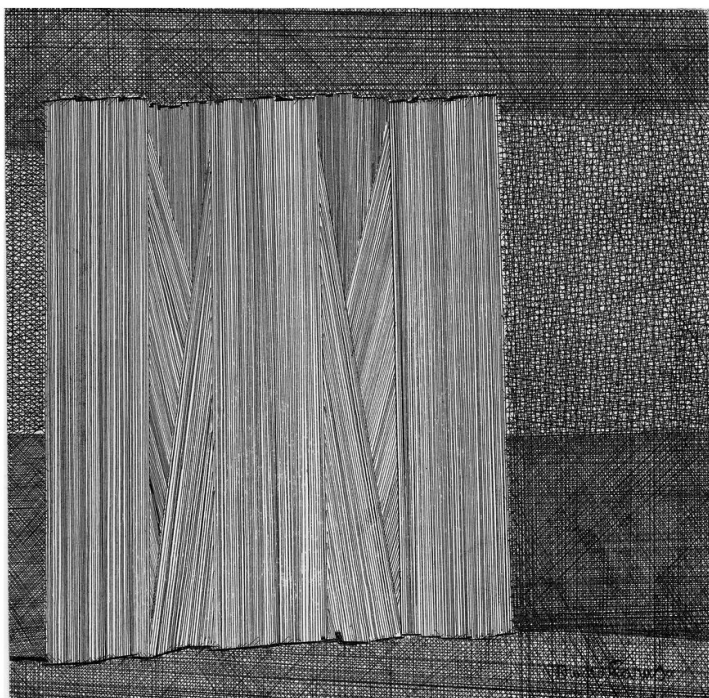
« *Quand on voit qu'ici, à Londres seulement, on jette journellement à la mer, à énormes frais, une plus grande quantité d'engrais naturels que n'en peut produire tout le royaume de Saxe, et quelles formidables installations sont nécessaires pour empêcher que ces engrais n'empoisonnent tout Londres, alors l'utopie que serait la suppression de l'opposition entre la ville et la campagne se trouve avoir une base merveilleusement pratique. Berlin lui-même, relativement peu important [mais certainement pas aujourd'hui, en 1952], étouffe dans ses propres ordures depuis au moins trente ans. D'autre part, c'est une pure utopie de vouloir, comme Proudhon, bouleverser l'actuelle société bourgeoise en conservant le paysan tel qu'il est. L'abolition du mode de production capitaliste étant supposée réalisée, seules une répartition aussi égale que possible de la population sur tout le territoire et une étroite association des productions industrielle et agricole, avec l'extension des moyens de communication rendue alors nécessaire, sont en mesure de tirer la population rurale de l'isolement et de l'abrutissement dans lesquels elle végète, presque sans changement depuis des millénaires* ».

Il ne faut pas croire que la thèse de Liebig soit dépassée : selon lui, le cycle de rotation de la matière organique nécessaire à la vie devient déficitaire si l'on renonce aux déjections humaines et, pour partie, animales. Or ce renoncement est aujourd'hui un fait acquis, passé en force de chose jugée, au nom des critères spécieux d'une hygiène urbaine, qui irait à l'encontre des préceptes du profit spéculatif si elle mettait en doute la nécessité que des masses humaines immenses soient barricadées à l'intérieur de zones dotées dans leur sous-sol d'un réseau de services urbains, et qu'elles soient soumises à une respiration par "poumon d'acier". Toutes les recherches modernes sur les perspectives d'une production alimentaire correspondant à la croissance de la population, compte tenu de la quantité de terre

cultivable et du calcul énergétique de la chaleur et du chimisme disponibles, concluent à une insuffisance prochaine d'aliments. On pense qu'on ne pourra trouver la matière pour compenser ce déficit qu'en l'extrayant, avec des méthodes appropriées, du "plancton" des eaux marines, a savoir des corpuscules des petits animaux aquatiques qui peuplent les mers, dont on tirerait une espèce de conserve en boîte. On peut également prévoir que, grâce à des transformations infra-atomiques, la chimie aboutisse à la synthèse de petites pilules nutritives. Mais le fait est que, en dehors de ces visions futuristes (qui s'attirent la réponse suivante de la dame à laquelle on expliquerait qu'à l'avenir les enfants se feront en laboratoire : c'est admirable, mais je pense qu'on en reviendra toujours avec plaisir à l'ancien système !), le cycle qui passe par la terre agricole, les animaux et l'homme, est aujourd'hui déficitaire, surtout en substances azotées. Pourquoi donc ne faire aucun cas de la perte énorme des systèmes actuels de stérilisation des déchets (pour stériliser, il suffit d'une forte dilution et de quelques heures), alors que même les réserves minérales d'engrais sont, pour certaines d'entre elles, en voie d'épuisement ? L'espèce humaine détruit de la sorte des masses incalculables de calories appartenant au domaine de la vie, de la même façon qu'elle le fait avec la conservation des morts. Mais qu'on ne craigne pas que nous voulions, comme les nazis, industrialiser les cadavres : la somme des déjections d'un Homme au cours d'une vie moyenne représente en effet environ 300 fois le poids de son corps ; mais en remplaçant les cimetières par un autre dispositif, y compris minéralisant, on récupère du terrain cultivable : et aujourd'hui ce serait pour les promoteurs un alléchant terrain à bâtir, mais qu'ils ne se fassent pas d'illusions, ce n'est pas pour eux que nous rompons des lances. Lorsque nous prévoyons les premiers "*projets*" unitaires pour arriver à un réseau uniforme d'équipement de la croûte terrestre, dans les nœuds duquel l'Homme ne sera plus ni paysan ni citadin, nous sommes donc, avec Marx et Engels, non pas dans le cadre d'une utopie ou de vagues hypothèses, mais dans celui d'un programme social

post-révolutionnaire et post-capitaliste précis. Que la démocratie bourgeoise pousse les hauts cris quand, à toutes les libertés du citoyen, nous voulons ajouter la liberté... de fumer la terre. Elle, elle l'a réduit à renoncer à la liberté de respirer. Le brouillard épais et noir qui s'est abattu sur la grande ville de Londres a arrêté pour des semaines toute activité, car il déposait, dans les poumons de ceux qui s'aventuraient dans les rues, le fine poussière de charbon des milliers de cheminées concentrées autour de la métropole, et rendait parfaitement inutile les magnifiques systèmes d'éclairage, de transport, et tous les lieux de travail ; si bien que les voleurs et les voyous en ont largement profité. Nous sommes donc bien au-delà de l'équilibre entre les *"intérêts"* de l'Homme de la ville et de celui de la campagne, dont il est question dans les dernières déclarations de Staline. Il s'agit là d'un objectif que le capitalisme poursuit en vain, alors que celui de la révolution socialiste est de supprimer les classes sociales, et donc la possibilité que des groupes sociaux s'assurent améliorations et bien-être au détriment des autres. La question n'est plus de répartir le produit d'une entreprise aussi irrationnelle qu'est l'aménagement de la croûte de notre planète, tel que l'ont voulu le système capitaliste et les effets de sa prétendue modernisation des systèmes plus anciens. Il ne s'agit plus d'économie, entendue comme une querelle autour d'une richesse marchande ou monétaire ; il s'agit, physiquement, d'introduire un mode d'équipement technique du sol, ainsi que de ce qui est sous et au-dessus du sol, totalement différent, dans lequel on laissera peut-être debout ça et là, à des fins archéologiques, un des chefs d'œuvre de l'époque bourgeoise, afin que se souviennent ceux qui auront accompli l'œuvre séculaire commencée avec l'explosion révolutionnaire mondiale.





BRUNO CARUSO — *Deposito Notturno*

Chapitre 6.

ESPACE CONTRE CIMENT



ESPACE CONTRE CIMENT

Nous sommes de petits chiffres ; pouvons-nous entrer ?

LA TERRE, SUR L'ÉCORCE DE LAQUELLE NOUS VIVONS, À LA FORME D'UNE BALLE OU D'UNE SPHÈRE. Faisons d'emblée une première digression : ce concept, qui pendant des milliers d'années est resté extrêmement ardu à comprendre pour les savants les plus géniaux, est aujourd'hui familier à un enfant de sept ans ; voilà qui montre combien la distinction entre facile et difficile à comprendre est stupide. C'est pourquoi une doctrine qui affirme l'existence d'un grand cours de l'histoire, accompli par bonds grandioses par la relève des classes, n'aurait pas de sens si elle se laissait arrêter par le souci de ne présenter à la classe avançante, révolutionnaire, que des pilules de concepts faciles. À la différence de Silvio Gigli (animateur radio), nous allons donc vous poser quelques problèmes très très difficiles. Mais nous vous donnerons les questions et les réponses. Donc, cette balle, la Terre, a un diamètre d'environ 12 700 kilomètres, que l'on a calculé en mesurant son ventre, sur lequel on a reporté quarante millions de fois le mètre-étalon de platine conservé à Paris à l'Institut International des Poids et Mesures. Comment ont-ils fait pour passer sur l'eau ? Mais laissons le ton de la plaisanterie et cessons d'imiter ceux qui parlent de façon inintelligible pour le plaisir, et pour qu'on dise d'eux : Quelle culture ! On n'y comprend vraiment rien ! Cette obscurité est à la base de la gloire de quatre-vingt-dix-neuf pour cent des grands hommes. Donc, au moyen d'un petit calcul (cours moyen première année), on établit que la surface de la Terre est de cinq cents millions de kilomètres carrés. Les mers en occupent plus des deux tiers et, pour se promener à pied sec, il reste à peine cent cinquante millions de kilomètres carrés. Là-dedans il y a les calottes glaciaires, les déserts, les très hautes montagnes ; on peut donc estimer qu'il reste pour l'espèce humaine – la seule qui vit désormais dans toutes les parties du globe, avec ses animaux domestiques – environ cent

vingt-cinq millions de kilomètres carrés. Comme aujourd'hui les livres disent que "*nous sommes*" 2 500 millions, nous les animalcules humains qui fourrons notre nez partout, il est clair qu'en moyenne notre espèce dispose d'un kilomètre carré pour vingt de ses membres. À l'école, on dit donc : densité moyenne de la population des terres habitées : vingt âmes (en fait on ne compte pas les cadavres des morts, qui sont bien plus nombreux) au kilomètre carré. Nous avons tous l'idée de ce que représentent vingt personnes ; quant au kilomètre carré, ce n'est pas difficile à se représenter. Nous sommes à Milan : c'est l'espace occupé par le Parc entre l'Arc du Simplon et le château Sforza, Arène comprise. Puisque cinquante mille personnes réussissent à s'entasser dans le stade de l'Arène pour les grandes parties de football, un kilomètre carré peut contenir, avec une foule compacte (meetings de Mussolini, Togliatti et autres) cinq millions d'âmes – en peine –, soit plus que la population réunie de Milan, Rome et Naples, 250000 fois plus que la densité moyenne sur la terre. Ainsi, si les vingt malheureux hommes moyens symboliques se plaçaient aux intersections d'un filet à mailles égales, ils se trouveraient à 223 mètres les uns des autres. Ils ne pourraient même pas se parler. Quelle catastrophe si c'étaient des femmes, et encore plus si c'étaient des candidats au Parlement ! Mais l'homme n'est pas cloué au sol comme les arbres, ni amassé en colonies comme les madrépores dont nous parlions l'autre fois et, en se déplaçant de mille manières, il s'est établi de façon très irrégulière dans les différents espaces qui constituent l'écorce de la planète. En Italie, la densité de la population est de 140 personnes au kilomètre carré, donc sept fois plus que la moyenne générale. La province la plus peuplée est celle de Naples : 1 500 habitants au kilomètre carré, 55 fois la moyenne de la terre. Les pays de plus forte densité en Europe (et dans le monde) sont la Belgique, la Hollande et l'Angleterre (Écosse mise à part) qui tournent autour de 300, c'est-à-dire 15 fois la densité moyenne. Le pays d'Europe à la densité la plus basse est, avec la Suède et la Norvège, la Russie : 29 habitants au kilomètre carré pour la partie

européenne, à peine plus que la moyenne mondiale. La densité des divers continents est : 53 pour l'Europe, 30 pour l'Asie. Mais ensuite, il y a une chute impressionnante au-dessous de la moyenne : Amérique Centrale et Amérique du Nord : 8,5 ; Afrique : 6,7 ; Amérique du Sud : 6,3 ; Australie-Océanie : 1,5. On arrive donc à treize fois moins que la densité moyenne mondiale. La densité des États-Unis est de 19, inférieure donc à celle de la Russie européenne (c'est-à-dire jusqu'à l'Oural et au Caucase). Cela coïncide parfaitement avec la moyenne de la terre : est-ce pour cette raison qu'ils la veulent toute pour eux ? Ceci dit, aux U.S.A. la population est répartie de manière extrêmement inégale : même sans tenir compte des petits districts, on passe de 0,5 dans le Nevada désertique à 240 dans le fourmillant New Jersey, qui est un peu moins grand que la Lombardie. Notons enfin que pour la R.S.F.S.R., qui comprend la Sibérie, la densité de population est de 6,8 seulement. Quant à l'ensemble de l'U.R.S.S., sa densité est de 9 habitants au kilomètre carré, et la plus peuplée des républiques fédérées est l'Ukraine, située à l'ouest, avec 70 habitants au kilomètre carré.

LES RUCHES URBAINES

SI ON NÉGLIGE LA POPULATION "*DISPERSÉE*", EN MAJORITÉ RURALE, et si l'on ne tient compte que des hommes qui sont "*agglomérés*" dans les villes, on observe en considérant la densité, comme nous l'avons déjà noté, un bond dans les chiffres, ceux-ci étant dans les villes environ mille fois plus élevés que la moyenne mondiale : comme disent les scientifiques, on passe à un autre ordre de grandeur. Il n'est pas bien difficile de comprendre que la population des campagnes considérées isolément, dans chaque circonscription petite ou grande, voit au contraire sa densité baisser par rapport à la densité moyenne. Établir le nombre des hommes dispersés et le

nombre des hommes agglomérés, mettons dans le monde ou en Italie, est en revanche un problème des plus ardues. Même si l'on fait le total des populations des villes qui dépassent un certain seuil choisi arbitrairement, disons 5000 habitants, la conclusion est faussée par le fait que l'on dispose des chiffres des communes. Or, à Rome, par exemple, où la commune est bien plus grande que la ville, le chiffre comprend une partie de population éparpillée. En revanche, pour Londres, où la commune est bien plus petite que la ville, le chiffre comprend toute la population agglomérée, et il faut donc ajouter, en totalité ou en partie, la population du *"Grand Londres"*. Hasardons un chiffre : si l'on considère toute la Terre, on peut dire qu'un cinquième de la population vit dans les villes, compte tenu du fait que cette proportion est égale à zéro dans le centre de l'Afrique, alors qu'en Belgique au moins quatre personnes sur dix vivent dans les villes. Quoi qu'il en soit, voici les nouveaux chiffres qui, vu le nouvel ordre de grandeur, sont exprimés normalement par rapport à l'hectare, mais que nous continuerons à donner par rapport au kilomètre carré (soit cent fois plus). Le Grand Londres (que des projets en cours continuent de dilater selon le système des villes satellites, qui comprennent chacune cinquante mille habitants environ et se trouvent à une distance moyenne de vingt kilomètres du centre historique) accueille sur ses 600 kilomètres carrés huit millions et demi d'habitants. Densité : 14 000. Mais à Londres on respire encore, sauf dans les anciens quartiers, crasseux, des Juifs, des Chinois et des Italiens. La ville la plus engorgée d'Italie, Naples, entasse dans une zone urbaine de 800 hectares, soit 8 kilomètres carrés, pas moins de 600 000 habitants, sur le million que compte la commune administrative, à laquelle se sont agrégées des communes voisines : la densité atteint le chiffre presque inhumain de 75 000 habitants au kilomètre carré, soit 3750 fois la moyenne de la terre. Même si l'on ne considère que la commune de Naples avec ses 12 quartiers traditionnels, et sans tenir compte donc des *"villages"*, la densité est encore de 45 000 habitants au kilomètre carré, soit le

triple de celle de Londres. Si l'on considère un modèle abstrait, genre ville du XIX^e siècle, avec des maisons d'habitation de cinq étages et des rues assez larges occupant les quatre dixièmes de la superficie totale, un calcul technique simple montre que chaque local ou "*pièce*" utilise environ 5 mètres carrés "*couverts*" et 3 mètres carrés "*urbains*". Mais seule une pièce sur trois est destinée au logement ; en moyenne (en Italie), chaque pièce héberge une personne et demie (par exemple, une famille de six membres a quatre pièces). Donc, chaque habitant dispose, pour ainsi dire, d'environ 16 mètres carrés dans la ville compacte, ce qui, hygiéniquement parlant, est à peine tolérable. Nous retrouvons donc la densité de 60 000 habitants au kilomètre carré. Là où il y a des jardins, des parcs, etc., en plus des rues et des places, la densité s'améliore, c'est-à-dire baisse. Donc le processus historique qui a entassé les hommes de mille façons dans les villes des pays avancés moyens les a amenés d'une densité nationale de l'ordre de 200 personnes au kilomètre carré (pour l'Europe centrale, qui est la plus peuplée) à une densité urbaine qui, dans la meilleure des hypothèses – dans le cas de véritables cités-jardins – dépasse 20 000 habitants au kilomètre carré, soit cent fois plus que dans le pays tout entier, mille fois plus que la moyenne de la terre. Nous savons que cet entassement trouve presque entièrement son origine dans les effets de l'époque capitaliste. Les régimes pré-capitalistes se contentaient en effet de villes peu nombreuses et qui n'avaient rien d'immense, dominant des myriades de villages ruraux. Mais le capitalisme ne veut toujours pas s'arrêter, et en fait, dans ce domaine comme dans tous les autres, il ne le peut pas. C'est même ce phénomène très important qui le définit. Ce sont en effet les mesures quantitatives qui comptent, et non les étiquettes qualitatives, politiques et propagandistes. Tout ce qui réduit l'espace de l'homme est capitalisme.

♦

LA CITÉ RADIEUSE

IL Y A EU EN EFFET QUELQU'UN QUI A PENSÉ ET — MALHEUREUSEMENT -FAIT ENCORE MIEUX : c'est le sieur Charles-Edouard Jeanneret de Genève, architecte de son métier. Mais qui est donc ce monsieur ? Un instant, vous le connaissez aussi : les grands hommes changent leur nom, et le nom sous lequel celui-ci est connu dans le monde entier est Le Corbusier. Le citoyen Le Corbusier fait partie de cette catégorie d'intellectuels compagnons de route qui constitue à elle seule un phénomène suffisant pour vous dégoûter des gros partis qui s'appelaient naguère prolétariens et communistes. On dit en effet grand bien de lui et, qui pis est, de ses théories et de ses méthodes, dans la presse soviétique et dans tous les journaux et revues qui en sont la projection dans le monde, comme on disait d'ailleurs autrefois grand bien de lui dans la presse fasciste et nazie. En outre on encourage les imitations et les applications de son style, dont certaines font les charmes de l'immense Moscou, fille de dix types différents d'organisation humaine, qui s'étend souverainement sur des espaces grandioses et dont, qui plus est, la force de domination résida toujours dans la distance et l'espace, la construction basse et espacée dont l'incendie arrêta la vague empoisonnée du capitalisme en culbutant Bonaparte dans la Bérézina. Aujourd'hui, Moscou ne peut faire moins que de rivaliser avec New York. Mais gratte-ciel et paranoïa à la Le Corbusier ne sont pas la même chose. Il ne faut pas croire que les douze millions de New Yorkais sont plus à l'étroit, dans leur constellation urbaine, que les Londoniens, malgré la hauteur supérieure des édifices. Dans un bâtiment de trente étages, en tout premier lieu, la proportion entre les appartements et les bureaux n'est pas de 1 à 3 mais de 1 à 10 ou 20 ; la hauteur maximum n'est atteinte que dans un étroit clocheton, les rues sont au moins dix fois plus larges que dans les villes typiques du XIX^e siècle européen dont nous avons calculé plus haut les "*indices*" d'entassement, chaque habitant a à sa

disposition un petit appartement et non deux tiers de pièce, et ainsi de suite ; si bien qu'en fin de compte la densité n'est pas supérieure à 20000 habitants au kilomètre carré, tout en dépassant néanmoins sans aucun doute les 14 000 habitants au kilomètre carré du Grand Londres. Nous avons lu une brillante description de l'édifice que Le Corbusier a conçu et fait construire à Marseille sous sa direction. L'auteur de l'article a quelques formules efficaces. Ainsi lorsqu'il dit que dans les 330 cellules destinées à 1 600 locataires « *l'espace est plus précieux que l'uranium* », ce n'est pas une caricature, mais une manière cohérente de rapporter les doctrines corbusiennes : « *Le Corbusier anticipe avec ses constructions le futur radieux de l'humanité qui n'a pas de terre pour s'étendre à son aise* ». « *Son architecture est une lutte angoissée contre le superflu, une course anxieuse vers la conquête d'espace pour la vie* ». Cependant, plus que les impressions et les jugements de valeur qui peuvent être influencés par les préjugés de celui qui écrit, ce qui compte pour nous, comme nous le disions, ce sont les chiffres. Et c'est ici – et non dans la question des rapports classe-parti qu'ils comprennent de travers – que certains peuvent apprendre ce que veut dire la transformation de la quantité en qualité. Le principe de la surexploitation de l'espace aboutit à ces tendances extravagantes : superposer l'espace vert des jardins urbains (et demain, pourquoi pas, celui des champs de blé et de pommes de terre), les voies de communication et l'aire couverte des édifices, verticalement, sur un seul et même espace. Verticalisme, tel est le nom de cette doctrine difforme ; le capitalisme est verticaliste. Le communisme sera "horizontaliste". Pour la dictature impériale, Caius Julius avait conseillé de couper les têtes « *des plus hauts coquelicots* » [gros bonnets], pour la dictature prolétarienne il conviendra de faire de même avec les têtes mais aussi avec les hautes constructions. Nous pouvons respecter un Michel-Ange ou un Bernin, voire des bourgeois comme Eiffel ou Antonelli, mais certainement pas ce "démocrate" de Jeanneret.

HOMMES OU SARDINES ?

DONC, LE PREMIER PROTOTYPE DE CE QU'EST PLUS UNE MAISON MAIS UNE UNITÉ D'HABITATION, et qui devrait devenir un quartier adossé à un relèvement de terrain dans l'ensoleillée et méditerranéenne Marseille, repose sur 36 piliers nus, sous lesquels, étant donné qu'il n'y a pas de murs au rez-de-chaussée, passent la rue et un "jardin". Les crétins en sont abasourdis, mais techniquement, cette "réalisation" (le grand mot des réactionnaires, pour qui chaque chose existe *prius in intellectu*, d'abord dans les têtes, plus ou moins tordues, et ensuite in facto, autrement dit dans la vile et passive matière) est à la portée de n'importe quel bon maître-maçon qui a en poche un manuel de 100 pages (le maître-maçon étant, lui, respectable). Ce rectangle posé sur ses 36 piliers, nous l'évaluons à 800 mètres carrés environ : si quelqu'un y trouve à redire, qu'il nous envoie le plan et l'élévation. Au-dessus de la hauteur, vide, du rez-de-chaussée, on a non pas neuf étages, mais neuf routes ou couloirs, sur lesquels donnent les appartements-cellules, où chaque décimètre cube est étudié de manière à servir de meuble, d'ustensile et, en dernier lieu, d'espace à l'usage de l'habitant, lequel doit bien se garder de dépasser les mesures du plan. Nous aussi, nous sommes tentés de faire de l'ironie en décrivant la salle opératoire prévue pour retailler les individus trop longs ou trop larges... Les cellules sont donc au nombre de 330 sur neuf étages, destinées à 1600 habitants soumis à un règlement sévère pour l'utilisation de l'espace individuel et des espaces communs. Ne nous étendons pas sur les aspects de l'installation et de la vie des habitants de cet ouvrage, que le journaliste cité plus haut s'amuse à appeler pénitencier doré, grande baraque grise, et vaisseau fantôme. Retenons ce chiffre : d'après le projet, il y a 1 600 habitants. Faire tenir 1600 crétins sur 800 mètres carrés cela signifie être descendu de 10 mètres carrés couverts par habitant à un demi-mètre carré ! Mais soyons prudents, et supposons que les unités ne seront

pas toutes des unités d'habitation, qu'il y aura des unités affectées au travail et aux services publics et que donc l'habitant occupera un espace d'un mètre et demi (entendons-nous bien : il y a neuf étages, pour parler selon l'ancienne manière, et dans l'habitation elle-même chacun a pour bouger, lui et les divers meubles et appareils, environ 5 mètres carrés – la dimension d'un petit débarras). On pourrait arriver ainsi à 650 000 personnes au kilomètre carré, mais si on compte 30 pour cent pour les rues et les places – en supposant que la lumière artificielle et l'air conditionné ne permettront quand même pas de mettre les divers parallélipipèdes directement en contact l'un avec l'autre, en bouchant entrées et fenêtres -on descend à 400.000 habitants au kilomètre carré Si on prévoit même de vastes espaces vides et des parcs, Le Corbusier, excellent entasseur, aura quand même réussi à faire tenir 200.000 bipèdes sur un kilomètre carré. La nature a donc donné à l'espèce humaine assez de terre pour que nous soyons vingt au kilomètre carré. La civilisation et l'histoire ont voulu, elles, que dans les nations avancées on commençât à se serrer dix fois plus : disons quand même qu'on peut parler de progrès. Mais le type urbain d'organisation a établi que les hommes les plus riches et les plus avancés en culture et en sagesse se réuniraient dans les villes, où ils seraient mille fois plus à l'étroit ! La manie capitaliste d'accumuler les hommes-sardines ne s'est pas arrêtée là ; les Le Corbusier, qui se bouchent volontairement les yeux, nous ne disons pas sur les déserts inhabités comme il peut y en avoir au Canada ou en Australie, mais sur les étendues de champs aux moissons verdoyantes qui seuls sont à l'origine de cette vie à la plénitude de laquelle ils prétendent pourvoir, veulent en entasser encore au moins dix fois plus. En faisant ainsi subir aux vivants une densité dix mille fois supérieure à la moyenne de la terre, peut-être pensent-ils que de tels rapports contribueront à la multiplication des fourmis humaines ! Celui qui applaudit à de telles orientations ne doit pas seulement être tenu pour un défenseur de doctrines, d'idéaux et d'intérêts capitalistes mais pour un complice des tendances pathologiques du stade suprême

du capitalisme en putréfaction et en dissolution, qui, à force de faire l'apologie de sa science et de sa technique et à force de vanter leur aptitude à vaincre tous les obstacles, fonde les villes sur leurs propres excréments (comme disait Engels) et entend organiser la vie des hommes de manière si "*fonctionnelle*" que l'habitant de ce système ultra-rationnel finira par ne plus distinguer la baignoire de l'égout. La lutte révolutionnaire pour la destruction des épouvantables agglomérations tentaculaires peut être ainsi définie : oxygène communiste contre cloaque capitaliste. Espace contre ciment. La course à l'entassement n'est pas due au manque d'espace. Malgré la prolifération humaine, fille elle aussi de l'oppression de classe, l'espace abonde partout. Ce qui provoque la course à l'entassement, ce sont les exigences du mode de production capitaliste qui inexorablement pousse toujours plus loin sa prospection du travail dans des masses d'hommes.

HIER

L'économie sur le "capital constant"

COMME NOUS N'ÉCRIVONS PAS POUR NOUS PLONGER dans l'ivresse de l'esprit créateur mais parce que nous sommes au service d'une œuvre de parti, il nous faut comme d'habitude faire une pause pour prouver que nous ne sommes pas en train de lancer un discours nouveau, ni même de découvrir une nouvelle loi de l'histoire, mais que nous marchons fermement sur les traces de la doctrine établie. Après avoir décrit dans le Livre I du *Capital* le procès de production capitaliste qui, tout en étant situé dans le cadre plus vaste de l'histoire et de la société, présente avant tout le rapport de classes entre capitalistes et ouvriers à l'intérieur de l'entreprise, après avoir étudié dans le Livre II la circulation du capital, autrement dit sa reproduction grâce à cette partie des marchandises fabriquées qui

ne va pas à la consommation directe mais constitue les instruments de la production ultérieure, Marx étudie dans le Livre III, qui est inachevé, « *le mouvement du capital considéré comme un tout* », qui conduit aux « *formes concrètes* », telles qu'on les rencontre réellement dans la société, dans « *l'action réciproque des divers capitaux, dans la concurrence et dans la conscience ordinaire des agents de la production* ». L'exposé devait finir, à l'évidence, par des chapitres où aurait été traitée, comme nous l'avons souvent dit, la question de l'action "*politique*" des classes en lutte et de la conscience de l'action de classe, en tant qu'effet et superstructure finale de tout le reste. Dans le Chapitre V du Livre III, avant d'établir la loi de la chute tendancielle du taux de profit moyen, Marx étudie un point de première importance : L'économie dans l'emploi du capital constant. Dialectiquement (c'est l'un des points que Staline a mal rapportés, sinon mal vus, dans son fameux texte), le capital, comme chaque capitaliste, fait tout pour élever son profit et donc également le taux de son profit. Ce n'est que si elle voulait ou pouvait s'opposer aux découvertes et aux inventions qui augmentent la productivité du travail humain, que la société capitaliste réussirait à éviter la chute du taux de profit, en accroissant démesurément le nombre des prolétaires exploités sans que la consommation augmente continuellement (cf. Dialogue avec Staline, troisième journée). Mais ne pouvant faire cela, le capital lutte avec d'autres moyens pour retarder et freiner la chute du taux de profit, une chute que l'accumulation et la concentration rendent néanmoins tout à fait compatible avec l'augmentation illimitée de la masse totale des profits et du profit de chaque entreprise. Dans chaque entreprise le profit du capital est donné par la différence entre le prix de vente de toutes les marchandises produites (en un an, par exemple) et leur coût, ou coût de production. Le capital cherche donc à vendre à un prix élevé et à réduire les coûts de production. Plus loin, Marx traitera de l'effet des variations des prix de marché ; pour le moment, il traite des coûts de production. Dans la théorie marxiste, le coût

de production se divise en deux parties : le capital variable, qui est la dépense avancée pour tous les salaires et traitements, et le capital constant, c'est-à-dire les sommes dépensées pour acquérir les matières premières et assurer en permanence le bon fonctionnement des installations, des machines, etc. Nous ne parlons pas ici du moyen évident d'accroître le profit qui consiste à abaisser les salaires, et d'ailleurs ce n'est pas là la tendance générale du capitalisme, du moins dans la période qui suit les décennies d'exploitation la plus féroce. Historiquement, le salaire de l'ouvrier augmente en chiffres courants et même en valeur constante exprimée en monnaie non dévaluée, par exemple en liras ou en dollars de 1914 ; mais si on le mesure en temps de travail social moyen, il diminue, même si le niveau de vie ouvrier a augmenté, parce que l'accroissement de la productivité du travail, sur le plan technique, a fait baisser la valeur, sinon le prix, de toutes les marchandises que l'ouvrier consomme. Mais ceci est une question que nous aborderons plus tard. Pour le moment, supposons que le prix de vente et le prix des salaires restent inchangés : il est évident que le capital va s'efforcer de réduire le coût de la partie constante du capital dépensé. Non seulement il existe divers moyens d'atteindre cet objectif, mais c'est une tendance décisive de l'économie capitaliste que d'aller dans ce sens. Marx laisse de côté un premier moyen : l'allongement de la journée de travail à salaire égal (et même si le salaire augmente en proportion, ou encore si les heures supplémentaires sont payées plus cher). Dans ce cas en effet, si l'on n'économise pas, évidemment, sur les matières premières, on fait des économies dans l'utilisation des machines et des bâtiments en abrégant la durée de la "*rotation*", c'est-à-dire la durée du cycle de production qu'ils permettent d'effectuer. Notons qu'un moyen auquel le capitalisme recourt fréquemment pour obtenir une telle économie est d'instaurer des tours de travail continu, ce qui en plus, par exemple en empêchant le refroidissement des fours, fait gagner des calories, et donc du profit.

PARASITISME EN TROIS PERSONNES

MAIS MÊME EN SUPPOSANT QUE LES OUVRIERS RÉUSSISSENT À REFUSER TOUT ACCROISSEMENT, même rétribué, du temps de travail, il existe trois autres moyens pour diminuer la dépense de capital constant :

1 — Agrandir ou regrouper les entreprises. Le fait même d'associer des travailleurs auparavant isolés – même si aucune modification n'est apportée à la technique du travail – aboutit à une énorme économie : construction d'un lieu de travail unique, économies sur l'éclairage, le chauffage, et autres frais généraux, etc. Ainsi, même si les outils manuels restent les mêmes, d'innombrables petites forges disséminées représentent une énorme dispersion de chaleur par rapport à une seule grande forge servie par une armée de forgers ; et l'on peut penser à des centaines d'autres exemples. *« Toutes ces économies, qui tirent leur origine de la concentration des moyens de production et de leur utilisation massive, supposent comme conditions essentielles l'entassement des ouvriers et leur coopération, donc une combinaison sociale du travail. Partant, elles découlent du caractère social du travail tout autant que la plus-value est issue du surtravail de chaque ouvrier individuel, pris en soi, isolément ».*

2 — La récupération des rebuts, des déchets de toute production, qui deviennent ainsi matière première pour d'autres transformations (sous-produits) dans la mesure où ils sont désormais disponibles en grande quantité, alors que dans le cas de la petite production ils étaient purement et simplement jetés. Voilà une source d'économie sur les dépenses de production, et donc une source de profit capitaliste qui elle aussi résulte uniquement du caractère social pris par le travail.

3 — Le perfectionnement technique dû aux nouvelles inventions, à l'introduction de nouvelles machines, etc., dans les entreprises d'autres secteurs qui produisent à un prix inférieur

les matières premières, les machines, les installations nécessaires à l'entreprise en question. Un progrès dû au fait même de la production en masse, qui stimule l'intelligence humaine et l'incite à résoudre des problèmes techniques que la petite production ne se posait même pas car elle n'en avait pas besoin, produit donc, ici encore, un bénéfice, non pas social, mais à l'avantage du capital.

« Ce dont le capitaliste tire profit dans ce cas, c'est encore d'un gain qui résulte du travail social, même s'il n'est pas le produit des ouvriers qu'il exploite lui-même directement. Ce développement de la productivité du travail s'explique toujours en dernière analyse par le caractère social du travail mis en action ; par la division du travail à l'intérieur de la société ; par le développement du travail intellectuel, notamment des sciences de la nature. Le capitaliste profite, dans ce cas, des avantages de tout le système de la division sociale du travail. C'est le développement de la force productive du travail dans un secteur extérieur, celui qui lui fournit des moyens de production, qui fait subir au capital constant employé par le capitaliste une baisse de valeur relative et donc provoque une augmentation du taux de profit ».

C'est sur ces citations essentielles qu'il faudrait inviter à réfléchir les camarades, même parmi les meilleurs, qui réduisent l'antagonisme des intérêts au simple duel entre le capitaliste et son ouvrier, au salaire plus ou moins élevé qu'il lui paye, et qui enferment ainsi cet antagonisme dans le cadre de l'entreprise tout au plus. L'antagonisme entre les classes sociales se fonde en fait sur une tout autre appropriation : celle que le capital réalise sur une échelle bien plus vaste en s'emparant, au profit de sa propre domination, de tous les fruits de l'amélioration du rendement social, qui résulte de la combinaison des travailleurs et de la diminution du temps de travail moyen contenu dans les produits. Si l'on supprimait la plus-value directe, l'ouvrier pourrait ne travailler que 6 heures au lieu de 8 ; mais si l'on tient compte de l'augmentation du rendement social, avec l'élimination de tout le gaspillage dû autrefois à la production

parcellaire, et les grandioses inventions techniques, on ne devrait travailler qu'une heure par jour.

OUÛ IL FAUT FRAPPER

C'EST JUSTEMENT LE DOMAINE DE LA PLUS-VALUE QUI SERA ENLEVÉ AU CAPITALISTE, mais sans être pour autant donné à l'ouvrier, car il devra, avec elle, contribuer aux services généraux. La conquête ne se situera donc pas là, mais dans l'organisation sociale : celle-ci ne sera plus orientée vers le profit du capital, mais vers l'amélioration des conditions d'existence du travail vivant. Dans la société socialiste, en vérité, le travailleur fournira seulement à la société un juste "*surtravail*"; son "*travail nécessaire*" sera réduit en raison de l'augmentation de la puissance technique, en raison des dix esclaves d'acier dont chacun d'entre nous pourrait disposer aujourd'hui, alors qu'il y a un siècle nous n'en avions aucun. Aujourd'hui au contraire, le système capitaliste considère que toutes ces ressources infinies sont inhérentes au capital, qu'elles sont des vertus propres au capital et que le travailleur est complètement étranger aux conditions de réalisation du travail. Le capitaliste, comme les marxistes imparfaits, voit dans le montant du salaire "la seule transaction" entre lui et son ouvrier. Celui-ci n'aurait donc pas à s'intéresser aux économies faites sur le capital constant, mais uniquement à celles que l'on tenterait de faire sur le capital variable, sur l'argent dépensé pour son mois. En fait, pour économiser sur tout, le capital économise avant tout sur la sécurité et l'hygiène des conditions humaines du travail. Ce qui nous reconduit à notre thème : ville et campagne, ciment et espace, égout et oxygène.

« Cette économie va jusqu'à bourrer d'ouvriers des pièces étroites et malsaines, ce qui, en langage capitaliste, s'appelle économiser des bâtiments ; entasser des machines dangereuses dans le même local et négliger les moyens de protection contre le risque d'accident ; ne pas

prendre de mesures de sécurité dans les procès de production insalubres de par leur nature ou périlleux comme dans les mines, etc. Sans parler de l'absence de toute installation pour rendre humain, agréable ou seulement supportable à l'ouvrier le procès de production. Du point de vue capitaliste, ces dépenses constitueraient un gaspillage inutile et déraisonnable. En dépit de sa ladrerie, la production capitaliste est d'ailleurs fort gaspilleuse de matériel humain, tout comme d'ailleurs, par sa méthode de répartition des produits par le commerce et sa façon d'organiser la concurrence, elle dilapide énormément de moyens matériels, perdant d'un côté pour la société ce qu'elle gagne de l'autre pour le capitaliste individuel ».

De ce puissant chapitre du Capital, d'essence programmatique (à ne pas lire chez le coiffeur où il vaut mieux réclamer le dernier numéro de Sélection), nous ne citerons maintenant que la conclusion :

« Tout établissement fondé sur de nouvelles inventions si on les compare à ceux d'établissements ultérieurs surgissant sur ses ruines. Cela va si loin que les premiers entrepreneurs font souvent faillite et que ce sont seulement leurs successeurs, à qui échoient à bon compte, bâtiments, machines, etc., qui font fortune. De là vient que ce sont la plupart du temps les capitalistes financiers les plus nuls et les plus minables qui tirent le plus grand profit de tous les nouveaux développements du travail général de l'esprit humain et de leur utilisation sociale par la combinaison du travail ».

Telle est la description, digne du ciseau de Michel-Ange, et faite par avance, de ce siècle maudit qui déroule ses fastes dans le culte de la bête triomphante.



AUJOURD'HUI

Inflation de techniques

SI DE PETITES LOIS RÉFORMISTES ONT CHANGÉ QUELQUE CHOSE dans l'organisation de l'usine en imposant au capitaliste certaines dépenses de sécurité, qu'il récupère au centuple par ailleurs, le concept de Marx cité plus haut est particulièrement efficace si on l'applique à l'"urbanisme". Économiser les faux-frais, c'est le motif criminel que le capitaliste fait régulièrement valoir avec suffisance, et auquel fait écho la stupidité des opposants de carton-pâte payés pour jouer le même air ; pour économiser les faux frais, on entasse à côté des grandes villes, dans les grandes villes mêmes, au milieu des habitations dont la densité croît à un rythme effréné et des usines fréquemment collées à ces habitations ou "*entourées*" par elles du fait de la croissance incessante de la population et de l'urbanisation, des dépôts de substances nocives, d'explosifs et d'engins de guerre, à cause surtout de l'accumulation dans les zones urbaines des gares de triage et de dépôt, des ports, des aéroports et autres services. Les accidents qui en résultent font partie de la chronique quotidienne, une chronique qui prend une tournure particulièrement sadique en ce début d'année 1953 où l'on a enregistré toute une série de catastrophes qui malheureusement ne s'arrêteront pas là. Cette situation est favorisée par la légèreté et le je-m'en-foutisme des bureaucraties techniques qui s'accroissent de façon effrayante d'une guerre à l'autre. D'ailleurs la guerre elle-même ne paraît plus si dangereuse lorsque la production et la vie sont déjà sanglantes. L'on ne comprend pas que la seule mesure pour contrecarrer cette tendance est de décongestionner, d'interposer entre les différents services des distances plus grandes et, pour le moins, de stopper l'implantation de nouveaux monstres au cœur des centres habités et des zones industrielles. La leçon des bombardements en tapis et des coventryisations n'a vraiment servi à rien. Le capital libéra les

serfs que le féodalisme clouait à la terre ; mais si le servage était un grave affront à la dignité humaine, c'était en revanche une excellente formule, par exemple, pour maintenir uniforme la densité territoriale en France. Les serfs étaient forcés de rester sur place, mais en des lieux où ils pouvaient manger et dormir et avoir de l'espace autant que nécessaire. L'urbanisation répondit aux exigences de l'extension des manufactures et de la conquête historique du *"travail associé"*. Tant que le lieu de production consistait en un immense local avec un poste pour chaque artisan, il est clair qu'il n'y avait rien d'autre à faire et que l'entassement d'innombrables ouvriers dans un espace réduit, pour travailler, habiter et vivre, permettait de produire une richesse bien plus grande. Quand on eut donné au salarié un niveau de vie dépassant d'une miette celui de l'artisan et du paysan, la masse énorme du bénéfice servit avant tout à agrandir et embellir les villes : alors que dans l'ancien régime un palais royal suffisait, dans le nouveau régime la classe dominante eut besoin d'une centaine d'endroits différents pour effectuer ses opérations et pour se divertir. Mais les innombrables inventions techniques qui ont suivi n'ont certainement pas conduit par la suite à l'entassement d'une quantité toujours plus grande de travailleurs dans peu d'espace. Bien au contraire. Si nous cherchions un indice de *"densité technologique"*, déterminé par le nombre d'ouvriers qui doivent être réunis en un lieu donné pour une production donnée, nous verrions que la loi générale est une tendance à la diminution de cette densité. Dans l'industrie mécanique, l'utilisation de machines automatiques ou actionnées à distance par un nombre très réduit de techniciens qui manœuvrent des tableaux de commande a permis de simplifier une quantité énorme d'opérations qui autrefois étaient exécutées par des groupes de travailleurs manuels et par une gamme d'ouvriers spécialisés. En proportion, la superficie des usines Fiat a augmenté bien plus que le nombre des ouvriers, et l'augmentation de la production a été plus grande encore. Marx avait déjà pu décrire la révolution qui suivit le remplacement du métier manuel par le métier

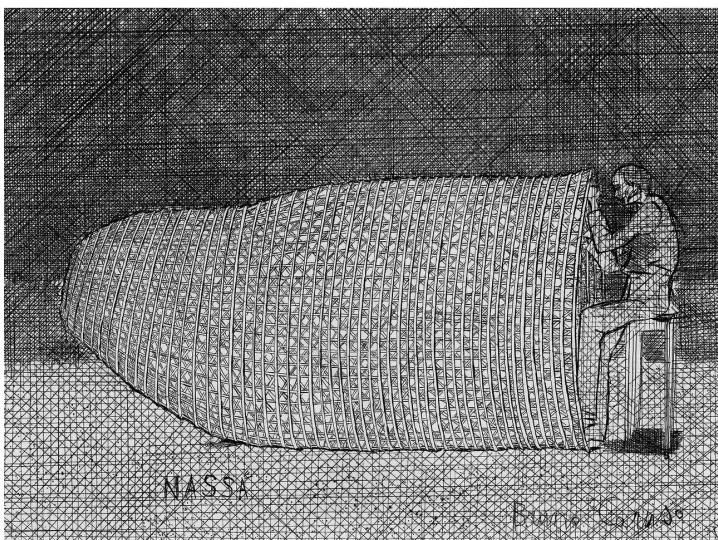
mécanique dans l'industrie textile, qui entraîna une chute brutale du nombre des travailleurs pour une même quantité de fuseaux. Dans la minoterie, on a aujourd'hui des moulins mécaniques où tout l'outillage obéit à un seul opérateur, depuis le déversement du blé dans les trémies jusqu'à la sortie des sacs de farine. Et ainsi de suite. Même sur la terre arable, quand le tracteur remplace la bêche ou la charrue tirée par des bêtes, il y a une baisse énorme du nombre des paysans pour une même ferme et pour une même superficie de terrain cultivé. Enfin on peut donner un autre exemple tiré de la navigation. À l'époque des trirèmes et des galères, un navire de quelques dizaines de tonneaux contenait plus d'une centaine de rameurs, esclaves ou prisonniers, enchaînés aux bancs. Aujourd'hui, un personnel beaucoup plus réduit, inférieur en nombre même au personnel des voiliers les moins anciens, suffit à la propulsion et à la manœuvre d'un transatlantique de 5 000 tonnes.

COORDONER PAS ÉTOUFFER

CE QUI EST ACQUIS AVEC LES INVENTIONS ET L'AUGMENTATION ÉNORME DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL, c'est la coordination de nombreux travailleurs, mais le bestial entassement au coude à coude n'a plus de raison d'être. Cela est même vrai pour la guerre ! Du reste Fourier et Marx n'avaient pas tort de qualifier de bagnes les fabriques, auxquelles de prétendus défenseurs des ouvriers ont entonné depuis des hymnes stupides, en les idéalisant comme l'antithèse de la production rurale qui, certes, torture (même dans ses formes anciennes) les muscles, mais qui au moins n'intoxique pas les poumons et le foie. Les formes de production les plus modernes, qui utilisent des réseaux de stations de tout genre, comme les centrales hydroélectriques, les communications, la radio, la télévision, donnent de plus en plus

une discipline opérationnelle unique à des travailleurs répartis en petits groupes à d'énormes distances. Ce qui est acquis, c'est le travail associé, avec ses enchevêtrements de plus en plus vastes et merveilleux, tandis que la production autonome disparaît de plus en plus. Mais la densité technologique que nous avons évoquée diminue sans arrêt. Si l'agglomération urbaine et productive subsiste, ce n'est donc pas parce qu'elle permettrait de réaliser la production dans les meilleures conditions, c'est à cause de la permanence de l'économie du profit et de la dictature sociale du capital. Quand, après avoir écrasé par la force cette dictature chaque jour plus obscène, il sera possible de subordonner chaque solution et chaque plan à l'amélioration des conditions du travail vivant, en façonnant dans ce but ce qui est du travail mort, le capital constant, l'infrastructure que l'espèce homme a donnée au cours des siècles et continue de donner à la croûte terrestre, alors le verticalisme brut des monstres de ciment sera ridiculisé et supprimé, et dans les immenses étendues d'espace horizontal, les villes géantes une fois dégonflées, la force et l'intelligence de l'animal-homme tendront progressivement à rendre uniformes sur les terres habitables la densité de la vie et celle du travail ; et ces forces seront désormais en harmonie, et non plus farouchement ennemies comme dans la civilisation difforme d'aujourd'hui, où elles ne sont réunies que par le spectre de la servitude et de la faim.





BRUNO CARUSO — *Nassa*

Chapitre 7.

LE SINISTRE
ROMAN NOIR
DE LA DÉCADENCE
SOCIALE MODERNE

◆

L'ANDREA DORIA

AVEC LA PREMIÈRE APPLICATION DU MOTEUR MÉCANIQUE AUX NAVIRES, et à plus forte raison avec la construction de coques en métal, on crut que la sécurité des voyages maritimes était désormais historiquement et scientifiquement garantie pour l'avenir. Or, après un siècle et demi de "*perfectionnements*" techniques, les chances de salut de celui qui prend un bateau sont relativement inférieures à ce qu'elles étaient avec les anciens voiliers en bois, jouets à la merci des vents et de la mer. Naturellement, la "*conquête*" la plus stupide est la vitesse, même si vers 1850 des bateaux à voiles spéciaux distançaient les vapeurs avec des écarts non négligeables pour celui qui jouait — déjà à l'époque — à la bourse des cotons entre Boston et Liverpool. Un voleur plus rapide est un voleur plus voleur, mais un crétin très rapide n'en reste pas moins un crétin. Cependant l'époque des lévriers des mers est déjà derrière nous ; elle correspond à la période du premier après-guerre. Même avant, on en était déjà arrivé à des tonnages énormes : le *Titanic*, qui coula à pic en 1912, faisait 46000 tonnes. Il est vrai que sa vitesse lors du voyage inaugural au cours duquel il heurta le fameux iceberg n'était pas supérieure à 18 nœuds. En un demi-siècle, il n'y a eu parmi les paquebots français, anglais, allemands, italiens, que deux transatlantiques nettement au-dessus de 50000 tonnes; en effet, après la dernière guerre le plus fort tonnage a été celui du *United States*, avec 53000 tonnes. Les deux exceptions européennes sont les navires anglais *Queen Mary*, 81000 tonnes, et *Queen Elisabeth*, 84000 tonnes, mis en chantier avant la guerre et encore en service. Le *United States* a enlevé au *Queen Mary* le record de la traversée de l'Atlantique que celui-ci avait lui-même enlevé en 1938 au paquebot français *Normandie*, détruit pendant la guerre. Au cours de cette dernière période, les vitesses ont dépassé 30 milles à l'heure, c'est-à-dire 30 nœuds; l'*Andrea Doria*, le plus grand

bateau italien de l'après-guerre, avec son jumeau le *Colombo* (le *Rex* d'avant-guerre jaugeait 51000 tonnes), ne faisait que 29000 tonnes, mais il avait une bonne vitesse. On a donc arrêté la course aux gros tonnages, prélude aux grandes catastrophes, mais on a aussi arrêté la course aux grandes vitesses, dont on nous a rebattu les oreilles, en Italie, pendant les vingt années de fascisme. La raison en est que celui qui est pressé dispose aujourd'hui de l'avion qui, avec un équipage réduit, ne fait pas passer de vie à trépas plus de cinquante personnes à la fois ; et la traversée par mer (avec le soleil et un temps presque toujours beau sur la route méridionale que l'on a choisie après la catastrophe du *Titanic*) est devenue surtout une distraction et un agrément. Les moteurs ultra-puissants qui permettent de faire filer comme des torpilleurs les monstrueux colosses et qui entraînent des dépenses énormes (pour gagner un mille à l'heure et quelques heures de traversée, il faut des centaines de milliers de chevaux en plus, ce qui accroît d'autant la consommation de combustible), ne sont plus du goût de la clientèle et coûtent cher aux compagnies. La logique conseille donc aujourd'hui de construire des navires de jauge et de vitesse moyennes pour des passagers qui, n'étant pas au tout premier plan dans le monde des affaires (économiques ou politiques !), ne sont pas obligés de prendre l'avion. Les journaux ont rapporté que les malheureux rescapés de l'*Andrea Doria* ne voulaient pas revenir en avion, trop avertis qu'ils étaient des bienfaits de la grande civilisation de la technique... En outre, quand on n'y voit pas bien, et quoi qu'on dise des mérites du radar, mieux vaut ne pas aller trop vite, même aujourd'hui. Mais là n'est pas la question centrale. Ce qui est en cause, c'est l'extrême fragilité de la coque de l'*Andrea Doria* : le *Stockholm*, qui le heurta, n'avait ni un poids ni une vitesse exceptionnels, quoi qu'on ait dit sur son éperon brise-glace qui, du point de vue mécanique, pouvait faire une brèche plus profonde, mais non provoquer une déchirure aussi énorme. Il est donc évident que c'est l'*Andrea Doria* qui s'est défoncé, probablement parce que toute son ossature, dans ses couples et dans

ses membrures, était trop fragile. Un long segment longitudinal de la coque a dû se disloquer : on ne pourrait expliquer sinon que de nombreux compartiments étanches (qui étaient déjà fermés à cause du brouillard) aient cédé, ainsi que de nombreuses parties vitales : machines, réservoirs de mazout, etc. La construction navale n'est pas le seul secteur où la manie de la technique moderne a pour objectif de faire des économies sur les structures en recourant à des profils légers sous prétexte que les matériaux utilisés, toujours plus nouveaux, ont une résistance miraculeuse. En fait, cette résistance est davantage garantie par une publicité éhontée et par les groupes de pression que par les tests des laboratoires bureaucratisés et des instituts officiels de contrôle. Comme pour la construction et les machines terrestres, le bateau que nous fournit la technique récente et évoluée est moins solide que celui d'il y a un demi-siècle. Le plus beau fleuron de la flotte italienne a donc donné de la bande et a sombré à une allure défiant toutes les normes et tous les calculs des experts. Il aurait pu y avoir des centaines et des centaines de victimes si la mer avait été agitée ou s'il y avait eu moins de navires dans les parages. Mais il y a une autre raison — en plus des fausses économies réalisées par le constructeur — qui explique ce qui s'est passé. On sait que pour des motifs aussi nationalistes que démagogiques, l'État italien (nul n'ignore qu'après la Sainte Russie, c'est dans la vaticanesque Italie que l'on trouve la plus forte dose d'industrie "*socialiste*", même si Palmiro (Togliatti) n'est pas encore entièrement satisfait) était à la fois l'acheteur et le constructeur du navire : la compagnie de navigation Italia, tout comme les chantiers navals Ansaldo, appartiennent en effet à l'*Irimare*¹. On sait aussi qu'en Italie l'acier coûte plus cher qu'ailleurs, de même que la main-d'œuvre (le travailleur mange moins, mais la Sécurité sociale se remplit les poches). Si on l'avait commandé aux chantiers navals hollandais ou allemands, le bateau aurait coûté un quart moins cher, mais Togliatti aurait eu moins de voix. Les ingénieurs italiens avaient intérêt à lésiner sur l'acier, et

1 — *Société à capital d'État dépendant de l'I.R.I. (Istituto per la Ricostruzione Industriale).*

ils reçurent l'ordre de le faire. En revanche, on ne lésina pas sur le décor et le luxe. L'un des symptômes de la décadence mondiale de la technique, c'est que le décor l'emporte sur l'infrastructure. Toutes les civilisations sont passées par cette phase, de Ninive à Versailles. De vieux marins grommelant sur les quais de Gênes l'ont dit aux journalistes : il y avait sur ce bateau trop de salons, de piscines, de terrains de jeux, trop de ponts — eh oui ! c'est ça la fameuse ligne, la silhouette élancée des navires italiens ! — trop de volume, trop de poids consacré à la partie morte de l'ouvrage, par exemple à cette espèce de demi "*gratte-ciel*" plein de fenêtres et éclatant de lumière, qui s'élevait au-dessus de la ligne de flottaison et où se pavanait la classe de luxe. Tout cela au détriment des œuvres vives, c'est-à-dire de la coque qui est en contact avec l'eau, alors que c'est du volume et de la solidité de la coque que dépendent la stabilité du navire, sa capacité de flotter, de se redresser après les coups de vent, de résister aux coups de mer, aux chocs contre les montagnes de glace, et aux collisions éventuelles avec les bateaux de pays où l'acier coûte moins cher et où la technologie est peut-être moins vendue à la politique affairiste... Jusqu'ici du moins. Tout cela, marmonnent les vieux loups de mer, se fait au détriment de la sécurité. Luxe de pacotille ou sécurité des vies humaines transportées, tel est le dilemme. Mais un tel dilemme peut-il arrêter la Civilisation, le Progrès ?

MARCINELLE

AU MOMENT OÙ NOUS PUBLIIONS DANS CES COLONNES LA SÉRIE SUR LA Question Agraire et la Théorie de la Rente Foncière selon Marx² se produisit en Italie la catastrophe de Ribolla qui fit 42 victimes. À Charleroi, il y en a déjà plus de 250. La doctrine

économique de la rente absolue et de la rente différentielle s'applique aussi bien à la terre cultivable qu'à l'extraction des matières premières du sous-sol, aux forces hydrauliques, etc. Ce n'est pas par hasard que l'on dit (en italien) "*cultiver*" (*coltivare*) une mine. Aussi avons-nous intitulé un paragraphe de l'exposé : Ribolla, ou la mort différentielle. Dans l'économie du monde capitaliste, tous ceux qui consomment des biens qui sont offerts par la nature les payent plus cher que ceux qui sont produits par le travail humain. Pour ces derniers on paye le travail et une marge de plus-value que la concurrence, tant qu'elle existe, tend à réduire. Et la société bourgeoise les offre à ses membres à meilleur marché que les sociétés précédentes, peu manufacturières. Les produits de la terre, au sens large du terme, sont payés par le consommateur en fonction du travail et du surtravail, mais ces derniers correspondent au cas du "*terrain le plus mauvais*". Même dans ce cas, cependant, on ajoute un troisième terme : la rente, autrement dit la prime que reçoit celui qui a le monopole de la terre, le propriétaire foncier, qui est la troisième force de la société bourgeoise "*modèle*". Le terrain le plus stérile dicte le prix du marché pour tous les consommateurs de denrées. Les propriétaires qui ont le monopole des terrains les plus riches ajoutent donc à la rente absolue, ou rente minimale, la rente différentielle, qui provient du fait que leurs denrées, vendues au prix général du marché, coûtent moins cher à produire. Avec l'accroissement de la population et de la consommation, la société doit défricher les terres vierges et utiliser toutes les surfaces libres, fertiles ou stériles. La limite de l'étendue physique détermine le monopole, et les deux formes de la rente. Aussi ardue que cette théorie puisse sembler à beaucoup, elle est un des pivots du marxisme, et seuls ceux qui ne l'ont jamais digérée peuvent croire que la doctrine de l'impérialisme est une adjonction au marxisme qui se serait soi-disant limité à la seule étude du capitalisme de concurrence. La théorie de la rente contient toute la théorie de l'impérialisme moderne, du capitalisme monopoliste, qui crée des "*rentes*" même dans les domaines où domine l'industrie, et

que l'on peut donc désigner par le terme de capitalisme à profit plus rente et, comme dit Lénine, parasitaire. Pour qui a bien compris la doctrine, il est clair que rien n'est changé si cette rente, que sa source soit traditionnelle ou extrêmement récente, passe à l'État, c'est-à-dire à la société capitaliste elle-même, organisée en machine de pouvoir : quand cela se produit, c'est pour sauvegarder les fondements de cette société, la marchandise, la monnaie et l'entreprise. Avant Marx, Ricardo avait déjà formulé cette proposition et Marx en a fait une critique complète et intégrale dès sa première formulation. Les gisements de lignite de Ribolla sont parmi les plus pauvres, de même, en général, que les gisements d'antracite belges; et là où il n'y a pas en prime la rente différentielle, comme dans les meilleures mines françaises, hollandaises, anglaises, allemandes ou américaines, le capitalisme n'aura jamais intérêt à se mettre en frais pour installer des équipements coûteux qui permettraient d'augmenter le rendement et d'assurer la protection des mineurs. D'autre part, l'économie actuelle ne peut pas se permettre de fermer ces mines, et celles-ci resteront dans l'état des mines que Zola a décrites dans *Germinal*, avec leur cheval blanc qui ne verra jamais la lumière du jour et qui dans un étrange langage communique dans les ténèbres avec les deux mineurs condamnés avec lui par la "*société civile*". Le Progrès peut-il s'arrêter par manque de charbon ? Maintenant qu'il existe une communauté supra-étatique du Charbon et de l'Acier, formée par les États qui ont nationalisé les richesses souterraines à l'instar de l'Italie et du fascisme, on arrive au monopole absolu, afin d'adjoindre à l'échelle des rentes différentielles, basses à Ribolla ou à Marcinelle, une rente de base absolue. Mais celle-ci ne suffira certainement pas pour payer de nouvelles installations : elle suffira tout juste, peut-être, pour mettre sur pied l'appareil affairiste-bureaucratique compliqué qui, lui, travaille au grand jour — si l'on peut dire ! Lorsque les câbles électriques des puits sont usés au point de provoquer un incendie, ce ne sont pas seulement les installations et les carcasses des hommes qui brûlent, mais aussi le charbon du

précieux gisement — même s'il est peu rentable. Il brûle parce que les galeries creusées par l'homme lui apportent l'oxygène de l'air (c'est pourquoi on bouchait les galeries abandonnées par des murs de ciment). D'où, pour la technique, l'alternative suivante : envoyer de l'oxygène pour les mourants et leurs téméraires sauveteurs, ou fermer les ouvertures, étant donné que chaque tonne d'oxygène détruit environ cinq quintaux de charbon. Les mineurs ont crié, à l'arrivée des super-techniciens que l'on avait fait venir d'Allemagne : vous les avez appelés non pas pour sauver nos camarades, mais pour sauver votre mine ! Si les hurlements furieux des survivants n'avaient pas été trop menaçants, les choses auraient été très simples : on aurait bouché toutes les ouvertures ! Sans oxygène, tout s'apaise : l'oxydation du carbone, et la réaction analogue qui se produit à l'intérieur de l'animal-homme, et qu'on appelle la vie. Cependant il y a encore autre chose — et ce ne sont pas des journaux révolutionnaires qui le disent. En vertu d'une ancienne tradition, qui est sûrement plus vieille que le système capitaliste lui-même, tant que le mineur n'est pas ressorti, mort ou vif, de la gueule sinistre de la mine, on continue de lui verser son salaire en entier, et même triple salaire. En effet le mineur n'est censé rester au fond que 8 heures, et s'il ne sort pas on suppose qu'il est en train de faire un autre poste. Lorsque le cadavre est ramené à la surface et reconnu, on arrête de compter les postes, et la famille ne perçoit plus qu'une pension, inférieure au salaire d'un seul poste. Il est donc de l'intérêt de la compagnie, qu'elle soit privée, nationalisée ou communautaire, que les corps soient remontés à la surface coûte que coûte. C'est pour cela, semble-t-il, que les femmes hurlaient : elles ne savaient même pas si les cercueils clos, sur lesquels on avait déposé quelques objets reconnaissables pour l'identification, contenaient des restes d'hommes ou du charbon. Faites sortir tous les vivants, et bouchez pour toujours ces puits ! Cela, la société marchande ne pourra jamais le dire. Elle préfère s'enliser dans les enquêtes, les messes funèbres, les chaînes de fraternité, car elle ne connaît que la fraternité de la chaîne, les larmes de crocodile et les

promesses législatives et administratives destinées à allécher d'autres sans réserves et à les convaincre de quémander une place dans les cages lugubres des ascenseurs. Bravo pour la technique ! Il n'est pas facile de changer un système d'exploitation qu'on a suivi pendant si longtemps. Et la théorie de la Rente interdit que l'on ferme la dernière mine, la plus meurtrière : c'est elle qui dicte à cette société négrière et usurière le rythme dément de la sarabande mondiale du business carbonifère; et la limite géologique de ses horizons futurs, en se restreignant, le pousse encore davantage à l'économie de monopole, au massacre du producteur et au vol du consommateur. L'épisode sinistre de Marcinelle secoue les nerfs du monde. Pendant combien de postes, de huit heures en huit heures, les *"disparus"* du ventre de la terre, comme hier ceux des profondeurs de l'Atlantique, consommeront-ils une part de la richesse de cette économie bourgeoise civilisée qui, du haut de toutes ses chaires, proclame qu'elle avance glorieusement vers toujours plus de bien-être? Quand pourra-t-on les rayer des livres de paye et, après avoir prié pour eux une dernière fois, entreprendre de les rayer des souvenirs ?

LE CANAL DE SUEZ

LE SANG N'A PAS COULÉ, ET IL ÉTAIT CLAIR DÈS LE PREMIER ABORD QU'IL NE COULERAIT PAS, pour le troisième acte de la trilogie bourgeoise de la mi-août, qui a donné un petit air de drame à la plus stupidement fade des fêtes bourgeoises, ces *"vacances"*, cette vacance, ce vide dans le vide d'un monde de constructeurs d'opérette et de spécialistes de l'arnaque. Peut-on vraiment croire qu'un marxiste ait pu voir un seul instant en Nasser un nouveau protagoniste de l'histoire, et que le monde allait être mis sens dessus dessous à cause d'un simple geste, d'une idée audacieuse

de ce nouveau César (ou Pharaon) en miniature ? Quel homme ! Il a infligé un camouflet à la France, à l'Angleterre et à l'Amérique avec un coup de génie : la nationalisation du canal ! Simple effet d'une relève de la garde : du roi Farouk qui ne fouettait que des odalisques à un million de dollars, on est passé au simple colonel qui a su retrouver les jupes de Marianne et d'Albion. En fait, il n'est pas nécessaire de voir en ce pauvre Nasser un trousseur historique pour comprendre le problème de Suez. Il suffit d'appliquer encore une fois la théorie de la Rente. Le percement du canal de Suez fut encore une opération honorable, et même glorieuse si l'on veut, de la jeune bourgeoisie, égale à celles que le Manifeste Communiste éleva au ciel de l'épopée. Sans doute fut-elle l'une des dernières : lorsqu'on recommença avec Panama, on versa bien vite dans la pourriture et le superscandale, et la vieille Europe déposa les armes du Grand Lesseps et de ses techniciens de premier rang. Lesseps était, paraît-il, saint-simonien, et l'idée du canal de Suez passa, dans le monde d'il y a un siècle, pour une idée socialiste. Elle enthousiasma les utopistes, et il est certain que la conception marxiste considérait de son côté les travaux entrepris par le capitalisme pour relier entre elles des contrées lointaines du monde comme des prémisses de la transformation socialiste de celui-ci. On a dit que l'idée remontait à Napoléon 1^{er}, qui fit réaliser des études techniques, et aussi qu'elle avait été soutenue auparavant par le philosophe et grand mathématicien Leibniz. Ce n'est pas un hasard si Bonaparte avait commencé par l'Égypte dans sa tentative de détruire la suprématie maritime et impériale anglaise. Mais des civilisations encore plus anciennes avaient imaginé cette œuvre : le pharaon Sésostris aurait même commencé à l'entreprendre et selon Hérodote 120 000 travailleurs auraient péri dans la tentative d'un autre Pharaon. Les Califes arabes y renoncèrent par crainte d'ouvrir la voie aux flottes de Byzance. Après la découverte de la route des Indes au XVe siècle, les Vénitiens, ces précurseurs du Capitalisme moderne, firent une nouvelle tentative, mais les Turcs s'y opposèrent. Les travaux durèrent de 1859 à 1868 et furent menés avec des capitaux

français en majorité, et ottomans, au milieu de l'hostilité des Anglais. Il y eut de fantastiques hécatombes de travailleurs blancs et arabes. Les Anglais dénoncèrent comme de l'esclavagisme la réquisition par milliers des misérables fellahs, et Napoléon III arbitra une controverse à ce sujet. Les ingénieurs français de l'époque étaient des lutteurs, et pas seulement des affairistes : privés de leurs armées de travailleurs manuels³, ils employèrent des machines gigantesques et menèrent à bien leur tâche. La concession accordée par le gouvernement égyptien devait durer 99 ans à partir de l'inauguration du canal. Pendant cette période, l'Égypte devait percevoir 15 % des gains de la Compagnie. Il n'est pas utile de retracer encore une fois les exploits de l'affairisme et de l'agiotage international qui permirent de dépouiller les vice-rois d'Égypte, sujets du Sultan de Constantinople, de leur part d'actions; celle-ci passa, par divers chemins, au capital et au gouvernement — ou plutôt à la Couronne — britanniques. Ce qui ne fut pas remis en question, c'est qu'il s'agissait d'une concession et que la propriété de l'ensemble de l'ouvrage, agrandi et perfectionné à , plusieurs reprises, devait passer en 1968, sans indemnité, au gouvernement du Caire. Nous nous garderons bien de traiter la question du droit » dans cette lutte entre flibustiers et requins de haut vol. Ce qui nous intéresse, ce sont les concepts économiques. Le capital initial était de 200 millions de francs-or (ce qui représente environ 60 milliards de francs actuels⁴ et 100 milliards de liras italiennes). D'après la valeur actuelle des actions, abstraction faite de leur baisse de 30 % après le décret de Nasser (qui a toutefois provoqué des rachats en Bourse au nouveau cours qui a suivi le décret), le capital de la Compagnie Universelle du Canal Maritime de Suez s'élèverait à 70 millions de livres sterling, soit 90 milliards de francs. Ces estimations ne tiennent pas compte du change : elles donnent en dollars, la première 200 millions, la seconde 250, et en liras italiennes

3 — *L'arbitrage rendu par Napoléon III en 1864 privait notamment la Compagnie du canal du droit de réquisitionner la main-d'œuvre locale, octroyé dans la concession initiale par le Vice-Roi d'Égypte.*

4 — *De 1956, soit un peu plus de 9 milliards d'euros, ndt.*

respectivement, environ 120 et 150 milliards. Au cours de la dernière année, les recettes de la compagnie ont été de 35 milliards de francs, avec un bénéfice net de 16 milliards, soit 45 % ! Mais Nasser évalue pour sa part ce chiffre d'affaires à 100 millions de dollars, soit 60 milliards de livres, nets ! Un bénéfice aussi élevé ne consiste pas uniquement en profit de capital industriel, déduction faite des amortissements, qui semblent correspondre aux énormes réserves financières que se sont constituées les dirigeants de la compagnie. Il ne s'agit pas d'une entreprise de production : les navires qui passent paient un droit de péage de 300 à 600 livres par tonneau, mais ne reçoivent en échange rien qui soit aliénable sur le marché : ils paient un service, et non des marchandises. Évidemment, les frais d'entretien, de surveillance, d'exploitation, d'administration du canal ne représentent qu'une part minime des recettes. La différence est une rente. Cette rente est une rente absolue dans la mesure où elle provient d'un monopole : le monopole que détient celui qui peut fermer les portes de Suez ou de Port-Saïd. De plus, c'est une rente différentielle dans la mesure où elle représente le coût de la navigation par l'itinéraire le plus mauvais : la route interminable par le Cap de Bonne-Espérance. À qui revient cette rente ? Au *"propriétaire foncier"* du terrain sur lequel fut creusé le canal, et dont le consentement était nécessaire pour ouvrir le premier chantier en 1859. Cette question de propriété devient pour Nasser une question de souveraineté. Cette terminologie n'a pour nous aucun sens. Pour nous marxistes, la rente revient à celui qui détient le monopole. Cette thèse n'est d'ailleurs pas antijuridique : dans la théorie classique du droit romain « *La source de la propriété est l'occupation* » ; et c'est la même chose, depuis que le monde existe, pour la souveraineté politique. Au vu de cette théorie, les Anglais sont des imbéciles, et Nasser aussi. Il y a quelques années encore, des troupes de surveillance anglaises stationnaient dans la zone du canal, pour le défendre. Et effectivement, durant les deux guerres mondiales, on ne laissa passer aucun navire allemand, ou appartenant à une nation alliée à

l'Allemagne. Lors de la guerre d'Éthiopie, Londres pensa un moment fermer la porte; Mussolini eut alors son moment de bonheur : il fit du chantage aux Anglais en se déclarant prêt à attaquer la flotte de la Méditerranée. Il ne faudrait pas cependant croire que ce sont ceux qui savent jouer aux fous qui font l'histoire : le candidat à l'asile Nasser est encore à cent coudées au-dessous. Les Anglais croyaient-ils pouvoir retirer leurs troupes tout en conservant la rente ? Et les Français le croyaient-ils aussi ? Mais les plus fous sont encore les Égyptiens, qui misent sur la souveraineté en croyant de façon métaphysique que celle d'un pays minuscule pèse autant que celle de puissances gigantesques. Il paraît que Nasser comptait sur la Russie, qui est précisément l'un de ces colosses. C'est bien pourquoi nous disons que c'est un crétin. À la veille de la conférence de Londres, et avant que Chépilov⁵ se fût exhibé — événement grandiose — en queue-de-pie, les journaux ont raconté que les Russes, à leur XX^e Congrès, auraient abandonné encore une autre des théories "erronées" de Staline : celle de la prédominance politique internationale des grands États sur les petits, et de la libération de ces derniers de leur situation de sujets, de satellites et de vassaux. Pauvres petits États ! Mais cette théorie n'est pas une création de Staline, que Staline pourrait avoir la fantaisie d'abandonner ou que ses exécuteurs testamentaires pourraient retirer de la circulation ! Ce n'est pas le petit colonel du Caire qui peut la remplacer par une nouvelle théorie : celle de la sainte souveraineté des mini-États, fussent-ils grands comme un mouchoir de poche. Et ce qui est encore plus ridicule c'est de croire que l'Amérique serait tenue de respecter cette théorie qu'elle aurait elle-même proclamée, ou que la Russie pourrait faire de même, alors qu'elle est la championne du principe opposé, celui du gros poisson qui mange le petit. C'est un fait, et une loi historique, que les grands États se partagent le monde comme ils l'entendent, par la guerre généralisée ou (sauve qui peut !) par la coexistence pacifique entre eux, les gros poissons, et que les petits

5 — Successeur de Molotov (limogé en 1956) comme Ministre des Affaires étrangères soviétiques.

États sont entre leurs mains simple pâte à modeler sur la carte du monde. Ce fait et cette loi dominent l'histoire depuis des millénaires, en Europe surtout depuis deux siècles et, d'une manière absolument patente, dans les deux guerres mondiales, qui n'ont fait que détrôner certains Grands, comme le Japon ou l'Allemagne, et en ont fait apparaître de nouveaux, comme la Chine. Nasser n'est pas allé à la conférence de Londres. D'accord. Mais si celle-ci lui fait peur, précisément, c'est parce que la Russie y participe. La Russie défend le même principe que les autres : elle se soucie comme d'une guigne de la "*souveraineté*" sur les rives de ces voies de passage d'importance mondiale, véritables nœuds du trafic international. Depuis qu'il n'y a plus un patron impérialiste unique, comme au temps où Albion se fraya une voie (pour nous ce n'est pas seulement la voie, mais la vie, répondit Mussolini) le long de la Méditerranée, et de toutes les Méditerranée, les maîtres du jeu, ce sont les trois ou quatre Grands de service, pour qui Nasser compte moins qu'un caporal. L'affaire de Suez, c'est eux qui la régleront — ou celui d'entre eux qui (dans vingt ans) gagnera la troisième guerre mondiale, et le fait que le petit Égyptien y aura participé dans le camp des vainqueurs ou dans celui des vaincus n'aura pas la moindre importance. Hitler, par qui s'exprimaient des forces autrement sérieuses, fut amené sous leur pression à pousser ses pions jusqu'en Crète. Son objectif était Suez : Hitler (ou qui que ce soit pour lui) était arrivé à comprendre que l'objectif était plutôt Suez que Dunkerque, d'où il se retira. Les Grands ne se dévorent pas entre eux. Petit Nasser, patience ! Tu seras toujours de ceux qui sont mangés.

À TOI, VIEILLE TAUPE !

CES VINGT ANNÉES PASSERONT-ELLES, ET NOUS, PETITS ANIMAUX HUMAINS, consommateurs bernés et intoxiqués,

producteurs d'efforts de plus en plus pénibles et inutiles, les laisserons-nous passer, suspendus à nos radios et à nos écrans, à écouter les radotages des techniciens, des experts, des spécialistes, des managers, des diplomates, des flibustiers et des aventuriers, sans rien apprendre, ou plutôt en oubliant de plus en plus ce que la classe ouvrière savait déjà à l'époque où on perçait le canal de Suez ? C'est bien, c'est très bien que l'on perce dans les isthmes de formidables entailles (Suez reste le canal le plus long, sinon le plus complexe : 160 kilomètres, le double de Panama) et que le réseau des liaisons internationales ceinture et re-ceinture le monde mercantile du capitalisme de la coexistence, comme le filet du rétiaire immobilisait le gladiateur barbare en le mettant à la merci du coup de grâce. Un prolétariat absent de la scène historique déchire aujourd'hui ses Internationales, mais le Capital est condamné à les reconstruire par -delà les mers et les continents. C'est bien, c'est très bien que les grands États soient peu nombreux et relèguent dans une obscure impuissance les petits, les plus nombreux, en les enveloppant dans cet autre filet, étouffant et inextricable, de la fausseté, du mensonge, de la fraude, de l'obscurantisme philistin et bigot, sous le masque de plus en plus puant et intolérable de la technique, de la science, de la philanthropie et du progrès vers le bien-être. C'est bien que les centres de cette école de superstition et de corruption soient en nombre toujours plus réduit, et de plus en plus visibles de tous les coins de la terre. Tandis qu'ils nous abreuvent de fausses croyances avec leurs histoires de patries et toutes leurs religions, tandis qu'ils nous relisent avec un faux puritanisme et une obscénité blasphématoire les Bibles du Christ, de Mammon et de Démos, nous aussi nous pouvons répéter nos versets classiques et démontrer que bien avant le percement du canal, nous savions déjà que viendraient les vertigineuses concentrations de la richesse et du pouvoir, le totalitarisme impérialiste, l'oppression monopoliste, l'État de parti, la Sainte-Alliance des grands Monstres Capitalistes, rendue plus solide que jamais par chaque guerre mondiale. C'est bien la Dictature du

Capital, du Militarisme, de l'Affairisme, du Fascisme, que bénissent en vain les Prêtres de toute confession. Ouvrons notre Bible !

« La Révolution va jusqu'au fond des choses. [...] elle n'avait accompli que la moitié de ses préparatifs, et maintenant elle accomplit l'autre moitié. Elle perfectionne d'abord le pouvoir parlementaire, pour pouvoir le renverser ensuite. Ce but une fois atteint, elle perfectionne le pouvoir exécutif, le réduit à sa plus simple expression, l'isole, dirige contre lui tous les reproches pour pouvoir concentrer sur lui toutes ses forces de destruction; et quand elle aura accompli la seconde moitié de son travail de préparation, le monde [chez Marx : l'Europe, la France de 1852...] sautera de sa place et jubilera : Bien creusé, vieille taupe⁶ ! »

Les forces de la Révolution semblent se terrer, et le grand Capital fait bombance au soleil. Mais nous qui ne sommes pas intoxiqués par l'alcool de l'idéologie bourgeoise, avec le radar historique de la doctrine marxiste — un radar sur l'écran duquel on ne lit pas de mensonges — nous avons retrouvé dans la brume des fonds marins de Nantucket, dans le limon amer des marais du désert arabique, nous avons retrouvé, accomplissant son œuvre inépuisée, la Vieille Taupe, qui creuse la malédiction d'infâmes formes sociales et prépare leur lointaine, mais sûre, explosion.



6 — Karl Marx, « Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte », Éd. J.-J. Pauvert, Paris, 1965, p. 346.

— • —

RÉDACTION : *Contradiction Éditions*
ENCRES & GRAVURES : *Bruno Caruso*
POLICE D'ÉCRITURE : EB Garamond, *par Georg Mayr-Auffner*
MISE EN PAGE : *Hugo H.*

DANS LA MÊME COLLECTION :

— • —

— KARL MARX, FRIEDRICH ENGELS —
« *Sur les ouvriers, la science et la lutte* »

— MÁO ZÉDŌNG —
« *Style communiste* »

— SERGUEÏ V. MALYSEV —
« *Le Soviet des chômeurs* »

— WILLIAM Z. FOSTER —
« *Sur le mouvement ouvrier Américain, la précarité et la question raciale* »

— NGUYỄN NGHỆ —
« *Frantz Fanon et le problème de l'indépendance* »



CONTRADICTION
ÉDITIONS —
editioncontradiction.blogspot.com
contradictioneditions@gmail.com